

# programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## SOMMAIRE

- Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme 1
- Propriété et capital (1)  
Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes  
du monde contemporain 8
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger  
(de 1928 à 1935) (1) 26
- *Histoire de la Gauche Communiste.*  
La naissance du Parti Communiste d'Italie (3) 36
- *Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste».*  
- Les abstentionnistes et la fraction communiste: la valeur de  
la discipline («Il Comunista» n° 3 - 28/11/1920)  
- L'opportunisme international («Il Comunista» n° 9 - 9/1/1921)  
- Les unitaires ne sont pas communistes  
(«Il Comunista» n° 7 - 26/12/1920) 49
- Notes de lecture  
- «Aufheben»  
- «Marc Laverne et le Courant Communiste International»  
- «(Dis)continuité» 57

### CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

## **PROGRAMME COMMUNISTE**

**Revue théorique du Parti  
Communiste International**

ISSN - 0033 -037 X

### **Administration et diffusion :**

Editions Programme  
3 rue Basse Combalot  
69007 Lyon - F

### **Prix au numéro:**

25 FF, 140 FB, 10 FS, £ 3, 450 Pts, 10 DM, 5000 Li, 1000 CFA, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 1

### **Abonnement simple:**

Le prix de 4 numéros

### **Abonnement de soutien:**

Pour 4 numéros: 200 FF, 1100 FB, 80 FS, £25, 3500 Pts, 80 DM, 40000 Li, 8000 CFA, USA + Cdn US \$ 35, Amérique latine US \$ 8

### **Paiement par mandat ou chèque:**

A l'ordre de **DESSUS**,  
Toute correspondance doit être  
envoyée à l'adresse des Ed.  
Programme

## **PROGRAMME COMMUNISTE**

**Theoretical Review in french  
of the International Communist Party**

Editorial office:

Editions Programme  
3 Rue Basse Combalot  
69007 Lyon - F

Payment by eurochek or international  
money order to: DESSUS

All correspondance should be send to the  
above address.

## **CORRESPONDANCE**

**France:** Editions Programme, 3 Rue  
Basse Combalot, 69007 Lyon

**Suisse:** Editions Programme, Ch. de  
la Roche 3, 1020 Renens

**Italie:** Il Comunista, C.P. 10835,  
20110 Milano

### **« le prolétaire » Journal bimestriel**

Le numéro: 5 FF, 30 FB, 3 FS, 3000 Li, 250 CFA

Abonnement annuel (5 numéros): 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li / 2000 CFA

Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li / 4000 CFA

### **« il comunista » Journal bimestriel en italien**

Le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS.  
Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS.

Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS.

### **«el programa comunista» Revue théorique en espagnol**

Le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs.  
Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs.

**Imprimé par nos soins.**

## **EN PREPARATION: REPRINT DE**

### **« Communisme et fascisme »**

*«Dans le fascisme, nous ne voyons pas un changement de la politique de l'Etat italien, mais la continuation de la méthode employée par la démocratie. Nous ne ferons aucun crédit pour lutter contre le fascisme au complice naturel de la démocratie: le réformisme social-démocrate.»*

*«Dans le domaine de l'idéologie et du programme, le fascisme n'a rien apporté de nouveau. Sa supériorité réside dans son organisation, sa discipline, sa hiérarchie.»*

*«Le parti communiste doit souligner le rôle indépendant que la situation en Italie lui assigne; mais pour pouvoir faire une politique indépendante il faut qu'il n'y ait aucun défaitisme. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens que les actions menées jusqu'ici ont fait faillite. Même si l'attitude des communistes italiens n'a pas toujours été approuvée, il sentent qu'ils n'ont rien à se reprocher devant la révolution et devant l'Internationale (Extraits du texte).»*

**Texte du Parti Communiste International**

---

# Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme

L'**OPPORTUNISME** signifie

## sur le plan économique:

\* accepter et défendre le mode de production capitaliste et ses lois, non seulement comme base mais aussi comme but ultime de la société humaine; \* représenter les intérêts économiques de la petite et de la moyenne bourgeoisie, de la petite et de la moyenne propriété (artisanale, industrielle, commerciale, productive et distributive) que même la société capitaliste ultra-développée ne supprime pas mais alimente constamment; \* s'appuyer sur les facteurs sociaux et politiques pour défendre l'espace économique que le développement inégal du capitalisme laisse à disposition des classes moyennes, en le jugeant **vital** pour leurs survies; \* résister au progrès technologique et productif dans la mesure où celui-ci mine leur situation et menacent de les prolétariser en les précipitant dans la situation de sans-réserves.

## sur le plan politique:

\* concilier les intérêts opposés et/ou antagonistes, en les soumettant à l'intérêt le plus puissant; \* faire sien les raisons des intérêts les plus puissants, en demandant simplement en échange un minimum de participation à la gestion politique; \* combattre les poussées excessives et violentes des intérêts partisans pour aboutir à une amélioration graduelle et progressive par des moyens pacifiques et légaux; \* participer, aux côtés de la classe dominante, la grande bourgeoisie, à toutes les luttes pour la conservation sociale - idéologiques et pratiques - et à toutes les guerres pour la défense du «territoire économique» national (et colonial) dont dépend sa propre existence parasitaire.

## sur le plan social:

\* occuper physiquement les places intermédiaires entre grands bourgeois et prolétaires (dans les villes et dans les campagnes, dans les institutions, dans la bureaucratie, dans les entreprises), en considérant la petite propriété individuelle (y compris intellectuelle), la petite activité, la petite entreprise, la famille, le village ou le quartier, comme la dimension idéale de la vie sociale; \* se confondre en général avec la «masse», «les gens», par peur d'avoir trop à payer à quelqu'un (à l'État, à un fournisseur, etc.), par peur de prendre des responsabilités pour d'autres, et en même temps, \* se distinguer de la «masse» (masse des sans-réserves et des non-possédants) par ses privilèges et ses avantages.

## Les couches petites-bourgeoises

L'**opportunisme** est donc le mode de manifestation sur tous les plans, y compris philosophiques, religieux et comportementaux, des couches sociales qui ont démontré historiquement leur impuissance, tant par rapport à la classe dominante que par rapport au prolétariat. Des couches sociales qui sont en permanence **terrorisées** par la menace de perdre leurs privilèges et de tomber dans le prolétariat, voire dans le lumpen-prolétariat et qui sont effrayées par la perspective, qui est pourtant leur grande ambition, de rejoindre les rangs de la grande bourgeoisie; des couches sociales qui aspirent à *arrêter l'histoire*, c'est-à-dire à rendre éternelle

la situation qui permet leur survie sans problèmes, sans risques, sans secousses violentes, guerres et affrontements sociaux dont elles ne peuvent que redouter les conséquences; où à faire *revenir en arrière* le char de l'histoire dès qu'apparaît le mouvement révolutionnaire prolétarien dans lequel elles voient, avec raison, la menace de la disparition totale et définitive de leurs avantages particuliers.

Ces couches sociales de la petite et moyenne bourgeoisie, auxquelles il faut ajouter l'**aristocratie ouvrière** qui, constituée sur la base d'une situation privilégiée par rapport à la masse prolétarienne, partage la même mentalité et la même attitude réactionnaire que la petite-bourgeoisie, sont vouées à osciller perpétuellement entre la

grande bourgeoisie et le prolétariat, dans la mesure où leurs intérêts apparaissent à tel ou tel moment plus menacés par l'une ou par l'autre. Historiquement elles sont les partisans les plus enthousiastes de la **démocratie** - ce cadre politique et social qui, selon l'idéologie bourgeoise, permettrait à chaque individu, à chaque entreprise, d'agir librement, confiant aux lois du marché son sort et à l'Etat - soi-disant *au dessus des classes* - la défense des libertés individuelles et de la propriété privée. Ces couches sociales sont nombreuses; elles forment effectivement une masse considérable - paysanne dans les pays capitalistes moins développés, urbaine dans les autres - et rêvent de constituer la **majorité**, tout en adorant l'idée de la *conscience individuelle* qui, selon eux, détermine le bien ou le mal, la paix ou la guerre, le bien-être ou la misère. Elles ont absorbé toutes les illusions bourgeoises sur la liberté, l'égalité, la fraternité, en y ajoutant une bonne dose de superstitions et de fatalisme: elles croient volontiers à l'existence, après la vie physique, d'un au-delà où toutes les injustices terrestres sont réparées et tous les sacrifices récompensés. Ce n'est pas un hasard si la petite-bourgeoisie, historiquement ballottée entre les classes opposées et dont les membres vivent concrètement dans la concurrence de tous contre tous, représente un terrain fertile pour tous les préjugés et toutes les superstitions: tout ce qui arrive ou peut arriver est le résultat de la volonté d'un être supérieur - un destin inflexible, un dieu, un chef génial, une madone démocratique.

Au cours de la longue période qui a vu l'émergence et la victoire de la classe bourgeoise face à l'aristocratie et au clergé, des couches aristocratiques dégénérées - au sens économique et social - ont représenté une réaction particulièrement tenace à la nouvelle société et au nouveau mode de production anti-féodal. Similairement, pendant toute la période historique où le prolétariat tend à s'affirmer comme la classe porteuse de l'émancipation et du progrès pour toute l'humanité, les couches petites-bourgeoises représentent une réaction spécifique (et la masse réactionnaire mobilisable) contre le mouvement prolétarien. La petite-bourgeoisie a d'autre part son identité historique au sein de la société capitaliste, qui découle de son **rôle contre-révolutionnaire spécifique**. Le marxisme enseigne que la petite-bourgeoisie ne peut avoir une potentialité de classe historique, indépendante des autres classes - alors que prolétariat et bourgeoisie, les classes aux deux pôles de la société contemporaine, ont cette potentialité car elles sont porteuses chacune d'un mode de production particulier: le communisme et le capitalisme. Les couches sociales qui composent ce qu'on appelle la petite-bourgeoisie, sont en réalité des **demi-classes**, non porteuses d'un mode de production spécifique, non porteuses d'une révolution

et d'une société spécifique. Elles sont irréductiblement attachées et dépendantes de la société bourgeoise basée sur le profit, sur l'extorsion de la plus-value.

Mais cela n'empêche pas que dans le développement des affrontements sociaux et de la lutte entre les deux classes fondamentales, pour ne pas être broyée entre le marteau du prolétariat et l'enclume de la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie tend à jouer un rôle particulier, un rôle propre, qui peut, dans certaines circonstances, paraître (à ses yeux comme à ceux des autres) un rôle indépendant voire décisif.

Dans certaines phases de la révolution bourgeoise, ces couches ont pu donner une contribution puissante à cette révolution, cela est indéniable; mais elles l'ont fait sous la pression des nécessités impersonnelles du capitalisme aux prises avec la vieille société féodale et au bénéfice de la grande bourgeoisie. Une fois terminée cette phase des révolutions bourgeoises, la petite-bourgeoisie manifeste de plus en plus nettement son rôle contre-révolutionnaire.

L'opportunisme, qui est donc l'expression politique des diverses couches qui composent la petite bourgeoisie, décrit une trajectoire historique en oscillant entre le rôle contre-révolutionnaire anti-prolétarien et le rôle contre-révolutionnaire anti-bourgeois. Dans ce sens la tendance conservatrice et réactionnaire de la petite bourgeoisie revêt des caractéristiques différentes selon les phases historiques et les régions géographiques différentes: **pour combattre le prolétariat révolutionnaire** elle s'appuie sur la grande bourgeoisie et sur les forces réactionnaires liées à la vieille société pré-capitaliste, et sur les forces impérialistes intéressées à s'opposer au mouvement révolutionnaire du prolétariat; **pour combattre la bourgeoisie révolutionnaire** elle s'appuie sur les forces réactionnaires liées à l'ancien régime et sur les forces impérialistes intéressées à s'opposer au mouvement révolutionnaire bourgeois, n'hésitant même pas à chercher l'appui du prolétariat à condition bien entendu que celui-ci ait perdu son indépendance de classe.

Etant donné ce comportement politique et social, dans la phase historique où la bourgeoisie n'a désormais plus aucun rôle révolutionnaire, il va sans dire que la petite-bourgeoisie ne peut plus exprimer et défendre que des positions réactionnaires de conservation sociale. La grande bourgeoisie l'utilise et la nourrit dans cette optique; précisément en raison de sa caractéristique de demi-classe et de son impuissance historique, elle se tourne vers tout ce qui lui donne l'illusion de devenir une véritable classe sociale, avec un programme historique particulier, distinct et supérieur à celui de toute autre classe sociale. Mais la seule chose qu'elle a la possibilité d'atteindre, c'est l'idéologie bourgeoise,

que ce soit sous une forme «radicale», modérée ou ouvertement réactionnaire.

L'invariance de l'opportunisme consiste en ce rôle social et politique conservateur, contre-révolutionnaire. Pour jouer ce rôle, pour tenter de «peser» dans la société, la petite bourgeoisie ne peut se baser que sur ses propres conditions matérielles, liées à la petite production, à la petite propriété dont elle défend les intérêts et les limites et d'où découlent les positions politiques immédiatistes, autonomistes, réactionnaires et racistes qui la caractérisent.

La proximité de beaucoup des couches petites bourgeoises avec le prolétariat leur permet de transmettre à celui-ci leurs positions, leurs illusions, leurs superstitions, leurs craintes et leurs ambitions. Cette oeuvre d'intoxication du prolétariat s'est révélée très précieuse et même parfois cruciale, pour la conservation sociale et la défense des intérêts bourgeois. Il serait impossible à la grande bourgeoisie de réaliser directement cette intoxication, de la diffuser avec autant de force au sein des masses prolétariennes: le fossé de classe est trop évident. Il n'en est pas de même avec la petite-bourgeoisie qu'en période de prospérité certains prolétaires peuvent espérer rejoindre: l'antagonisme de classe est beaucoup moins clair et il est souvent pris pour une différence individuelle et non sociale.

L'histoire a montré que dans les périodes de grave crise économiques et sociales la bourgeoisie n'avait aucun scrupule à abattre son jeu et à instaurer sa dictature de classe ouverte, la petite bourgeoisie a au contraire besoin de la démocratie comme de l'air pour respirer. C'est dans l'ambiance démocratique que la petite bourgeoisie peut le mieux exercer toutes ses capacités de médiateur et d'entremetteur, au point de remplir tous les espaces politiques, sociaux et économiques permis par le développement capitaliste. Ce n'est pas par hasard que dans les pays capitalistes les plus développés la petite bourgeoisie prolifère dans les secteurs du commerce, des «services», de l'administration, de la bureaucratie, de la culture, de l'information, de la religion ou du sport, plutôt que dans les secteurs traditionnels de l'artisanat, de la petite production et de l'agriculture. On rencontre davantage dans ces derniers secteurs des éléments venus du prolétariat avec l'espoir d'échapper à leur condition en «se mettant à son compte».

### Le mensonge démocratique

Mais la démocratie bourgeoise d'aujourd'hui n'est plus celle de la première phase, révolutionnaire, de la bourgeoisie, ni même celle de la phase libérale. Marx et Engels avaient déjà dévoilé non seulement les limites, mais surtout l'illusion fondamentale de la démocratie bourgeoise, forme pré-

tendument insurpassable de l'organisation politique de la société.

Dans la période ouverte par la première et la seconde guerre mondiale la démocratie bourgeoise est devenue toujours plus une simple façade politique et idéologique de la domination sociale de la bourgeoisie, qui ne laisse plus aucune possibilité d'obtenir par son truchement une modification même minimale - ne parlons pas d'aller au socialisme!- de l'ordre existant en faveur de la classe exploitée.

Elle se résume toujours plus à un simple masque de la **dictature de la bourgeoisie**, elle est toujours plus un **mensonge** colossal. La liberté tant invoquée par les démocrates et par tous les bourgeois se réduit dans la réalité de la société capitaliste à la liberté de la plupart de vendre sa force de travail et dans la liberté de quelques autres de l'acheter: pour la plus grande partie des êtres humains, cette «liberté» se traduit dans une **tragique nécessité, avec comme seule alternative la misère et la faim**.

Ce mensonge est cependant la lymphe vitale de l'idéologie bourgeoise, et la petite-bourgeoisie n'a pas d'autre source idéologique où s'abreuver: elle s'en nourrit, elle le fait sien, elle l'invoque, elle le revendique, elle supplie les puissants de ne pas lui tourner le dos, elle le défend bec et ongles parce qu'elle y voit le moyen de son prestige social et de sa défense économique et politique.

L'opportunisme ne peut baser ses positions et ses revendications que sur la démocratie. La démocratie est donc non seulement «*la meilleure méthode de gouvernement de la classe dominante bourgeoise*», parce qu'elle réussit à entraîner le prolétariat dans la défense des intérêts généraux du capitalisme (voir Lénine), mais elle est aussi l'instrument contre-révolutionnaire spécifique que l'opportunisme utilise vis-à-vis du prolétariat pour le détourner de la lutte de classe et tout particulièrement de la lutte révolutionnaire.

Cet instrument contre-révolutionnaire est utilisé dans toutes les situations et dans toutes les phases de la lutte de classe. Surtout après la deuxième guerre mondiale et les expériences du fascisme et du nazisme, il est utilisé comme une **action préventive** par rapport aux tentatives du prolétariat de retrouver son terrain de lutte classiste et de se réorganiser en associations de défense de ses intérêts.

La démocratie libérale a réussi à enrôler le prolétariat des différents pays dans la boucherie impérialiste mondiale; mais elle n'a pas réussi à prévenir les mouvements prolétariens révolutionnaires qui après 1917 ébranlèrent la domination bourgeoise mondiale et menacèrent de vaincre en Europe à la suite de la victoire russe. Il fallut le fascisme italien et le nazisme allemand ensuite pour que la bourgeoisie ait les moyens de mener une

action répressive à grande échelle et pour longtemps: 20 ans en Italie, 12 ans en Allemagne. En résultat, l'action combinée du **fascisme** - c'est-à-dire de la dictature bourgeoise ouverte et déclarée - et du **stalinisme** - c'est-à-dire de la dégénérescence démocratique et nationale du mouvement révolutionnaire communiste mondial - a provoqué **la défaite la plus grave et la plus profonde que le prolétariat ait connu depuis la naissance de son mouvement de classe.**

*Lorsque dans les années 1914-1918, on parlait d'«opportunisme», on n'entendait pas formuler un simple jugement moral sur la trahison des chefs du mouvement révolutionnaire, qui au moment décisif s'étaient révélés des agents de la bourgeoisie en lançant des mots d'ordre diamétralement opposés à ceux de leur propagande antérieure. **L'opportunisme est un fait historique et social, un des aspects de la défense de classe de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne; on peut même dire que l'opportunisme des chefs et des cadres prolétariens est l'arme principale de cette défense, tout comme le fascisme est l'arme principale de la contre-offensive qui la complète, si bien que les deux moyens de la lutte s'intègrent dans le but commun.** («Guerres et crises opportunistes», Textes du P.C. International, n° 4, p. 42).*

L'opportunisme est donc un des aspects de la défense de classe bourgeoise, et la corruption des organisations prolétariennes est le résultat historique de cette défense: l'opportunisme répond toujours à une action préventive de la classe dominante, et en tant qu'action préventive, il **prépare le terrain** pour la contre-offensive bourgeoise (le fascisme) qui se déchaînera contre un mouvement de classe révolutionnaire potentiellement menaçant pour le pouvoir central. Les deux moyens de lutte de la bourgeoisie se complètent pour la défense du capitalisme.

\* \* \*

Comment agit effectivement l'opportunisme? Reportons-nous au texte que nous venons de citer:

*L'opportunisme se caractérise par le fait qu'aux moments critiques de la société bourgeoise, qui sont précisément ceux pour lesquels les mots d'ordre extrêmes d'action révolutionnaire ont été prévus, il «découvre» qu'il est nécessaire de lutter pour d'autres objectifs qui, loin d'être propres au prolétariat, exigent une **coalition entre ses forces et une partie de celles de la bourgeoisie.***

Cette définition nous donne les caractéristiques fondamentales de l'opportunisme; il ne faudrait cependant pas en conclure que l'opportunisme n'apparaît qu'aux rares moments décisifs: en tant que fait historique et social il a donc des bases

matérielles pour un rôle permanent dans la société bourgeoise. Voyons les conséquences de l'action opportuniste:

*La conscience politique des travailleurs repose surtout sur la vigueur et la continuité de l'action de leur parti de classe. Si donc à l'ouverture des situations décisives, les chefs, les propagandistes et la presse du parti se mettent **à l'improviste** à parler un langage nouveau qui prouve que la bourgeoisie a réussi à mobiliser les opportunistes en sa faveur, cela provoque une **désorientation des masses, et l'échec presque certain de toute tentative d'action indépendante.***

Le but de l'opportunisme est de désorienter le mouvement prolétarien, de le dévier pour provoquer son échec. Si nous avons un mouvement de classe réel, cela signifie que son action est indépendante des appareils de collaboration entre les classes et à plus forte raison des organisations ouvertement bourgeoises. Pour faire échouer ce mouvement, la bourgeoisie doit chercher à le désorienter de l'intérieur, c'est-à-dire à s'appuyer sur les forces opportunistes qui peuvent s'y trouver, de façon qu'ils sabotent les actions classistes et ramènent ce mouvement dans l'orbite collaborationniste, réformiste et de respect de l'ordre établi. C'est ce qu'elle a réussi à faire à travers l'opportunisme social-démocrate, puis l'opportunisme stalinien et post-stalinien enfin.

Dans sa phase révolutionnaire initiale, la bourgeoisie a combattu non seulement contre le féodalisme et ses superstructures politiques, mais aussi contre les premières associations ouvrières indépendantes (voir la fameuse loi Le Chapelier interdisant les syndicats); dans la phase suivante de consolidation et d'expansion capitaliste dans le monde qui a été l'âge d'or du réformisme, la bourgeoisie a toléré les associations ouvrières et a permis leur croissance, tout en s'efforçant de les capturer politiquement par des doses croissantes de «démocratie» sociale. Dans la troisième phase historique, la phase de l'impérialisme, son attitude change encore. Citons encore notre texte:

*Au stade impérialiste, le capitalisme cherche à dominer ses contradictions économiques et à contrôler tous les faits sociaux et politiques en gonflant démesurément son appareil d'Etat; de la même façon il modifie son action à l'égard des organisations ouvrières. (...) au troisième stade la bourgeoisie comprend qu'elle ne peut ni les supprimer, ni les laisser se développer sur une plate-forme autonome, et elle se propose de les encadrer par n'importe quel moyen dans son appareil d'Etat. **Exclusivement politique au début du siècle, celui-ci devient à la fois politique et économique à l'ère impérialiste: l'Etat des capitalistes et des patrons se transforme en Etat-capitaliste et Etat-patron. Au sein de ce***

*vaste appareil bureaucratique, on ménage des prisons dorées pour les chefs du mouvement ouvrier. Mille formes d'arbitrage, mille institutions d'assistance sociale ayant apparemment pour fonction de maintenir l'équilibre entre les classes éloignent des forces autonomes du prolétariat les dirigeants du mouvement ouvrier qui sont au fur et à mesure absorbés par la bureaucratie d'Etat. Ces dirigeants continuent démagogiquement à parler le langage de l'action de classe et des revendications ouvrières, mais ils sont bien entendu devenus incapables de la moindre action contre le pouvoir bourgeois.*

### Le stalinisme, pire vague d'opportunisme

La vague opportuniste qui correspond à la troisième période du cycle bourgeois (impérialisme) se caractérise donc comme un **mouvement d'intégration dans les institutions étatiques** des organisations ouvrières, d'abord les organisations politiques, puis à leur suite les organisations de défense immédiates et syndicales.

Par rapport aux précédentes vagues opportunistes, le stalinisme, qui représentait les forces du capitalisme national russe, s'est trouvé dans une situation historique particulière: celle de devoir détruire le parti révolutionnaire le plus puissant, celui qui constituait véritablement l'ossature du mouvement communiste mondial, le parti bolchévique, le parti agissant sur son propre sol. Cet objectif bourgeois national russe était aussi un **objectif vital** de la contre-révolution bourgeoise **internationale**; le stalinisme a représenté la version russe de l'offensive contre-révolutionnaire bourgeoise internationale qui s'est appelée fascisme en Italie, nazisme en Allemagne. Leur nature de classe est identique, leurs objectifs sont les mêmes, leurs méthodes sont comparables - avec la différence que fascisme et nazisme étaient la contre-révolution dans des pays capitalistes mûrs (quoique inégalement développés) où le prolétariat n'avait pas encore réussi à se libérer de la praxis réformiste, tandis que le stalinisme était la contre-révolution dans un pays où le capitalisme jeune avait encore devant lui des tâches révolutionnaires bourgeoises et où le prolétariat s'était emparé du pouvoir; l'appui de l'impérialisme mondial lui était donc nécessaire.

L'affirmation à l'improviste d'un nouveau objectif - **la construction du socialisme dans un seul pays** - ce qui signifiait abandonner la lutte révolutionnaire internationale, ou plutôt s'efforcer de lui faire servir les intérêts nationaux russes, était la démonstration que l'opportunisme s'était installé à la tête du parti bolchévique. L'opportunisme stalinien associa logiquement à cet objectif la recherche d'alliances entre forces prolétariennes et for-

ces bourgeoises, sous le prétexte de s'opposer aux éléments bourgeois les plus «réactionnaires» ou même à des prétendues réactions féodales. La recherche d'alliances ouvertes avec les Etats bourgeois n'était que la conséquence de cette même orientation.

Le parti de classe dont *la vigueur et la continuité d'action* constituent la seule possibilité pour le prolétariat de former sa conscience politique, de trouver sa ligne d'action correcte, était l'obstacle à abattre pour la bourgeoisie mondiale. La social-démocratie ne réussit pas complètement à accomplir ce forfait; mais le stalinisme qui prétendait combiner la défense de la démocratie (de cette forme-là de la domination bourgeoise) avec la lutte pour le «socialisme» et «pour la paix», réussit, lui, à détruire complètement le parti de classe qui s'était réorganisé internationalement en réaction à l'opportunisme social-démocrate.

Avec le stalinisme, le défaitisme par rapport à la lutte prolétarienne de classe a atteint un degré inconnu lors des précédentes vagues opportunistes, ce qui explique aussi la profondeur jusque-là inconnue de la contre-révolution dite stalinienne. La destruction du parti de classe, la destruction des syndicats de classe, la falsification complète de la théorie et du programme communistes sont les trois grandes défaites du prolétariat mondial qui l'ont politiquement rejeté en arrière de plusieurs décennies.

Par exemple l'opportunisme de la Deuxième Internationale avait «découvert» lors de la première guerre mondiale que les objectifs socialistes devaient être mis de côté et qu'il fallait lutter pour les objectifs bourgeois de défense de la patrie et de la démocratie. Mais il n'osa pas aller plus loin. Il affirmait que ce n'était qu'une simple trêve, et qu'à la fin de la guerre, la lutte socialiste reprendrait. C'était bien entendu une promesse entièrement démagogique: l'expérience russe, l'expérience allemande ont démontré que l'opportunisme social-démocrate combattait de toutes ses forces la révolution et n'hésitait pas à accomplir les basses oeuvres répressives de la bourgeoisie contre les prolétaires en lutte.

Mais la social-démocratie continuait à utiliser un langage marxiste; si elle le dénaturait, si elle le châtrait de son tranchant révolutionnaire, elle n'osait pas cependant falsifier complètement le marxisme ou baptiser socialistes des objectifs bourgeois.

Le stalinisme, lui, est allé beaucoup plus loin; il s'est emparé de tout, il a maintenu toutes les appellations (parti, soviétique, Etat ouvrier, Internationale, marxisme), mais il a falsifié de fond en comble leur contenu. Beaucoup plus que le fascisme, qui lui aussi tenta une oeuvre similaire, et que le réformisme social-démocrate, le stalinisme arracha au prolétariat révolutionnaire ses drapeaux, ses mots d'ordre, ses perspectives; et il les remodela en

fonction des intérêts nationaux russes, mais aussi comme nous l'avons vu, des besoins de la contre-révolution internationale.

La social-démocratie avait pensé à une trêve de la lutte des classes; le stalinisme imposa la «**coexistence pacifique**» avec l'impérialisme et la «**lutte pour la paix**» comme l'objectif de la lutte des classes, la collaboration de classe à tous les niveaux, jusqu'aux institutions internationales type ONU, soi-disant pour que le «monstre nazi» ne relève plus jamais la tête.

L'objectif était autre: c'était le prolétariat qui ne devait plus jamais relever la tête. C'est pourquoi le stalinisme ne se limita pas à tout falsifier, qu'il ne se limita pas à «fermer» ses frontières pour développer son capitalisme national, qu'il ne se limita pas à abandonner la révolution internationale. Il lui fallait aussi éliminer physiquement les révolutionnaires, la vieille garde bolchévique, tous les opposants connus et inconnus, actifs ou potentiels. Cette répression sanglante et sans pitié fait pâlir les répressions des dictatures sud-américaines avec leurs milliers de disparus; elle n'a rien à envier aux répressions nazies et même au tristement fameux «holocauste». Les estimations les plus pondérées fixent à plus d'un million le nombre de morts tombés lors des purges et de la «collectivisation». L'impérialisme, et notamment les «grandes démocraties» occidentales, cacha les tueries stalinienne: la guerre mondiale mûrissait dans le sous-sol économique du capitalisme et elle se préparait discrètement dans le secret des chancelleries. L'important était que le prolétariat, et le prolétariat russe en particulier, ne relève pas la tête; l'important était que disparaisse l'exemple vivant de la victoire révolutionnaire prolétarienne: l'Octobre bolchévique, le parti de Lénine, l'Armée rouge de Trotsky, l'Internationale communiste; l'important était que dans de retentissants procès (qui n'auraient pas pu se tenir sans la complicité active des organes de presse de la bourgeoisie internationale) les anciens chefs de la

révolution avouent être des espions et des assassins corrompus. Seul le stalinisme pouvait réaliser cette «**mission historique**» contre-révolutionnaire au bénéfice de la bourgeoisie mondiale, qui lui donnait le droit de postuler à un rôle de premier plan dans les combinaisons impérialistes.

Il le fit avec tant de succès que non seulement il put sortir la Russie de la quarantaine où l'avaient reléguée les impérialismes dominants après l'échec de leurs interventions armées contre le pouvoir soviétique, mais que, à la suite de la collaboration active au cours de la deuxième guerre impérialiste mondiale, il jeta les bases du condominium russo-américain dans le cadre du partage du marché mondial en immenses zones d'influence (le «camp socialiste» et le «camp occidental»).

Aucune force ouvertement bourgeoise n'aurait pu accomplir cette terrible action contre-révolutionnaire menée par le stalinisme, y compris par ses filiales extérieures, les partis de Thorez, de Togliatti et cie, dont les descendants actuels, les Hue, les D'Alema et cie, continuent aujourd'hui encore dans des circonstances différentes, mais avec le même zèle anti-ouvrier, à mener.

C'est dire l'importance historique décisive qu'a représentée l'opportunisme stalinien pour le maintien du capitalisme mondial.

Et c'est dire à l'inverse l'importance pour le maintien et la restauration de la **ligne historique du communisme** qu'a représenté la lutte sans compromis contre l'opportunisme stalinien et contre toutes ses manifestations, que menèrent dans l'entre-deux guerres les révolutionnaires et que mena après-guerre notre courant réorganisé en parti. Lutte qui doit se poursuivre sans trêve aujourd'hui non seulement contre les héritiers du stalinisme mais aussi contre ceux qui affectent de voir dans ces forces intégralement contre-révolutionnaires on ne sait quelles potentialités «progressistes» sur lesquelles le prolétariat pourrait compter.



---

# PROPRIÉTÉ ET CAPITAL (1)

## Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain

La première partie du texte *«Propriété et capital»*, dont nous commençons ici la publication en français, fut publiée sur les n° 10 (juin-juillet 1948) à 14 (février 1950) de la première série de *«Prometeo»*, *«Organe de recherche et bataille marxistes»*, qui était la revue théorique du Partito Comunista Internazionalista. Ce n'est que cette première partie qui peut être considérée comme achevée. La deuxième partie fut rédigée et publiée sur les 4 n° de la deuxième série de *«Prometeo»* avec une urgence imposée par la scission en cours dans le P.C. Internazionalista.

Il est inutile de souligner l'importance de ce texte, qui s'inscrit dans le travail de réappropriation et réexposition de la théorie et de l'analyse marxistes au vif d'une bataille politique pour la restauration du programme communiste. Il s'agissait en particulier de donner l'explication théorique correcte à deux types de phénomènes de portée mondiale qui suscitaient des hésitations et des interprétations fausses parmi les militants et les organisations qui se voulaient marxistes: la dégénérescence du mouvement communiste en liaison avec l'avènement du stalinisme et donc la nature de la formation sociale dominante en URSS; et la présence, dans le camp occidental, de formes sociales soi-disant inédites ou imprévues par la marxisme.

Dans cette optique *«Propriété et capital»* revêt un intérêt particulier parce qu'il lie de façon indissoluble ces deux phénomènes, en ramenant la démonstration de la nature capitaliste de l'URSS à l'analyse du rapport correct entre les caractères **essentiels** du capitalisme et les formes juridiques et politiques qu'il assume historiquement.

Il ne s'agit pas d'un texte isolé, et cela peut expliquer pourquoi, en dépit de l'importance du sujet, ce travail est resté inachevé. Dans un premier temps les causes en furent les difficultés à publier la revue, la question de l'analyse de l'URSS et du capitalisme étant l'un des points des divergences qui menèrent à la scission. Ensuite ce furent les faits qui se chargèrent de modifier le programme de travail du petit parti qui se consacra, avec une énergie renouvelée après la nette séparation des forces, à la réexposition des thèses marxistes sur tous les thèmes vitaux de la lutte politique. Et c'est ainsi que sont restés sous forme schématique les chapitres consacrés à la propriété des biens mobiliers, à l'entreprise industrielle, aux associations entre entreprises et au monopole, au capital financier, à l'impérialisme, à l'entreprise moderne sans propriété juridique et même sans capital propre, à l'intervention et à la direction de l'économie par l'Etat. Mais, malgré l'absence d'un exposé systématique, ces thèmes ont été repris par la suite dans des articles ou à l'occasion d'études plus larges. La liste en serait trop longue, mais en ce qui concerne plus précisément le travail d'analyse de la Russie effectué au cours de ces années, nous pouvons renvoyer le lecteur aux textes publiés en français dans la série *«Les Textes du Parti Communiste International»* ou sur les pages de cette revue.

La traduction présente se base sur le volume publié aux Editions «Iskra» (*«Proprietà e capitale»*, Firenze, 1980).

# PROPRIETE ET CAPITAL

## Première partie

### I. Les révolutions de classe

#### Technique productive et formes juridiques de la production.

*Afin d'apprécier exactement la formule traditionnelle qui définit le socialisme comme l'abolition de la propriété privée, nous rappelons les conceptions marxistes de la succession des révolutions de classe, conséquence du heurt entre les nouvelles forces et les nouvelles exigences de la production et les vieux rapports de propriété. De tous les divers régimes de classe, fondés sur des institutions de propriété individuelle sur les objets divers suivant les différentes caractéristiques de l'organisation productive et de la technique du travail, le plus récent est le régime capitaliste.*

C'est par une formule simple et justifiée par les besoins de la propagande que l'on a toujours défini le socialisme comme une abolition de la propriété privée, ajoutant la précision: des moyens de production, et puis: des moyens d'échange.

Même si cette formule n'est pas complète ni absolument juste, elle n'est pas à répudier. Mais les questions essentielles, anciennes et récentes, concernant la propriété personnelle, collective, nationale et sociale obligent à élucider le problème de la propriété privée face à l'antithèse historique et de lutte qui oppose le socialisme au capitalisme.

Tout rapport économique et social a son reflet dans les formulations juridiques. Partant de cette position, le *Manifeste* dit que les communistes mettent en avant à chaque stade du mouvement «la question de la propriété», puisqu'ils mettent en avant la question de la production, ou, de façon plus générale, de la production, de la distribution et de la consommation, bref de l'économie.

A une époque où la grande antithèse historique entre le féodalisme et le régime bourgeois était d'abord apparue comme un conflit idéologique et de droits plus que comme un rapport économique et un changement des formes de production, on ne pouvait pas ne pas mettre tout l'accent sur la forme juridique des revendications économiques et sociales du prolétariat, y compris dans les énoncés

élémentaires. Dans le passage essentiel de la «*Préface à la critique de l'Economie Politique*», Marx énonce la doctrine de la contradiction entre les **forces** de la production et des **formes** de celle-ci et il ajoute aussitôt: «*ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété*» (1).

Pour comprendre la formulation juridique dans sa juste acception il faut donc exposer correctement le rapport productif et économique que le socialisme se propose de détruire.

Adoptant donc le langage du droit courant dans la mesure où il nous est utile, nous rappellerons les traits distinctifs du type capitaliste de production - définis par rapport à ceux qui le précédèrent - pour dégager ensuite ceux d'entre-eux que le socialisme conservera et ceux qu'au contraire il devra dépasser et supprimer dans le processus révolutionnaire. Naturellement cette distinction doit être établie sur le terrain de l'analyse économique.

Capitalisme et propriété ne coïncident pas. Différentes formes économique-sociales qui précèdent le capitalisme avaient des institutions déterminées de la propriété. Nous verrons tout de suite qu'il a convenu au nouveau système de production de modeler son édifice juridique sur des formules et des canons hérités directement des régimes précédents, bien que dans ceux-ci les rapports d'appropriation aient été extrêmement différents.

Tout aussi élémentaire est la thèse marxiste selon laquelle le capitalisme est la dernière des économies fondées sur la forme juridique de la propriété, puisqu'en abolissant le capitalisme, le socialisme abolira aussi la propriété. Mais cette première abolition, ou mieux, cette suppression violente et révolutionnaire, constitue un rapport clairement dialectique, et elle correspond parfaitement au langage marxiste qui nous est propre, tandis que le terme d'«abolition de la propriété» a une saveur un peu métaphysique et apocalyptique.

Revenons toutefois à la base de nos concepts. La propriété est un rapport entre l'homme, la personne humaine, et les choses. Les juristes la définissent comme la faculté de disposer de la chose de la façon la plus étendue et absolue, et, selon la formule classique, d'en user et d'en abuser. On sait que ces définitions éternelles ne nous plaisent pas à nous marxistes; préférant une ex-

pression plus dialectique et scientifique, nous dirons donc que le droit de propriété est la faculté d'une personne ou d'un groupe d'«empêcher une autre personne d'user d'une chose» .

Combien ce rapport est historiquement variable, cela ressort par exemple du fait que pendant des siècles, des millénaires, la personne humaine se trouvait parmi les choses susceptibles d'être objet d'une propriété (esclavage). Que d'autre part la propriété ne puisse prétendre à cette prérogative que lui attribuent ses apologistes d'être naturelle et éternelle, nous l'avons prouvé mille fois en nous référant à la société communiste primitive où la propriété n'existait pas parce que tout était acquis et utilisé en commun par les premiers groupes humains.

Dans cette économie relativement primitive ou si l'on veut dans cette pré-économie, le rapport de l'homme à la chose est le plus simple possible. La nature met sans limitations à la disposition d'un nombre réduit d'hommes ayant des besoins alimentaires réduits, à peine supérieurs à ceux des animaux, les choses susceptibles de satisfaire ces besoins; le seul acte productif consiste à les prendre quand on en a besoin car elles se limitent aux fruits de la végétation spontanée et plus tard aux produits de la chasse et de la pêche. Les objets d'usage étaient alors en quantités exubérantes, il n'y avait pas encore de «produits» issus d'une intervention physique, technique, d'un travail même embryonnaire de l'homme sur les matières offertes par la nature ambiante.

Avec le travail, la technique productive, l'augmentation de la population, la limitation des terres vierges et libres à exploiter, surgissent des problèmes de distribution et il devient difficile de faire face à toutes les nécessités, à toute la demande de consommation et d'utilisation des produits. De là naît l'opposition d'individu à individu, de tribu à tribu, de peuple à peuple. Il n'est pas nécessaire de rappeler les étapes de l'origine de la propriété, ou de l'appropriation pour la consommation, la formation des réserves, et pour l'échange des produits du travail des hommes et de la communauté visant à satisfaire des exigences toujours plus larges.

Par diverses voies, le commerce apparaît. Les choses qui n'étaient jusqu'alors que des objets de consommation deviennent des marchandises; la monnaie apparaît et à la valeur d'usage se superpose la valeur d'échange.

Chez les divers peuples et aux diverses époques, nous devons rechercher où en était la technique productive en tant que capacité d'invention du travail humain sur les choses ou les matières premières, quels étaient le mécanisme de la production et la répartition, des actes productif entre les membres de la société, quel était le jeu de la circulation des produits de main en main, de maison en maison, de pays en pays vers la consommation.

C'est à partir de telles données que nous pourrions comprendre les formes juridiques correspondantes, qui tendent à coordonner les règles de ces processus en attribuant à des organisations déterminées la tâche de les discipliner et la possibilité de contraindre et de sanctionner les récalcitrants.

Si donc la propriété des choses ou biens de consommation et la propriété de l'esclave ne remontent pas à l'humanité primitive, à plus forte raison la propriété du sol, c'est-à-dire de la terre et de ce que l'homme y construit: les **biens immobiliers**, selon le terme juridique, n'y remonte-t-elle pas non plus. Cette propriété dans sa forme personnelle, apparaît plus tard que celle des biens mobiliers et des esclaves, eux-mêmes, dans la mesure où, au début, tout est, sinon commun, du moins attribué au chef du groupe familial, de la tribu, de la localité ou de la région.

Mais même si on voulait contester que tous les peuples soient partis de cette première forme communiste et ironiser sur l'âge d'or, cela ne changerait rien à l'analyse qui nous intéresse et qui établit que les institutions juridiques dérivent des différents stades de la technique; il nous suffira donc de rappeler la grande importance qu'Engels et Marx donnèrent aux études sur la préhistoire, avant de poursuivre.

Pour nous limiter au schéma de la question et à des choses connues de tous, les rapports de propriété sur le bien mobilier consommable et en tous cas utilisable, sur l'esclave ou le serf et la terre, suffisent à définir les lignes fondamentales des types de société de classe qui se sont succédés dans l'histoire.

La propriété, dit le juriste, naît de l'occupation. Il le dit en pensant au bien immobilier, mais la formule convient également au cas de l'esclave et de la marchandise. En effet, les «biens mobiliers appartiennent à leur possesseur». Le passage de la possession à la propriété est tout aussi clair. Si j'ai une chose quelconque entre les mains, et plus généralement, même un autre homme ou un morceau de terre (auquel cas je ne le tiens pas dans les mains - mais on ne tient pas non plus constamment dans les mains l'autre homme ou la marchandise) sans qu'un autre réussisse à se substituer à moi, j'en suis le possesseur. Possession matérielle, jusque là. Mais la possession devient légitime et juridique, elle s'élève au rang d'un droit de propriété quand j'ai la possibilité de demander l'appui de la loi et de l'autorité, c'est-à-dire de la force matérielle organisé dans l'Etat, contre un prétendant éventuel ou un perturbateur, et qu'elle vient me protéger. Pour les biens mobiliers ou les marchandises, la simple possession démontre la propriété juridique tant que personne ne vient prouver que je les ai soustraits par la force ou la ruse. Dans les Etats bien organisés, il existait un registre familial où l'esclave était mentionné comme appartenant au maître.

Pour ces biens immobiliers, même aujourd'hui, la machine légale est beaucoup plus compliquée, la propriété dépendant de titres rédigés d'une certaine façon et d'enregistrements publics; le contrôle légal des changements de propriété en est également plus compliqué. De toute façon, la possession matérielle est toujours une grande ressource à cause de son effet immédiat; la loi la défend dans un premier temps, quitte ensuite à procéder à une difficile recherche sur le droit de propriété. Un paradoxe juridique dit que même le voleur peut réclamer à la loi la protection de ses biens contre quelqu'un qui voudrait s'en emparer (peut-être même le propriétaire, pour faire une supposition théorique absurde) et les avocats les plus avisés vous diront que tous les codes peuvent se réduire au seul «article cinq: qui tient en main l'emporte».

Donc à la base de tout régime de propriété il y a un fait d'appropriation des biens en général. Les enfants de l'esclave restaient au patron et s'ils s'enfuyaient, ce dernier pouvait les faire poursuivre par la loi, qui les lui ramenait.

Dans le régime féodal du moyen-âge, la technique de production utilisant la main d'oeuvre des esclaves est en général abolie, ainsi que tout l'édifice juridique correspondant qui réglait le droit de propriété sur les personnes humaines. La répartition du sol revêt une forme plus complexe que celle du droit romain classique dans la mesure où pèse sur lui toute une hiérarchie de seigneurs couronnée par le souverain politique, qui distribue aux vassaux des terres avec un régime juridique très complexe. La base économique est le travail agricole au moyen non plus d'esclaves, mais de serfs qui ne sont pas des objets de véritable propriété pouvant être transmis de maître à maître. En général ils ne peuvent abandonner le fief sur lequel ils travaillent avec leur famille. Qui s'approprie les fruits du travail? Pour une certaine fraction, c'est le travailleur serf: en général on lui donne un petit lopin dont les fruits doivent lui suffire à s'alimenter lui et les siens, tandis qu'il est tenu de travailler, seul ou avec d'autres, sur les terres plus grandes du seigneur qui en reçoit les fruits beaucoup plus importants. Ce travail est ce que l'on appelle la corvée. Dans les formes plus modernes, le serf se rapproche du colon dans la mesure où toute la terre du seigneur est fragmentée en petites entreprises familiales dont une large partie du produit revient au maître.

Dans ce régime, le travailleur a un droit partiel d'appropriation sur des produits de son travail pour les consommer à son gré. Partiel, parce qu'interviennent les tributs en temps de travail ou en denrées au patron féodal, au clergé et ainsi de suite.

La production non agricole a un faible développement à cause d'une technique encore arriérée, de la faible urbanisation et du niveau primitif de la vie et des besoins de la population. Mais les produc-

teurs d'objets manufacturés sont des hommes libres, c'est-à-dire non liés à leur lieu de naissance et de travail. Ce sont les artisans, enfermés dans les limites de règles et d'organismes corporatifs, mais cependant autonomes du point de vue économique. Dans la production artisanale de l'entreprise petite et moyenne et de la boutique, nous avons la propriété du travailleur sur différentes espèces de biens: les instruments simples de son travail, les matières premières qu'il acquiert pour les transformer, les produits manufacturés qu'il vend. A part les charges corporatives et communales et certains droits féodaux sur les bourgs, l'artisan travaille seulement pour lui et jouit du fruit de tout son travail.

Le réseau de circulation de ce système social est peu compliqué. La grande masse des travailleurs agricoles consomment sur place ce qu'ils produisent et vendent peu pour acquérir les quelques objets nécessaires pour se vêtir ou pour un quelconque autre usage. Les artisans et les marchands échangent avec les paysans et entre eux dans des cercles restreints de villages, villes ou régions: tout au plus, une petite minorité privilégiée reçoit de loin les objets dont elle jouit; jusqu'à il y a seulement quelques siècles cette minorité elle-même ignorait encore ou presque les fourchettes et le savon, sans parler de cent autres choses aujourd'hui utilisées par tous.

Mais peu à peu les prémisses de la nouvelle ère capitaliste s'établissent grâce aux découvertes techniques et scientifiques qui enrichissent de mille façons les processus de travail des produits, grâce aux découvertes géographiques et aux inventions de nouveaux moyens de transports des personnes et des marchandises qui élargissent continuellement le cercle de la circulation et les distances entre le lieu de fabrication et celui de l'utilisation des produits.

Ces transformations se déroulent de façons très variées et connaissent d'étranges lenteurs et des moments d'expansion brutale. Au début de l'ère moderne des millions de consommateurs apprenaient déjà à connaître et à utiliser des marchandises d'une espèce inconnue et d'origine exotique, de nouveaux besoins apparaissant, tels que le café, le tabac etc .... : et pourtant on pouvait encore entendre parler, au moment de la première guerre mondiale, d'une dame calabraise, grande propriétaire qui en une année avait dépensé «un sou» en tout et pour tout pour acheter des aiguilles, **tout** le reste lui étant fourni par sa propriété.

Après le rappel de ces quelques éléments, que nous avons volontairement simplifié, mais en essayant de mettre les mots justes au bon endroit, demandons-nous quelles sont les caractéristiques réelles qui différencient la nouvelle production et économie capitaliste du régime bourgeois dont elle constitue la base. En particulier, examinons tout de suite en quoi consiste réellement la transformation

amenée par les nouveaux systèmes techniques, par les nouvelles forces de production mises à la disposition de l'homme après une longue et dure lutte dans les rapports de production, c'est-à-dire dans les possibilités d'appropriation des différents biens, en opposition à ce qui se passait dans la société féodale et artisanale

Nous commencerons ainsi à établir de façon claire les bases de notre recherche ultérieure sur les relations effectives qui existent entre le système capitaliste et la forme d'appropriation des différents biens: marchandises prêtes à la consommation, instruments de travail, terres, maisons et installations diverses, pour l'étendre ensuite au processus du développement capitaliste et de sa chute.

## II. La révolution bourgeoise

### L'avènement du capitalisme et les rapports juridiques de propriété.

*Le capitalisme triomphe au cours d'une révolution qui brise une série de rapports. Parmi ceux-ci, le droit du seigneur féodal sur les serfs et le droit des corporations sur les artisans sont des rapports entre individus, non des rapports de propriété sur des objets.*

*Le capitalisme supprime en outre la propriété des travailleurs artisans sur leurs produits et sur leurs instruments, et, dans une large mesure, celle des paysans sur la terre, pour les transformer, comme les anciens serfs de la glèbe, en masses de non-possédants salariés.*

La naissance du capitalisme se présente, dans ses effets sur les rapports de propriété, non comme une instauration, mais comme une large abolition de droits de propriété privée. On ne doit pas s'étonner de cette thèse, qui n'a rien de nouveau puisqu'elle est absolument conforme, en substance et dans la forme, à l'exposé de Marx.

Par rapport aux seigneurs féodaux de la terre, la révolution bourgeoise consiste en une radicale abolition de privilège, mais non en une suppression du droit de propriété sur la terre. Nous n'entendons pas ici le mot de révolution dans son sens de brève période de lutte, ni ne pensons aux mesures contre les rebelles et les émigrés non plus qu'à la suppression ultérieure des privilèges pesant sur les terres du clergé: nous nous référons au contenu économique-social de cette grande transformation qui commence bien avant et finit bien après les dates classiques des insurrections, des proclamations et promulgations des nouveaux statuts.

L'avènement du capitalisme a le caractère d'une destruction des droits de propriété pour la classe nombreuse des petits producteurs artisans

et aussi dans une large mesure -surtout dans certains pays pour les paysans propriétaires travaillant eux-mêmes la terre.

L'histoire de la naissance du capitalisme et de l'accumulation primitive coïncide avec celle de la féroce et inhumaine **expropriation** des producteurs, relatée dans les pages les plus puissantes du *Capital*.

Le dernier chapitre du premier livre présente, comme d'ailleurs d'autres écrits fondamentaux du marxisme, le futur renversement du capitalisme comme l'expropriation des expropriateurs d'alors et va jusqu'à revendiquer la «propriété» ainsi arrachée aux capitalistes; mais nous reviendrons plus loin sur ce dernier point.

Pour que tout ceci soit bien clair, il faut mener l'étude selon la méthode marxiste correcte et ne jamais perdre de vue les rapports existant entre les formulations du langage ou du droit courant et celles qui nous appartiennent en propre, à nous socialistes marxistes.

L'apparition d'une technique productive capitaliste s'explique par les multiples perfectionnements apportés dans l'application du travail humain aux matières brutes; elle commence avec les premières innovations technologiques nées dans l'échoppe du patient et génial artisan isolé, parcourt un cycle formidable avec les premières usines, manufactures au début, puis basées sur les machines opératrices qui se substituent aux bras de l'ouvrier et enfin sur l'emploi des grandes forces mécaniques motrices.

A l'époque moderne, le capitalisme se présente à nous comme cet ensemble formidable d'entreprises, de constructions, d'ouvrages d'art, de machines dont la technique a recouvert le sol des pays les plus avancés; c'est pourquoi définir le système capitaliste comme celui de la propriété et du monopole de ces moyens colossaux de la production moderne semble aller de soi, alors que ce n'est que partiellement exact.

Les conditions techniques de la nouvelle économie résident dans de nouveaux procédés basés sur la différenciation des actes producteurs et sur la division du travail. Mais celles-ci sont précédées dans l'histoire par un phénomène plus simple: c'est le rapprochement et la réunion de nombreux travailleurs dans un lieu de travail commun, ces ouvriers continuaient pourtant à appliquer la même technique et à se servir des mêmes instruments simples que lorsqu'ils étaient isolés et autonomes.

Le caractère vraiment distinctif de l'innovation ne réside pas dans le fait que seraient apparu de nouveaux moyens ou de grands mécanismes supplantant la production artisanale parce qu'ils produisent plus facilement des objets manufacturés.

Ces grandes installations ne viennent qu'après. Dans la coopération simple, comme l'appelle Marx, c'est-à-dire dans le regroupement de nombreux

ouvriers, il suffit de disposer d'un local même primitif, que le patron trouvera aisément à louer (et même dans le «*sweating system*» - travail à domicile - les travailleurs restent chez eux). Le caractère distinctif est donc ailleurs; de nature négative, il est par conséquent destructeur et révolutionnaire. Il réside en ce que les travailleurs se sont vus retirer la possibilité de posséder pour leur propre compte les matières premières, les instruments de travail et donc de rester possesseurs de leur produit, avec la liberté de le vendre ou de le consommer indifféremment. Nous reconnaissons donc l'existence d'une première forme d'économie capitaliste là où nous constaterons la présence d'une masse de producteurs artisans qui n'ont plus la possibilité de se procurer matières premières et instruments; ce critère suffit déjà, mais une condition complémentaire réside dans l'accumulation d'importants moyens d'échange aux mains de nouveaux éléments économiques, les capitalistes, mis ainsi en mesure d'acheter la force de travail des artisans devenus salariés et de rester les possesseurs et les propriétaires absolus de **tout le produit du travail**.

C'est à cette seconde condition que correspond l'accumulation primitive du capital, qui remonte à de multiples facteurs économiques et historiques, dont l'origine est étudiée dans d'autres contributions à la connaissance du marxisme.

La seule réunion des ouvriers suffit à donner une supériorité au nouveau système et le conduit à supplanter l'ancien: cela s'explique par la diminution des frais de transport et de fournitures et par la meilleure utilisation du temps nécessaire aux différentes phases de la fabrication, qui technologiquement restent très simples. Nous avons un premier dépassement du rendement de l'artisan dans sa boutique ou son atelier isolés: mais celui-ci se verra définitivement battu lors des développements ultérieurs liés à la division du travail. Ce n'est plus l'artisan isolé, aidé d'un ou deux compagnons qui fabrique le produit manufacturé; celui-ci est le produit de l'intervention successive de travailleurs de divers métiers, dont chacun pris isolément ne saurait, ni ne pourrait le fabriquer. Encore plus tard et après de long tâtonnements, beaucoup des opérations les plus difficiles, réalisées auparavant à la main, sont effectuées par la machine; un effort moindre, tant physique que mental, de la part de l'opérateur, suffit alors pour obtenir le même résultat productif.

En suivant ce processus, nous voyons grandir de façon gigantesque la masse des installations industrielles, qui naturellement n'appartiennent pas juridiquement au travailleur, pas plus que ne lui appartiennent, en général, les simples outils du stade initial; mais l'appartenance juridique de ces grandes installations au capitaliste acheteur de la force de travail n'est pas une condition nécessaire.

La preuve en est, nous l'avons vu, dans le fait que nous avons une première manifestation de capitalisme économique et social avant que ce personnage ne soit apparu - et nous ne parlons pas encore des nombreux cas à l'époque moderne, où les installations productives ne sont pas la propriété juridique du patron de l'entreprise. Il suffit pour l'instant de rappeler les locations, concessions, adjudications etc., dans l'industrie, et le grand fermage capitaliste dans l'agriculture.

La circonstance qui réellement nous permet de constater l'avènement du capitalisme réside donc, outre dans l'accumulation primitive, dans la «*séparation violente du producteur et des produits de son travail*».

Du point de vue économique et social, le capitalisme apparaît comme la suppression de la possibilité d'appropriation **des produits** par les travailleurs et comme l'appropriation de ceux-ci par les capitalistes.

En perdant tout droit sur les biens produits, le travailleur perd évidemment aussi tout droit sur les instruments, les matières premières, les lieux de travail. Ces droits étaient un rapport de propriété individuelle que le capitalisme a détruit pour y substituer un nouveau droit d'**appropriation**, de propriété, qui **nécessairement** est un droit sur les produits du travail, sans nécessairement être un droit sur les moyens de production. Le régime juridique de ces derniers peut même changer sans que l'entreprise perde son caractère capitaliste. De plus, le nouveau type d'appropriation n'est pas **nécessairement** un droit de type **individuel** et personnel, comme il l'était au contraire dans l'économie artisanale qui dépassait rarement les limites familiales.

Non seulement le capitalisme s'instaure, chez Marx - puisque nous ne faisons qu'exposer la doctrine qui a toujours été professée - , par une **expropriation**, mais il fonde une économie et donc un type de propriété **social**. On pouvait parler de propriété personnelle au sens classique quand tous les actes productifs et économiques étaient réunis sous le titre d'un seul individu; mais quand le travail devient fonction collective de nombreux producteurs associés (caractère, lui, fondamental et indispensable du capitalisme), la propriété de la nouvelle entreprise est alors un fait de portée et d'ordre non plus individuel, mais social, même si les titres juridiques ne mentionnent qu'une seule personne.

Cette conception, essentielle dans la théorie marxiste, conduit directement à la notion d'antagonisme et de lutte des classes au sein du système capitaliste. L'appropriation des produits par l'acheteur de la force de travail qui se trouve en présence non plus d'esclaves ou de serfs, mais de travailleurs salariés «libres», est un rapport social qui n'intéresse plus un seul patron et ses cent ouvriers, mais toute la classe véritable ouvrière face au nouveau

système des dominateurs et à la force politique qu'il a fondé en instaurant un nouveau type d'Etat. Cette fonction sociale est clairement exprimée dans la loi marxiste de l'accumulation et de la reproduction progressive du capital. Le propriétaire d'esclaves ou le seigneur féodal de la terre tiraient leur revenu personnel du surtravail fourni par leurs dépendants; mais ils pouvaient parfaitement le consommer en entier sans que pour autant le système économique cesse de fonctionner à l'échelle sociale. La partie des produits de leur travail qui était laissée aux esclaves et aux serfs suffisait à les faire vivre et à perpétuer le système. C'est pourquoi le droit de propriété du possesseur d'esclaves ou de serfs était un véritable droit individuel. Tout aussi individuel était le droit du paysan libre ou de l'artisan qui ne fournissaient de surtravail à personne (dans ces régimes où l'Etat était à «bon marché» il n'était pas encore question de fisc) et pouvaient consommer tout le fruit de leur travail - qui coïncide avec celui de la petite terre ou de la petite boutique (au sens d'entreprise et non de local) qu'ils possèdent. Le capitaliste tire sans doute un profit du travail non payé de ses ouvriers qui ne reçoivent que ce qui leur est nécessaire pour vivre; mais le trait fondamental de la nouvelle économie n'est pas qu'il **puisse** en théorie et en droit **consommer** tout le profit personnellement: c'est au contraire le fait général, social, que les capitalistes **doivent réserver** une partie croissante du profit à de nouveaux investissements, à la **reproduction** du capital. Ce fait nouveau fondamental a plus d'importance que le fait de la consommation du profit par le non-travailleur; même si celui-ci est plus frappant et s'est toujours mieux prêté à la propagande sur le terrain du droit et de la morale contre les partisans du régime bourgeois, la loi fondamentale du capitalisme réside, pour nous, dans le premier: la destination d'une grande partie du profit à l'accumulation du capital.

Les caractères distinctifs de l'apparition de l'économie capitaliste sont donc l'accumulation entre les mains de quelques individus de masses de moyens d'achat permettant d'acquérir sur le marché des matières premières ouvrables et des instruments, et la suppression pour de larges couches de producteurs autonomes de toute possibilité de posséder des matières premières, des instruments et les produits du travail.

Voilà, dans notre langage marxiste, l'explication de la genèse du capitaliste industriel d'une part, et des masses de travailleurs salariés ne possédant rien d'autre part. Et cela, nous le répétons, a été le résultat d'une révolution économique, sociale et politique.

Nous ne prétendons pourtant pas que les bourgeois et les néo-capitalistes aient réalisé cette transformation en promulguant, après avoir conquis le pouvoir par la guerre civile, une loi disant: «il

est défendu à quiconque n'appartient pas à la classe capitaliste victorieuse d'acheter des matières premières, des outils et des machines et de vendre des produits manufacturés». Les choses ne se sont évidemment pas passées de cette façon. Même aujourd'hui la loi n'interdit à personne de se faire artisan; et alors que l'accumulation capitaliste s'accélère sous nos yeux à un rythme infernal, on voit même fascistes, socialistes nationaux et sociaux-chrétiens rivaliser dans l'apologie de l'économie artisanale, en chœur avec un vieux *béguin* des mazziniens. Et on peut dire autant en ce qui concerne le producteur agricole, propriétaire autonome de son lopin de terre.

Le véritable processus de l'accumulation primitive a été tout différent; on peut l'exposer dans le langage de la philosophie et de l'éthique courantes, dans le langage du droit positif, ou dans le langage marxiste, bien autrement approprié.

A l'aube du capitalisme, la propriété en tant que droit à disposer du produit de son propre travail était encore défendue par des idéologues conservateurs et des théologiens, dont l'embarras devant le passage de la propriété à celui qui ne travaille pas a été l'objet des satires de Marx. Toutes leurs théories qui essayaient de justifier le profit capitaliste par l'épargne, l'abstinence, le travail personnel antérieur n'ont pas réussi à donner une apparence morale au fait que celui qui fabrique des épingles ne peut pas en empocher une en sortant de l'atelier sans se rendre coupable de vol qualifié.

Du point de vue juridique, ni les anciens codes féodaux, ni ceux élaborés la révolution bourgeoise n'ont exclu le droit de propriété d'un particulier sur une boutique, une fabrique, un stock de matières premières ou de produits.

Mais le marxisme met en lumière le véritable rapport économique-social en considérant la relation entre la valeur du produit et la quantité de force de travail nécessaire pour l'obtenir. Si la manufacture le fabrique en quatre heures alors qu'il en faut huit à l'artisan, ce dernier, fort de son plein droit de propriété pourra bien porter au marché son produit, il n'en retirera qu'un prix réduit de moitié, qui ne lui permettra pas d'acquérir les subsistances nécessaires à sa journée. Comme il ne peut physiquement travailler seize heures par jour, il sera contraint pour boucler son budget d'accepter les conditions du capitaliste, c'est-à-dire de travailler, disons douze heures pour celui-ci et de lui laisser les fruits de son travail; et il recevra en salaire, disons l'équivalent de six heures de travail avec lesquelles il lui sera possible de vivre, même si c'est de façon misérable.

Cette transformation brutale et féroce contient en soi la condition nécessaire du progrès de la technique productive: c'est seulement en extrayant de la force de travail de l'artisan asservi au capitalisme cette marge de valeur que peuvent être

créées les bases sociales de l'accumulation du capital, fait économique qui accompagne le phénomène technique de la diffusion des installations et des moyens productifs typiques de la nouvelle époque scientifique et mécanique.

Pourquoi donc le nouveau régime de production et d'appropriation des fruits du travail a-t-il dû, pour s'affirmer, briser certains obstacles dans les formes de la production, c'est-à-dire dans les rapports de propriété de l'ancien régime ?

C'est parce que ceux-ci constituaient une série de restrictions et de normes limitatives en contradiction avec les nouvelles exigences, c'est-à-dire avec la liberté de mouvement des capitalistes et avec la disponibilité d'une masse suffisante d'offre de travail salarié. D'un côté, le fait que la noblesse et le clergé disposaient du pouvoir d'état exposait les premiers accumulateurs de capital - marchands, usuriers ou banquiers - au risque de vexations continues et parfois de spoliations; de l'autre, les lois et les règlements corporatifs laissaient aux organisations des maîtres artisans des villes des privilèges de monopole sur la production de certains articles et donc sur leur écoulement dans des territoires donnés. La masse de travailleurs industriels n'aurait pas pu se constituer si les serfs n'avaient pas été détachés de la terre, les compagnons et les artisans ruinés «libérés» de leur boutique.

La révolution n'a donc pas débouché sur un nouveau code positif de la propriété; mais elle était indispensable pour abolir les vieilles lois féodales qui réglaient les rapports de production et de commerce à la campagne et à la ville.

En considérant le système capitaliste par opposition au régime féodal sur les ruines duquel il est apparu, nous ne devons pas rechercher son trait caractéristique dans l'instauration d'un droit de propriété nouveau attribué à une personne physique ou juridique, sur les machines, les usines, les chemins de fer, les canaux, etc.

Il nous faut voir clairement quels sont à l'inverse les traits caractéristiques, les véritables critères de l'économie capitaliste, car sinon nous ne pourrions pas comprendre le processus de son évolution, ni juger des caractères de son dépassement.

En ce qui concerne l'évolution des rapports de propriété et en restant pour l'instant sur le terrain du droit de propriété des biens mobiliers (nous nous occuperons ensuite de la propriété du sol et des installations fixes), les caractéristiques essentielles et nécessaires du capitalisme sont les suivantes:

**Premièrement:** l'existence d'une économie de marché, qui oblige les travailleurs à acheter tous leurs moyens de subsistance, au sens général du terme.

**Deuxièmement:** l'impossibilité pour les travailleurs de s'approprier et de porter directement sur le marché les biens mobiliers constitués par les

produits de leur travail; c'est-à-dire l'interdiction de la propriété personnelle du travailleur sur le produit.

**Troisièmement:** l'attribution aux travailleurs d'une quantité de moyens d'achat et, de façon générale, de biens et services inférieure à la valeur ajoutée par eux aux produits et l'investissement d'une grande partie de cette marge bénéficiaire dans de nouvelles installations (accumulation).

Sur la base de ces critères de base, il nous faut chercher si un titre personnel de propriété sur l'usine et les installations productives est indispensable à l'existence du capitalisme; et si non seulement une économie purement capitaliste n'est pas possible sans une telle propriété, mais encore si dans certaines phases il ne convient pas au capitalisme de la dissimuler sous d'autres formes.

Une telle recherche a pour prémisse un certain nombre de considérations significatives sur l'importance économique et l'évolution juridique du droit de propriété d'individus ou d'entreprises privées sur le sol, le sous-sol et les immeubles à l'époque moderne.

### III. La révolution prolétarienne

#### Les termes de la revendication socialiste.

*Tout en conservant la division technique du travail et la concentration des forces productives engendrées par le capitalisme, la lutte de la classe des salariés contre la bourgeoisie capitaliste a pour objectif d'abolir en même temps que l'appropriation patronale des produits et la propriété privée des moyens de production et d'échange, le système de production par entreprises et le système de distribution mercantile et monétaire, puisque le système d'exploitation et d'oppression constitué par le salariat ne cesse qu'avec la disparition de ces systèmes.*

Avant d'entrer dans cette recherche qui concerne les institutions juridiques de la propriété qui accompagnent l'histoire de l'économie capitaliste, il est nécessaire de rappeler quels ont toujours été les termes véritables de la grande revendication socialiste.

Historiquement, celle-ci consiste dans le mouvement qui depuis sa naissance attaque les fondements sociaux du régime et du système capitaliste (nous laissons ici de côté les allusions littéraires et philosophiques sur le communisme des biens dans les régimes pré-bourgeois dès l'antiquité, qui se rattachaient aussi à des bouleversements de classes). Mouvement de critique et de combat dont la forme complète n'est pas séparable de l'intervention effective dans les luttes sociales de la classe



ouvrière salariée et de son organisation en parti de classe international faisant sienne la doctrine du **Manifeste des communistes** et de Marx.

La revendication socialiste, énoncée des millions de fois dans les pages de livres théoriques ou dans les modestes paroles de discours ou de petits journaux de propagande, ne peut être vivante et réelle en dehors de la méthode dialectique du marxisme, en même temps dans sa simple évidence et sa puissante profondeur.

Le cri de protestation contre les injustices, les inégalités, les infâmies dont le régime capitaliste est pétri ne suffit pas à établir ce qu'est la revendication socialiste du prolétariat. C'est dans ce sens que furent insuffisantes les innombrables positions pseudo-socialistes ou semi-socialistes de philanthropes humanitaires, d'utopistes, de libertaires, d'apôtres, plus ou moins excités par des éthiques et des mystiques sociales nouvelles.

Le cri du prolétariat et du marxisme devant le régime bourgeois n'est pas un «*Vade retro Satanas!*». Il est en même temps une bienvenue et, à une certaine époque historique, une offre d'alliance, puis une déclaration de guerre, puis une menace de destruction. Position incompréhensible pour tous ceux qui fondent l'explication de d'histoire et des luttes qu'elle a connues sur des croyances religieuses et des systèmes moraux ou, plus généralement, sur des méthodes non-scientifiques et inconsciemment métaphysiques qui cherchent dans chaque événement et à chaque stade de l'histoire de la société humaine le rôle de certains critères fixes, dûment affublés de majuscules, comme le Bien, le Mal, la Justice, la Violence, la Liberté, l'Autorité...

Parmi les caractéristiques d'organisation sociale que le capitalisme a réalisées à son avènement, il en est certaines que non seulement le socialisme accepte, mais sans lesquelles il ne pourrait même pas exister, tandis que d'autres sont des formes et des structures qu'il se propose d'anéantir.

Ses revendications seront donc définies en se rapportant aux différents points dans lesquels nous avons récapitulé les éléments typiques, les caractères distinctifs du capitalisme au moment de sa victoire. Celle-ci est une révolution et c'est la première condition historique générale du régime pour lequel les socialistes lutteront. La prise de position anti-capitaliste quasi-immédiate, si radicale et ouverte qu'elle soit, n'a pas le caractère d'une apologie et d'une restauration des conditions et des formes pré-capitalistes. Il faut aujourd'hui rétablir clairement tout ceci, même si cela fait plus d'un siècle que notre école réitèrent ses efforts en ce sens, dans la mesure où à chaque pas de la lutte de classe, de dangereuses déviations ont donné naissance à des mouvements et des doctrines qui falsifiaient des positions essentielles du socialisme révolutionnaire.

Dans le chapitre précédent nous avons tout

d'abord rappelé les caractères technico-organisations bien connus de la production capitaliste par opposition à la production artisanale et féodale. Dans leur ensemble ces caractères sont conservés et intégralement revendiqués par le mouvement socialiste. La collaboration de nombreux ouvriers à la production d'un même type d'objet, la division ultérieure du travail, c'est-à-dire la répartition des travailleurs dans des phases diverses et successives de la fabrication d'un même produit, l'introduction de toutes les ressources de la science appliquée - machines motrices et machines-outils - dans la technique productive: tels sont les apports de l'époque capitaliste auxquels nous ne nous proposons certes pas de renoncer et qui seront au contraire la base de la nouvelle organisation socialiste. Le fait que les procédés techniques aient été débarrassés du mystère, du secret et des exclusivités corporatives est un autre acquis important et irréversible car, pour le déterminisme, il constitue la base solide pour que la science, avec toutes les difficultés, se dégage des antiques mixtures de sorcellerie, de religion, et de philosophies.

La démonstration que la bourgeoisie n'est arrivée à ces résultats que par des méthodes barbares et en précipitant les masses productrices dans la misère et l'esclavage du salariat reste toujours un point fondamental. Mais cela ne signifie certainement pas que nous nous proposons pour autant de retourner à la libre production de l'artisan autonome.

Spoliés de toute possession, l'artisan et le petit agriculteur furent réduits à l'état de salariés plongés dans la misère tandis que leurs résistances étaient étouffées par la violence. Mais les nouveaux critères d'organisation de l'effort productif permettaient d'en augmenter le résultat et le rendement dans le sens social. Malgré les prélèvements effectués par le patron industriel, les masses eurent la possibilité, à l'échelle générale, de satisfaire des besoins nouveaux et plus variés avec le même temps de travail (2). Avant même de considérer les énormes avantages de la division du travail et du machinisme pour le rendement productif, nous retenons comme un acquis définitif sur lequel il ne peut être question de revenir, la simple économie de frais de transports, d'opérations commerciales et de gestion engendrée par la manufacture par rapport aux petites échoppes des artisans. Chaque artisan était son propre caissier, placier, comptable, et commis: c'était un énorme gaspillage de temps de travail, alors que dans la grande usine un seul employé sur cent ouvriers est occupé à ces fonctions. Toute proposition tendant à éparpiller à nouveau les forces productives concentrées par le capital est réactionnaire aux yeux des socialistes. Et par forces productives, nous n'entendons pas seulement les travailleurs dont nous venons de parler, mais naturellement aussi la masse des ma-

tières à travailler et travaillées, les instruments de travail et toutes les installations modernes complexes qui sont nécessaires à la production de masse en série.

Ce n'est pas une digression de souligner qu'en acceptant la concentration progressive des installations et des lieux de travail en opposition à l'économie basée sur des petites entreprises, la revendication socialiste n'accepte pas pour autant cette conséquence du système capitaliste qui consiste dans l'industrialisation accélérée de certaines zones, et l'abandon d'autres zones à des conditions arriérées, que l'on considère le rapport de pays à pays à celui de la ville à la campagne. Historiquement ce rapport subsiste tant que le régime bourgeois n'a pas épuisé sa phase de spoliation des anciens producteurs et leur réduction à l'état de salariés non possédants. Dialectiquement, la revendication socialiste ne peut pas ne pas s'appuyer sur la fonction révolutionnaire dirigeante des ouvriers urbanisés par le capitalisme en masses importantes, mais elle tend à la diffusion partout des moyens techniques et de la vie moderne plus riche de manifestations, conformément à ce que disait déjà le Manifeste au point 9 de son programme immédiat *«mesures pour supprimer progressivement les différences entre ville et campagne»* - ce qui n'est aucunement en opposition avec toutes les autres mesures d'organisation nettement centralisatrices. Le même critère guide la prise de position socialiste à propos des rapports entre les métropoles et les colonies qui veulent se soustraire à l'exploitation des premières, sans oublier que seuls les développements du capitalisme ont pu accélérer de siècles entiers ce résultat, bien que dans ce domaine toutes les limites des méthodes de conquête les plus brutales aient été dépassées.

Héritant donc de la révolution capitaliste l'énorme développement des forces de production, les socialistes se proposent de révolutionner l'édifice correspondant des **formes** et des **rappports** de production qui se reflète dans les institutions juridiques; et ceci après avoir accepté que le «Quart Etat», les prolétaires aient combattu en alliance avec la bourgeoisie luttant pour briser les formes et les institutions du régime précédent, pour établir et consolider les siennes propres et les étendre aussi bien au monde avancé qu'arriéré. Mais dans quel sens notre revendication historique comporte-t-elle l'abattement et le dépassement de ces formes?

La révolution capitaliste dans la production a séparé violemment les travailleurs de leurs produits, de leurs instruments de travail et de tous leurs moyens de production, en ce sens qu'elle a supprimé leur droit d'en disposer directement et personnellement. Le socialisme condamne cette spoliation, mais ce n'est certes pas pour restituer à chaque artisan ses outils et le produit qu'il a fabri-

qué avec eux, pour qu'il aille sur le marché l'échanger contre des moyens de subsistance. En un certain sens, la séparation brutalement effectuée par le capitalisme est historiquement définitive. Mais dans notre perspective dialectique, cette séparation sera dépassée sur un plan supérieur et plus vaste. L'artisan libre et autonome disposait individuellement des outils et des produits; puis ils sont passés à la disposition du patron capitaliste. Ils devront revenir à la disposition de la **classe** des producteurs. Ce sera une disposition sociale et non plus individuelle, ni même corporative. Ce ne sera plus une forme de propriété, mais une forme d'organisation technique générale et si nous voulions préciser les choses dès maintenant, nous devrions parler de disposition de la part de la société et non d'une classe, puisque cette organisation tend à un type de société sans classes.

De toutes façons, sans pour l'instant parler de disposition et de «propriété» de l'individu sur l'objet qu'il va consommer, nous ne pouvons inclure dans la revendication socialiste l'arbitraire personnel du travailleur sur l'objet qu'il a fabriqué.

Si l'ouvrier d'une usine de chaussures en régime bourgeois, emporte une paire de chaussures, il n'évitera pas la prison en démontrant qu'elles correspondaient bien à sa pointure et encore moins s'il entend au contraire les vendre pour avoir, disons du pain. Le socialisme ne consistera pas à permettre à l'ouvrier de sortir de l'usine avec une paire de chaussures en bandoulière, et ceci, non pas parce qu'elles auraient été volées au patron, mais parce que cela constituerait un système ridiculement lent et lourd de distribution des chaussures à tous. Avant de voir là un problème de droit ou de morale, nous y voyons un problème technique concret: il suffira pour s'en convaincre de penser aux ouvriers d'une fabrique de roues de chemins de fer ou, pour illustrer de façon encore plus évidente la révolution à laquelle conduisent les transformations de la technique et de la vie, à ceux d'une centrale électrique ou d'une station de radio, qui, comme dans cent autres cas, n'ont aucun motif pour être fouillés à la sortie.

Or la question du droit de propriété sur le produit fini ou semi-fini est en réalité la question cruciale, beaucoup plus importante que la propriété des instruments de production, des usines, des ateliers ou des installations quelles qu'elles soient.

La véritable caractéristique du capitalisme est l'attribution à un patron privé des produits et en conséquence de la possibilité de les vendre sur le marché. En général, au début de l'époque bourgeoise, cette attribution dérive de celle de la manufacture, de la fabrique, de l'établissement à un particulier qui en est le titulaire, le capitaliste industriel; juridiquement cette attribution a une forme analogue à celle de la propriété du sol ou des immeubles.

Mais cette propriété privée individuelle est un fait statique, formel, c'est le paravent du vieux rapport qui nous intéresse, qui, lui, est dynamique et dialectique et qui consiste dans le mouvement de la production, dans l'enchaînement incessant des cycles économiques.

C'est pourquoi la revendication socialiste propose de supprimer l'attribution des produits du travail collectif à un propriétaire unique, chef de l'entreprise et libre de les vendre à son gré, alors qu'elle devait accepter le remplacement du travail individuel par le travail associé. Ce postulat relatif à toute la dynamique industrielle s'exprime logiquement comme l'abolition du libre droit privé de l'industriel sur l'installation productive.

Cette formulation est pourtant incomplète, même sur le plan auquel nous nous limitons dans ce paragraphe, c'est-à-dire sur le plan du contenu négatif et destructeur de la position économique du socialisme; nous ne traitons pas encore du type d'organisation productive et distributive du régime socialiste et du chemin à parcourir pour y arriver, dans le domaine des mesures économiques comme de la lutte politique.

La formulation est incomplète parce que tout en précisant que nous sommes pour le dépassement de l'attribution de tous les produits manufacturés dans une usine au seul patron de celle-ci et de ceux-là, elle ne dit pas ce que nous voulons que deviennent les autres formes propres à l'économie capitaliste.

En fait, l'économie capitaliste n'a été possible que dans la mesure où la séparation des travailleurs et des moyens de production a trouvé un appareil de distribution mercantile déjà en fonction qui permettait au capitaliste de porter les produits sur le marché et de créer le système du salaire, en donnant aux ouvriers une partie des sommes encaissées afin qu'ils puissent se procurer sur ce même marché leurs moyens de subsistance. L'artisan abordait le marché comme vendeur et acheteur, le salarié le peut seulement comme acheteur et avec des moyens limités par la loi de la plus-value.

La revendication socialiste classique consiste dans l'abolition du salariat. Seule l'abolition du salariat implique l'abolition du capitalisme. Mais ne pouvant abolir le salariat dans le sens où l'on rendrait au travailleur la physionomie absurde et rétrograde de vendeur de son produit, le socialisme revendique dès l'origine l'**abolition de l'économie de marché**.

La forme mercantile de la distribution a précédé, comme nous l'avons déjà rappelé, le capitalisme; elle existait dans toutes les économies différenciées antérieures, en remontant jusqu'à celle où existait un marché des personnes humaines (esclavage).

Economie mercantile moderne veut dire écono-

mie monétaire. La revendication socialiste anti-mercantile implique donc aussi l'abolition de la monnaie comme moyen d'échange et comme moyen de formation pratique des capitaux

Dans un cadre de distribution mercantile et monétaire, le capitalisme tend inévitablement à resurgir. Si ce n'était pas vrai, il faudrait déchirer toutes les pages du *Capital* de Marx.

Tous les textes du marxisme et en particulier les polémiques de Marx contre Proudhon et contre toutes les formes de socialisme petit-bourgeois se prononcent contre le mercantilisme. C'est un mérite du programme communiste rédigé par Boukharine, malgré la prolixité de son texte, d'avoir remis pleinement en lumière ce point essentiel.

Mais à la fin du paragraphe précédent, nous avons établi un troisième point qui distingue le capitalisme des régimes qu'il a vaincus: le produit du produit du travail des ouvriers est amputé d'une forte fraction représentant le profit patronal, et surtout une partie importante de cette fraction est consacrée à l'accumulation d'un nouveau capital.

Il est évident qu'en retirant au patron bourgeois le droit de disposer du produit et de le porter au marché, la revendication socialiste lui retire son droit de propriété sur l'usine et en même temps la disposition de la plus-value et du profit. Elle a proclamé il y a plus d'un siècle que l'on pouvait abolir le salariat, ce qui signifie dépasser l'économie du marché connue jusqu'alors. En détruisant le marché sur lequel le petit artisan du Moyen-Âge se présentait timidement avec quelques articles manufacturés, et où les produits du travail associé moderne arrivent avec leur caractère capitaliste de marchandises, il est tout aussi évident que l'on détruit également le marché des instruments de production et le marché des capitaux, donc l'accumulation du capital.

Mais tout ceci ne suffit pas encore.

Nous avons déjà dit que dans le processus d'accumulation il y a un aspect social. Nous avons rappelé que dans la propagande sentimentale - et qui parmi nous, socialistes, n'en a pas abusé ? - nous mettions en avant l'injustice que constituent, face à une justice distributive abstraite, les prélèvements effectués par le capitaliste sur la plus-value en vue de sa consommation ou de celle de sa famille, et qui lui permettaient un niveau de vie bien supérieur à celui des travailleurs. Abolition du profit, avions-nous donc l'habitude de crier, et c'était parfaitement juste. Aussi juste qu'insuffisant. Depuis cent ans, les économistes bourgeois nous refont un calcul d'où il ressort que le revenu national entier d'un pays donné divisé par le nombre de ses habitants ne donnerait à chacun qu'un niveau de vie à peine supérieur à celui de l'humble ouvrier. Le calcul est exact, mais sa réfutation est aussi vieille que le socialisme lui-même, même si on ne trouvera jamais un économiste bourgeois capa-

ble de la comprendre.

Les diverses sommes que le capitaliste met de côté avant de prélever la dernière part qui servira à ses plaisirs ont, dans une certaine mesure, un but rationnel et social. Dans une économie collective aussi, il faudra mettre de côté des produits et des instruments en quantité suffisante pour assurer le maintien et le progrès de l'organisation générale. Dans un certain sens, il y aura une accumulation sociale.

Disons-nous alors, que nous, socialistes, nous voulons remplacer l'accumulation privée par l'accumulation sociale? Cela ne suffirait pas. Si la consommation d'une partie de la plus-value par le capitaliste est un fait privé, dont nous réclamons l'abolition, mais qui a quantitativement peu de poids, l'accumulation, **même capitaliste**, est au contraire un fait déjà social, un facteur tendanciellement utile à tous sur le plan social.

Les vieilles économies qui se contentaient de thésauriser sont restées immobiles pendant des milliers d'années, tandis qu'en accumulant, l'économie capitaliste a centuplé les forces de production en quelques dizaines d'années, travaillant ainsi pour notre révolution.

Mais l'**anarchie** que Marx impute au régime capitaliste réside dans le fait que le capitaliste accumule par **entreprise**, par **usine**, entreprises et usines qui agissent et vivent dans un cadre **mercantile**.

Ce système (nous verrons mieux par la suite avec quelques exemples cette thèse économique-technique difficile mais fondamentale) ne s'organise pas autrement qu'en fonction du profit maximum **de l'entreprise**, ce qui souvent ne s'obtient qu'en diminuant les profits d'autres entreprises. Au départ, et ici les économistes classiques de l'école bourgeoise avaient raison, la supériorité de la grande entreprise organisée sur la **super-anarchie** de la petite production conduisait à un rendement tellement supérieur que, outre le profit du capitaliste et le large prélèvement destiné à de nouvelles installations et de nouveaux progrès, l'ouvrier de l'industrie évoluée pouvait mettre sur sa table des plats inconnus du petit artisan.

Mais chaque entreprise courant au profit maximum, chacune enfermée dans sa comptabilité de dépenses et de recettes du marché, les problèmes du rendement général du travail humain ont été mal résolus au cours du développement, et même résolus à l'envers.

Le système capitaliste empêche de poser le problème qui consiste à élever au maximum non le **profit**, mais le **produit** à égalité d'efforts et de temps de travail, afin qu'une fois prélevée la fraction nécessaire à l'accumulation sociale, il soit possible d'augmenter la consommation et de réduire le travail, l'effort de travail, l'obligation du travail. Soucieux uniquement de vendre à prix

élevé le produit de l'entreprise et de payer le moins cher possible les produits des autres, le système capitaliste ne peut arriver à une adaptation générale de la production à la consommation, et il tombe dans des crises successives.

Par conséquent la **revendication socialiste** se propose d'abattre non seulement le droit et l'économie de la propriété **privée**, mais en même temps l'**économie de marché** et l'**économie d'entreprise**.

C'est seulement lorsqu'on tendra à dépasser les trois formes de l'économie actuelle: propriété privée des produits, marché monétaire, et organisation de la production par entreprises qu'il sera possible de dire que l'on va vers l'organisation socialiste.

Il s'agit maintenant de voir comment la revendication socialiste tombe quand on en supprime un seul terme. Le critère de l'économie privée individuelle et personnelle peut être largement dépassé même en plein capitalisme. Nous combattons le capitalisme comme classe, et pas seulement les capitalistes en tant qu'individus. Il y a capitalisme aussi longtemps que les produits sont portés sur le marché ou au moins «comptabilisés» à l'actif de l'entreprise, considérée comme îlot économique distinct, même très grand, tandis que la rétribution du travail est portée à son passif.

L'économie bourgeoise est une économie *en partie double*. L'individu bourgeois n'est pas un homme, c'est une maison de commerce. Nous voulons détruire toutes les maisons de commerce. Nous voulons supprimer l'économie en partie double, fonder l'économie en partie simple, que l'histoire connaissait déjà à l'époque où le troglodyte sortait pour cueillir autant de noix de coco qu'il y avait de compagnons dans la caverne, avec ses mains pour seul instrument.

Tout ceci, nous le savions déjà en 1848, ce qui ne nous empêche pas de continuer à le dire avec une ardeur juvénile.

Nous verrons plus loin que pendant ces cents ans il s'est passé beaucoup de choses dans le jeu des rapports que nous avons examinés; mais toutes ces choses ont encore renforcé notre détermination à soutenir les mêmes thèses.

Après avoir averti le lecteur que sous le socialisme même le pronom général devient un pronom social.

## IV. La propriété rurale

### La révolution bourgeoise et la propriété des biens immobiliers.

*A l'époque pré-capitaliste la possession de la terre est divisée entre la forme commune, la*

*forme féodale et la forme privée libre. Le capital mobile, en conquérant le droit d'acquérir des biens immobiliers, regroupe entre les mains de la bourgeoisie les trois formes d'exploitation: rente foncière, intérêt de l'argent avancé, profit de l'entreprise.*

Sont bien immobiliers, dans l'acceptation courante du terme, la terre et les installations que l'homme y a construites et qui ne sont pas transportables d'un lieu à l'autre. Lors de l'avènement du capitalisme, la propriété immobilière avait pour principal objet les terres cultivables, les bâtiments d'habitations et les bâtiments de production; ce n'est que plus tard, avec la diffusion de machines fixes ou transportables, puis du réseau de communication, de transport, de transmission et de distribution d'énergies diverses qu'apparurent des cas toujours plus complexes, pour lesquels la distinction technique, sociale et juridique entre biens mobiliers et immobiliers a donné lieu à de plus grandes subtilités.

Pour plus de clarté nous nous arrêterons d'abord sur la propriété du sol. La distribution dans les derniers temps du régime féodal était plutôt complexe: il existait des zones de domaines collectifs appartenant aux communes ou à l'Etat, de grands fiefs attribués par le pouvoir politique central aux familles de la noblesse, et enfin de petites possessions indépendantes de paysans cultivant directement la terre. La première forme, continuellement attaquée par les seigneurs, les paysans et la bourgeoisie naissante, dérivait d'une gestion communale très ancienne de la terre; elle tirait son origine essentiellement des peuples et des systèmes de droit germaniques auprès desquels, à l'époque des migrations et des invasions du sud, elle évolua en féodalisme militaire et dynastique.

La troisième forme, la petite possession autonome, dérivait du système et du droit romain; à Rome et dans les pays conquis, l'organisation de la propriété terrienne était en effet fondée sur la répartition du sol entre citoyens libres, soldats en temps de guerre, tandis que le patricat disposait de lots beaucoup plus importants, qu'il exploitait par le travail de la masse des esclaves, privés de droits politiques, mais aussi exempts de service militaire. Dans ce système romain n'existaient ni la gestion commune de la terre, ni l'institution d'un droit souverain qui aurait pu arbitrairement faire passer la terre d'un seigneur à un autre, si l'on excepte l'Etat qui procédait à la division des territoires nouvellement occupés; aussi était-il parvenu à une délimitation précise des lots de terre, régie par le droit civil classique en vigueur dans tout l'Empire et même dans l'Empire d'Orient.

Après avoir ainsi rappelé quelles sont les deux formes collatérales de la propriété féodale, examinons les caractéristiques de celle-ci. C'est le chef

militaire vainqueur, l'élu d'un groupe de chefs et princes alliés, puis un monarque absolu et même la hiérarchie ecclésiastique qui assigne et répartit d'autorité entre les divers seigneurs et vassaux les terres soumises à toute une hiérarchie de droits, fixant ou modifiant même fréquemment et arbitrairement les limites des circonscriptions. A l'intérieur de ces formes plus ou moins mélangées, toute une hiérarchie de seigneurs, de guerriers, de prêtres vit du travail de la masse paysanne attachée à la terre à laquelle elle appartient et qu'elle ne peut pas quitter.

Comme Marx l'a souvent observé, ce qui prévaut dans ce système social, davantage que le rapport juridique entre le propriétaire et la terre, c'est le rapport entre le titulaire du fief et du titre de noblesse qui l'accompagne, et la masse de ses serfs et de leurs familles. Il est plus intéressant pour le seigneur d'avoir beaucoup de serfs que beaucoup de terres, puisqu'il dispose d'une partie du travail des serfs. Un autre point essentiel de l'organisation féodale réside dans le fait que le seigneur ne peut perdre son fief, quelle que soit la façon, bonne ou mauvaise, dont il le gère; le fief n'est ni expropriable, ni aliénable et le droit d'aînesse en empêche la division par l'héritage, cette institution si importante du droit romain. Par conséquent, au moins en ce qui concerne les énormes étendues faisant l'objet d'investitures féodales, il n'existe pas un **marché** de la terre: la terre ne peut pas être échangée contre de l'argent.

Cette analyse du régime pré-bourgeois, dont nous partirons pour examiner la position du capital triomphant vis-à-vis de la propriété foncière, est fondamentale dans la théorie marxiste. Il est dit au chapitre XXVII du Capital, dans un passage se référant à l'époque de la servitude de la glèbe:

*«Dans tous les pays d'Europe la production féodale est caractérisée par la répartition du sol entre le plus grand nombre possible de vassaux. La puissance du seigneur féodal, comme celle de tout autre souverain, ne reposait pas sur le montant des taxes perçues, mais sur le nombre de ses sujets, qui lui même dépendait du nombre des petits paysans établis sur ses domaines» (3).*

Comme nous ne voudrions pas que les conséquences que nous allons tirer de ces prémisses semblent neuves ou originales, nous citerons encore un passage essentiel du chapitre II sur le rapport entre la terre et l'argent:

*«Les hommes ont souvent fait de l'homme lui-même, dans la figure de l'esclave, la matière primitive de leur argent; il n'en a jamais été ainsi du sol. Une telle idée ne pouvait naître que dans une société bourgeoise déjà développée. Elle date du dernier tiers du XVIIe siècle; et sa réalisation à l'échelle d'une nation n'a été essayée que cent ans plus tard, dans la révolu-*

*tion bourgeoise en France*» (4).

Le capital moderne n'est donc pas la même chose que la propriété en général et il ne suffit pas d'abolir celle-ci, dans la théorie et dans le droit, pour le détruire. Le capital est une force sociale dont la dynamique a des aspects bien plus complexes qu'un platonique droit de propriété. Il se présente comme opposé à la propriété foncière traditionnelle, l'un des principaux éléments de cette antithèse étant que cette dernière est vraiment personnelle, tandis qu'il sort des limites des pouvoirs du particulier:

«Lorsqu' on étudie le capital historiquement, dans ses origines, on le voit partout se poser en face de la propriété foncière sous forme d'argent, soit comme fortune monétaire, soit comme capital commercial et capital usuraire» dit Marx dans le chapitre IV (5), pour établir que le produit final de la circulation mercantile est l'argent et que celui-ci est la première forme sous laquelle apparaît le capital (que nous trouverons ensuite sous la forme de fabriques, de machines, de provisions de matières premières, de masse de salaires).

Dans une des notes instructives qu'il ajoute au texte on lit par ailleurs: «L'opposition existant entre la propriété foncière [féodale] fondée sur des rapports **personnels** de domination et de dépendance et la puissance **impersonnelle** de l'argent se trouve clairement exprimée dans les deux dictons français: «**Nulle terre sans seigneur**» et «**L'argent n'a pas de maître**» (6)

La signification de l'économie moderne qui succède à la destruction des rapports féodaux est contenue dans une autre citation que nous tirons du chapitre 22 :

«C'est pourquoi nous arrivons à cette conclusion générale que le capital, s'incorporant les deux sources primitives de la richesse que sont la force de travail et la terre, acquiert une puissance d'expansion qui lui permet d'augmenter les éléments de son accumulation au-delà des limites apparemment fixées par sa grandeur, c'est-à-dire par la valeur et la masse des moyens de production déjà produits en lesquels il consiste».

Marx traite ensuite en passant de la période transitoire de bien-être qui sépare dans l'histoire anglaise la suppression de la servitude féodale et l'avènement brutal de la grande accumulation capitaliste qui fonde la richesse bourgeoise sur l'extension d'une terrible misère des masses; une autre note rappelle que la société japonaise de l'époque, avec une organisation féodale de la propriété foncière flanquée d'une petite propriété rurale très répandue, offrait une image plus fidèle du Moyen-Age européen que les livres d'histoire remplis de préjugés bourgeois.

Dans leur incommensurable bêtise, les oppor-

tunistes d'aujourd'hui prétendent bien souvent que les *conquêtes de la civilisation* capitaliste sont menacées d'un retour des institutions du Moyen-Age car ils ne savent comment s'en sortir autrement pour nous cuisiner des combinaisons bâtarde entre les idéaux bourgeois et revendications socialistes: qu'on leur applique alors comme une gifle l'exclamation finale de cette note de Marx: «*Il est vraiment trop facile d'être libéral aux dépens du Moyen-Age!* » (7).

\* \* \*

Vers la fin de l'ancien régime, quand la puissance économique de la bourgeoisie est déjà notable, le capital liquide réuni dans les mains des marchands et des banquiers exerce une violente pression pour supprimer les obstacles qui l'empêchent de s'emparer des propriétés immobilières. Le fait central de l'accumulation capitaliste réside sans aucun doute dans la constitution, grâce à l'argent amassé, des stocks de matières premières et de subsistances pour les ouvriers qui les travailleront. Mais il est aussi nécessaire de disposer de lieux de travail et d'acquérir des bâtiments que l'on puisse transformer en ateliers et des terrains où les construire pour qu'apparaissent les premières manufactures. En outre, la nouvelle classe possesseuse de richesses est poussée à rivaliser avec les vieux seigneurs féodaux qu'elle aspire à dépasser et à déposséder, y compris dans l'acquisition de maisons, de palais et de terres cultivables. De leur côté, les fermiers enrichis tendent à s'émanciper de leur dépendance en acquérant la propriété de ceux qui leur louaient la terre et en devenant les patrons absolus de l'entreprise agricole, qui, comme Marx l'a noté plusieurs fois, est une véritable industrie.

Toute l'histoire et la littérature de la période précédant directement la révolution bourgeoise sont remplies des manifestations de cette lutte menée par les bourgeois, les enrichis, les parvenus pour rivaliser de prestige avec les nobles. Même quand ils sont à court d'argent et qu'ils doivent recourir à des affairistes et des usuriers pour conserver leur luxe, ces derniers non seulement méprisent et humilient celui qui vit de commerce et de trafic, mais le droit en vigueur lui-même les aide à se défendre contre lui et à refuser le remboursement des prêts: la scène du créancier molesté auquel les serviteurs du seigneur rompent l'échine à coups de bâton est traditionnelle.

Le Tiers-Etat ne pourra se libérer complètement de cette situation de sujétion et d'infériorité qu'en conquérant de façon révolutionnaire le pouvoir politique; jusque là c'est en vain qu'il tentera d'égaliser, en dilapidant les fruits de ses spéculations, la grandeur de ses rivaux de classe.

Dans sa comédie «*Le Bourgeois Gentilhomme*

me», Molière se livre à une satire féroce du marchand qui veut jouer au noble. L'auteur le décrit dans une scène où une troupe de comiques jouent une fausse cérémonie d'adoubement de chevalier. Comme pour démontrer à l'avance la thèse marxiste que ce n'est pas le travail qui permet d'accumuler du capital, le bourgeois voudrait faire oublier qu'il a manié le marteau du forgeron et ceindre l'épée du chevalier.

Mais la classe des capitalistes s'est bien vite remise des humiliations, des coups et des brocards en renversant dans la révolution sociale les classes des nobles et des prêtres; ayant instauré sa propre domination, elle n'eut plus de frein à l'expansion de ses forces économiques: le système de la propriété féodale tombe alors et de plus en plus les porteurs de capital monétaire se font acquéreurs de biens immobiliers, alors que jusque-là ils n'avaient pu satisfaire que très difficilement ce besoin particulier. Ce fut là une des caractéristiques les plus importantes de la révolution capitaliste, qui parvint comme le dit Marx dans une phrase lapidaire à «faire de la terre un article de commerce». Elle pouvait se vanter, en même temps que d'avoir libéré les travailleurs campagnards de la servitude féodale et ceux de la ville des liens corporatifs, d'avoir «incorporé le sol au capital» (8).

Nous pouvons caractériser cette première période de consolidation du capitalisme vainqueur comme une période d'immobilisation du capital mobile, pour indiquer par là les larges investissements en propriété, fonds agraires et édifices urbains, qui sont le complément économique nécessaire de la possession des grands moyens industriels de production. Cette nécessité économique était d'ailleurs devenue aussi une nécessité politique, puisque pour écraser complètement les anciens seigneurs, et leurs prétentions à restaurer l'ancien régime, il fallait les mortifier dans les positions de prestige qu'ils avaient occupées dans les grandes métropoles. Car si ces grandes villes étaient nées du développement des formes capitalistes, le roi, les courtisans, les militaires, et les ecclésiastiques y occupaient les demeures les plus imposantes. De plus, ces classes prétendaient aussi conserver, pour leur prestige, de vastes étendues cultivables en province qu'elles consacraient aux divertissements, à la chasse, aux loisirs, à l'installation de communautés religieuses et ainsi de suite, alors qu'il était urgent pour l'économie bourgeoise de les mettre à profit, soit en vue d'investissements ultérieurs, soit pour intensifier la production des subsistances nécessaires à l'armée des travailleurs industriels.

Nous avons voulu rappeler cette première époque de la conquête de la propriété immobilière par le capital parce qu'en poursuivant, nous verrons que s'y oppose, dans l'époque la plus récente, la tendance du capital d'entreprise à se débarrasser

toujours plus des titres de possessions immobilières: il n'a en effet pas besoin de posséder des biens immobiliers pour remplir avec le maximum d'intensité ses fonctions et pour réaliser des profits formidables, et, d'autre part, il n'a plus aucun motif de craindre que ceux-ci retombent dans les mains des aristocrates terriens, classe désormais disparue.

Dans la période intermédiaire de capitalisme stable qui précède la troisième période ultra-moderne à laquelle nous venons de faire allusion pour la clarté de l'exposé, les rapports entre la propriété et l'entreprise sont très variables. Mais si l'on examine attentivement les diverses formes économiques et les forces sociales qui leur correspondent, il apparaît clairement que le caractère distinctif de l'époque capitaliste se trouve dans l'entreprise et non dans la propriété.

Le bourgeois des débuts, le romantique Maître des Forges, nous ne pouvons le concevoir que comme un seul individu qui concentre dans ses mains tous les éléments de la production. La terre sur laquelle est construite la fabrique, la mine qui lui fournit le minerai, le bâtiment où celui-ci est travaillé, les machines, les outils, tout cela lui appartient. Il achète la force de travail en donnant un salaire à ses ouvriers. Il est le maître exclusif de tout le produit et il le place sur le marché là où il veut, là où cela lui convient le mieux. Lui-même est un technicien de la branche de production dans laquelle il travaille, mais il paye également comme employés des techniciens et des comptables. Dans une première période, les frais dits généraux sont limités, puisque l'usine doit tout produire elle-même: lumière, chaleur, force motrice. Les taxes payées à l'Etat sont elles-mêmes très réduites, puisque dans les premiers régimes libéraux la bourgeoisie applique à fond la politique économique du «laisser faire, laisser passer», supprime toutes les limites et tous les impôts qui peuvent faire obstacle aux initiatives productives et commerciales. La comptabilité est donc simple et unitaire; tout le bénéfice résultant de l'excédant des recettes sur les dépenses finit dans les poches du capitaliste qui n'est pas obligé d'y prélever le prix de loyers pour les terrains, les installations et les édifices dont il use. Dans ce cas classique initial, le capitaliste dispose aussi d'un capital liquide suffisant pour être son propre banquier et il n'a donc pas besoin de payer d'intérêts pour le capital argent nécessaire à ses achats de marchandises et aux avances de salaires.

Si nous voulions faire le parallèle entre cette entreprise modèle et ce qui se passe dans l'agriculture, nous le trouverions dans le cas où le gérant est en même temps propriétaire du sol et de toutes les réserves, mortes et vives, c'est-à-dire machines, outils, semences, engrais, troupeaux etc..., et où il dispose en outre d'un capital suffisant pour avancer les salaires des ouvriers journaliers ou engagés

à l'année. Dans tous ces cas, le solde positif obtenu par le capitaliste en déduisant du produit de la vente des marchandises les sommes dépensées, comprend la rente foncière, l'intérêt du capital financier, le bénéfice de l'entreprise - éléments économiques que l'on peut considérer comme distincts.

L'économiste les considère comme distincts parce que selon lui ils proviennent de sources qui suffiraient chacun à engendrer la richesse: la terre génératrice de rente foncière, l'argent générateur d'intérêt, l'entreprise génératrice d'un profit qui vient récompenser l'activité, la capacité et l'habileté de celui qui a su assembler rationnellement les différents éléments de la production.

Pour l'économiste marxiste, toutes ces marges bénéficiaires sont des produits du travail humain; elles sont constituées par la différence entre la valeur produite par ce travail et la somme plus faible reçue par les salariés en échange de leur force de travail.

La distinction entre les divers éléments du gain patronal est pourtant une distinction historique, correspondant à la répartition de la plus-value extorquée à la classe ouvrière entre le propriétaire foncier, le capitaliste prêteur d'argent et l'entrepreneur.

Elle est bien de nature historique, parce que, même avant qu'ait surgi une véritable industrie capitaliste occupant des salariés, la terre pouvait donner un bénéfice au propriétaire foncier, de même que l'argent pouvait en donner un à son possesseur, banquier ou usurier.

Il s'agit maintenant de voir quelle est la véritable caractéristique de la production capitaliste par rapport à ces différents éléments quand ceux-ci ne sont plus réunis dans les mains d'un seul titulaire, mais sont séparés; c'est-à-dire quand le propriétaire juridique du sol ou de l'usine, le banquier qui avance l'argent et l'entrepreneur qui, après avoir payé les deux premiers et toutes les institutions publiques et semi-publiques qui interviennent dans l'économie moderne, reste libre d'encaisser pour son propre bénéfice le prix commercial des produits déversés sur le marché, sont des personnes différentes.

Dans tous ces cas le propriétaire du terrain, des bâtiments et même parfois des machines, est payé par différentes redevances de location; le banquier reçoit un intérêt proportionné à la somme prêtée; diverses taxes et droits sont versés à l'Etat ou aux concessionnaires éventuels; et tout ce qui reste constitue un bénéfice pour l'entreprise elle-même, bénéfice que la comptabilité capitaliste tend faussement à présenter comme quelque chose qui apparaît après qu'aient été rémunérés les divers capitaux, immobiliers et mobiliers.

Le marxisme établit au contraire que cette troisième force, glorifiée dans les apologies du capitalisme comme un facteur de progrès, de

science et de civilisation, est plus dangereuse et virulente que les deux autres, car elle accroît l'exploitation, l'extorsion et la misère. Le socialisme est tout entier dans la négation révolutionnaire de l'**entreprise** capitaliste, non dans la conquête de celle-ci par le travailleur.

Ces différents éléments et leurs rapports se distinguent les uns des autres de la façon la plus variée dans les formes capitalistes modernes: des entreprises capitalistes peuvent ne correspondre à aucune forme de propriété immobilière et même, dans certains cas, à aucun siège fixe ou même n'avoir qu'un outillage insignifiant, alors que pourtant la dynamique du processus capitaliste subsiste en plein et sous la forme la plus pure: c'est là un rapport économique tout sauf nouveau. On arrive ainsi à une espèce de divorce entre propriété et capital; le second se dégage toujours plus de la première qui se dilue, se dissimule ou même est présentée comme propriété d'organismes collectifs dans les étatisations, les socialisations et les nationalisations, qui prétendent être des formes de gestion non capitalistes.

### NOTE

## Le prétendu féodalisme dans l'Italie méridionale

*La thèse centrale des opportunistes selon laquelle il subsiste en Italie des restes de rapports féodaux, prédominants dans tout le sud (Mezzogiorno), n'est pas uniquement le reflet d'une tactique politique de compromis et de reniement du socialisme classiste; elle se fonde en outre sur une triple série d'énormes erreurs de faits: à propos de la nature de l'économie et des relations sociales féodales, à propos de l'histoire politique du sud de l'Italie et à propos de la situation de l'agriculture méridionale.*

Une des plus répugnantes «marottes» du pire opportunisme qui règne dans le mouvement socialiste et communiste italien est celle de la survie du **féodalisme** dans le sud de l'Italie et dans les îles, surtout à propos de la question rebattue de la propriété agraire latifundiaire méridionale, vrai cheval de bataille du cabotage rhétorique et de la flagornerie politique italiennes. Le fait de déduire de cette constatation purement imaginaire, une tactique politique de bloc et de collaboration avec les partis radicaux bourgeois y compris dans l'Italie du Nord (que ces messieurs concèdent ou non à l'Italie le brevet de pays capitaliste) sur le plan et dans le cadre du boueux Etat unitaire de Rome, suffisait et suffit à qualifier de renégats de la doctrine et de l'action révolutionnaire nos socialo-communistes. Mais ces champions de la collabora-



tion démocratique-bourgeoise montrent tout le mépris qu'ils ont pour la fidélité aux principes en revendiquant l'usage généralisé de l'arme du compromis et en faisant tout dériver de l'analyse des situations contingentes. Il faut donc mettre en évidence que leur affirmation de l'existence d'une situation semi-féodale dans le Sud foule aux pieds toute connaissance sérieuse de la situation réelle de l'économie et de l'agriculture méridionales, des caractéristiques distinctives de la gestion féodale de la terre, et enfin des grandes lignes des événements historiques des Deux-Siciles.

Exactement comme la prétendue faiblesse de l'évolution sociale de l'Italie en général, ce que l'on prend banalement pour un retard du développement social du *Mezzogiorno* n'a rien à voir avec un retard historique à éliminer les institutions féodales; même dans les fameuses *zones déprimées*, il s'agit à l'inverse du produit direct des pires aspects et des pires conséquences de l'évolution capitaliste, particulièrement dans l'Europe méditerranéenne, à l'époque post-féodale. Du point de vue de l'histoire des luttes politiques, il y a peu de pays où le féodalisme en tant qu'influence de l'aristocratie foncière ait été autant combattu, affronté et vaincu par les pouvoirs de l'administration centrale de l'Etat, que dans le royaume des Deux Siciles, que ce soit sous la monarchie des Bourbons et la domination espagnole où sous les monarchies précédentes, en remontant jusqu'à Frédéric de Souabe. Cette lutte a été appuyée à plusieurs reprises par les masses paysannes et urbaines, et bien vite les arbitres de la situation dans le royaume ont été les intendants et les gouverneurs des pouvoirs solides et centralisés de Palerme et Naples. Les résultats des luttes se traduisirent par une législation en avance sur bien des points sur celle des autres petits Etats italiens, y compris le très arriéré Piémont; et la même chose peut être dite à propos du contrôle auquel étaient soumises les communautés religieuses et l'église séculaire par l'autorité politique. Une illustration de cette situation est donnée par la lutte des élus du peuple à Naples et l'impossibilité d'établir dans cette ville le tribunal de l'inquisition. Après la révolution républicaine de 1789 conduite par une bourgeoisie audacieuse et consciente, le processus historique et juridique se perfectionna sous le robuste pouvoir de Murat; et après leur Restauration, les Bourbons se gardèrent bien d'attaquer l'adroite et solide législation laissée par ce régime dans le droit public et privé. C'est donc une grossière erreur de confondre l'histoire sociale du *Mezzogiorno* italien avec celle des *boyards* et autres *junkers* de l'Europe du Nord-Est, qui ont continué à gouverner dans des fiefs autonomes leurs serfs taillables et corvéables à merci, alors que depuis des siècles les habitants de l'Italie méditerranéenne étaient les citoyens d'un système

juridique d'Etat moderne, même s'il était absolutiste.

Du point de vue de la structure économique agricole, le cadre d'un pays féodal est l'inverse de celui dans lequel se trouvent les zones latifundiaires du *Mezzogiorno*. Il présente une agriculture peut-être pas vraiment intensive, mais homogène et organisée en petites exploitations, avec une population laborieuse répartie uniformément sur les superficies cultivées, dans des habitations dispersées et des petits hameaux. Le village que notre *Mezzogiorno* ignore est la cellule de base de la richesse agricole des nombreux pays d'Europe que les seigneurs féodaux exploitaient pour leur grandeur et sur laquelle se précipitèrent avidement les bourgeois, ne laissant parfois derrière eux que déserts et en landes comme Marx l'a décrit à propos de l'Angleterre, parfois laissant vivre cette source de profits en se limitant à la saigner, comme dans la campagne française.

Les propriétés latifundiaires du sud et des îles sont de grandes zones semi-incultes où l'homme ne peut séjourner, et où ne se trouvent ni maisons coloniales ni villages, la population étant amassée par un urbanisme pré-industriel à caractère anti-féodal dans des grands centres de dizaines de milliers d'habitants comme dans les Pouilles et en Sicile. La population est nombreuse mais la terre ne peut pas être occupée à cause de l'absence d'organisation et d'investissements en travail et en techniques que depuis des siècles aucun régime d'Etat n'a réussi à réaliser, ou n'a trouvé conforme aux exigences des classes dominantes nationales ou locales. Il n'y a ni maisons, ni eau, ni routes, la montagne a été dénudée, les plaines ont des régimes des eaux non maîtrisées et le paludisme y est endémique. L'origine de cette décadence des techniques agricoles est très ancienne, antérieure au féodalisme qui l'aurait contrecarré s'il avait été puissant (l'amélioration technique et économique aurait facilité au Moyen-Age l'établissement d'un véritable régime de seigneuries féodales décentralisées et autonomes). Si l'on songe que ces régions à l'époque de la Grande Grèce étaient les plus florissantes et les plus civilisées du monde connu, qu'elles restèrent sous Rome très fertiles, il faut considérer que la cause de leur chute se trouve soit dans leur position marginale par rapport à l'expansion du germanisme féodal après la chute de l'empire romain (qui les exposa aux invasions et destructions alternativement venues des peuples du sud et du nord); soit dans la dépression économique de l'économie méditerranéenne à la suite des découvertes géographiques océaniques; soit dans l'irrésistible expansion du capitalisme moderne industriel et colonial obligé, à cause des zones d'extraction des matières premières nécessaires à l'industrie, à localiser ailleurs ses centres de production et ses grandes voies de transport; soit,

enfin, dans la constitution de l'Etat unitaire italien dont l'analyse nous conduirait trop loin, mais qui institua un rapport typiquement moderne, capitaliste et impérialiste, précurseur des époques les plus récentes.

Quoi qu'il en soit, avant comme après cette unification, le jeu des forces et des rapports économiques dans cette région a été entièrement conforme aux caractères de l'époque bourgeoise; il a même constitué un secteur essentiel de l'accumulation bourgeoise en Italie, accumulation dont la faiblesse est **quantitative** et non **qualitative**.

En effet, avant comme après 1860, en dépit du faible développement industriel (sur lequel indéniablement l'unité nationale a eu une conséquence profondément négative en provoquant le déclin et la fermeture d'importantes fabriques), le cadre économique était de nature complètement bourgeoise. On peut dire du *Mezzogiorno* et de son prétendu féodalisme ce que disait Marx de l'Allemagne de 1849 au procès de Cologne pour mettre en relief - notez bien - le fait que la révolution politique bourgeoise et libérale devait encore triompher :

*«La grande propriété foncière constituait réellement la base de la **société féodale** et moyen-âgeuse. La **société bourgeoise moderne**, notre société, repose en revanche sur le commerce et l'industrie. La propriété foncière elle-même a perdu ses anciennes conditions d'existence, elle a été placée sous la dépendance du commerce et de l'industrie. De ce fait l'agriculture est à l'heure actuelle pratiquée industriellement, et les anciens seigneurs féodaux sont tombés au niveau de fabricants de bétail, de laine, de blé, des betteraves, d'eau de vie, etc.; au rang de gens qui négocient des produits industriels comme tout commerçant! Ils ont beau tenir à leurs anciens préjugés, ils ne s'en transforment pas moins pratiquement en bourgeois produisant le plus possible et au minimum de frais possible, achetant au meilleur marché, et vendant au plus offrant. Le mode de vie, de production, d'acquisition de ces Messieurs, fait apparaître le mensonge des chimères ambitieuses qui leur ont été transmises. La propriété foncière comme élément social dominant sous-entend un **mode de production et d'échange moyen-âgeux**» (9).*

Si la disponibilité surtout de minerai de fer et de charbon a fait que depuis cette époque (et depuis aussi la rédaction du *Capital*, contraint de prendre l'Angleterre comme modèle d'économie pleinement capitaliste), l'Allemagne est devenue un grand pays d'industrie extractive et mécanique, ainsi que d'agriculture conduite selon les règles économiques les plus modernes, il reste cependant évident que le jugement sur le cadre et la situation sociale s'applique encore plus radicalement au

*Mezzogiorno* un siècle après, et après bien 90 années de régime politique totalement bourgeois, libéral et démocratique, régime qu'à la suite des défaites de 48, l'Allemagne n'atteint qu'en 1871 (et bien plus tard encore si l'on en croit les sempiternels bavardages creux sur le féodalisme teuto-nique).

Il existe dans le sud italien un marché de la terre très actif, avec une fréquence des transferts sans aucun doute beaucoup plus élevée que dans les provinces très industrialisées - et c'est là le trait caractéristique qui distingue l'économie moderne de l'économie féodale. Il s'accompagne d'un marché tout aussi actif des petits et grands affermages et naturellement des produits de la terre. Là où il y a un mode de culture latifundiaire et extensif, c'est dans le cadre de grandes unités économiques qui emploient exclusivement de la main d'oeuvre salariée et des journaliers; depuis des décennies le grand fermier capitaliste, possesseur d'espèces sonnantes et trébuchantes et de réserves de marchandises, l'emporte économiquement sur le propriétaire foncier, bien souvent en proie aux difficultés financières et couvert d'hypothèques. Qu'il s'agisse de terres où la production se limite aux céréales, ou de terres où domine l'élevage de type arriéré, parfois avec les animaux en liberté, non seulement le capital variable est entre les mains des grands fermiers et non des propriétaires fonciers, mais nombre des premiers accaparent et exploitent au maximum, causant ainsi non son amélioration mais sa dégradation, des terres appartenant à des propriétaires différents.

L'examen de la gestion de la propriété urbaine conduit à des considérations analogues. Même en faisant abstraction de l'activité industrielle répandue dans les zones plus évoluées, autour des villes principales et des ports, tout ce mouvement de marchandises selon un cycle moderne a entraîné depuis des décennies une accumulation de capitaux qui a largement servi de base à l'industrie libre, semi-protégée et protégée du nord (bien avant Mussolini, l'Italie était déjà un pays protectionniste d'avant-garde). Non seulement les dépôts bancaires des bourgeois méridionaux, propriétaires, entrepreneurs et spéculateurs, ont fortement alimenté la finance privée nationale, mais le fisc a aussi largement puisé dans les ressources du sud, la richesse immobilière et le mouvement économique lié à la terre étant plus facilement imposables que les profits et surprofits industriels commerciaux et affairistes. L'économie capitaliste italienne est donc assise sur ces rapports de caractère totalement modernes; il est tout simplement ridicule de vouloir la comparer à une situation féodale, et de la décrire à travers la grille d'un conflit inexistant (une solide alliance en réalité) entre une bourgeoisie évoluée et consciente, aspirant à une **révolution libérale** ou **méridionale**

pour rénover ou perfectionner le *Mezzogiorno*, et les légendaires «couches rétrogrades» et autres «classes réactionnaires» de la sale démagogie à la mode.

La méprisable fonction des **classes dirigeantes** du sud est en relation avec ce tableau sans ambiguïté des liens économiques. Les restes de l'antique aristocratie paupérisée vivent dans des palais à demi écroulés des grandes villes; dans toute la région règnent en maîtres non les seigneurs féodaux, mais les bourgeois enrichis, propriétaires, marchands, banquiers, affairistes, dont les manières sont plus celles de rustres que de seigneurs. Aux marges du mouvement de ces richesses, l'«intelligentsia» est descendue au rang d'intermédiaire du pouvoir central de l'Etat bourgeois de Rome, à qui elle fournit les couches supérieures de son personnel pléthorique, sangsue des forces productives de toutes les provinces, du commissaire de police au juge, du député soutenu par tous les préfets et qui vote pour tous les gouvernements, à l'homme d'état prompt à servir monarchie et république capitaliste.

Pour les marxistes véritables, ce que la lutte sociale a mis à l'ordre du jour dans le *Mezzogiorno*, tout autant que celle dans le cadre italien général, avant, pendant comme après la période

fasciste dont on abuse tant, c'est le dépassement des dernières formes historiques les plus modernes de l'ordre capitaliste, et en aucun cas une quelconque modernisation sur des modèles transalpins de rapports et institutions qui seraient restés «arriérés».

La thèse de la persistance du féodalisme dans le sud mérite d'être reliée à celle qui interprétait le mouvement fasciste comme un soulèvement des classes agraires contre la bourgeoisie industrielle. L'orientation du groupe qui a enlevé aux marxistes révolutionnaires la direction du parti communiste d'Italie (le groupe de l'«*Ordine Nuovo*») s'appuyait dès le début sur ces deux rengaines, sur ces deux erreurs élémentaires. Ces positions de départ étaient suffisantes pour édifier toute une praxis d'alliance politique entre capitalistes industriels et représentants traîtres du prolétariat, alliance qu'on a vu se réaliser par la suite en Italie; l'inoculation par la centrale internationale stalinienne du virus défaitiste de son orientation mondiale de paix et de collaboration entre les pouvoirs capitalistes et ceux de l'Etat faussement appelé socialiste et prolétarien, n'était même pas nécessaire pour provoquer cette dégénérescence.

(A suivre)

(1) «*A un certain stade de leur développement, les forces productives entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors*» cf, par exemple «*Marx Engels. Oeuvres choisies*» Ed. de Moscou 1978, vol. 1, p. 525.

(2) Le texte de 1948 renvoie ici en note aux «*Eléments de l'Economie marxiste*» (Textes du P.C. International n° 10), pour y trouver l'explication marxiste de l'augmentation du salaire réel en même temps que l'augmentation de l'exploitation et de la misère.

(3) Cf. K. Marx, «*Le Capital*», Livre premier, ch. XXVII («*L'expropriation de la population campagnarde*»), Ed. Sociales 1976, p. 520 (Le texte français est légèrement différent de la tra-

duction italienne).

(4) Ibidem, ch. II (p. 80).

(5) Ibidem, ch. IV (p. 115)

(6) Il s'agit de la note à la phrase précédente (Ed. Sociales, note 1, p.588).

(7) Cf «*Le Capital*», Livre 1, ch. XXVII (Ed. Soc., p.520). Le texte fait allusion aux opportunistes critiqués dans la «*Note*» sur le prétendu féodalisme dans le *Mezzogiorno* (voir plus loin).

(8) Ibid., ch. XXVII, (pp. 525 et 533).

(9) Plaidoyer de Marx au procès contre le Comité d'arrondissement des démocrates (8/2/ 1849), «*La Nouvelle Gazette Rhénane*» n°235 (Editions Sociales 1971, Tome III, p. 31). Nous avons repris la traduction italienne «*mode de production et d'échange*» à la place de la curieuse traduction française «*mode de production et de transport*».

---

# Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1)

*Dans des travaux précédents (1) les thèmes fondamentaux de la Fraction ont été décrits, y compris les positions que nous ne pouvons pas défendre aujourd'hui et qui ont été implicitement critiquées quand l'oeuvre de restauration théorique qui a été le fondement de la renaissance du parti a été entreprise en 1951-52. Le travail que nous publions ici n'est pas une étude pédante ou académique, mais cherche à donner quelques indications détaillées, à suivre la trajectoire de la Fraction, née en 1928 et qui disparaît pratiquement avec la guerre et la dispersion qu'elle entraîne (même si pendant la guerre les camarades survivent, font un peu de propagande, la Fraction en tant que telle n'existe plus). Il s'agit de la transcription d'un rapport oral à une réunion générale du parti qui n'a pas été retravaillé par la suite, ce qui explique son style peu littéraire. Nous le publions tel qu'il est paru sur notre organe en italien «Il Comunista», première série, n° 7, 8, 9 et 10.*

Le but premier de ce travail est de fournir aux camarades les informations peu connues sur cette phase de l'histoire de notre courant. Il y a autour de nous quantité de gens ou de groupes qui spéculent sur les positions vraies ou fausses de la Gauche, qui exaltent contre nous certaines positions de la Fraction: l'exemple typique est celui du *Courant Communiste International*, qui diffuse une thèse universitaire sur l'histoire de la Fraction.

Nous avons souvent rappelé que nous devons traiter les questions historiques d'une façon fondamentalement **différente** de celle de l'historiographie bourgeoise et universitaire. Quand nous nous penchons sur l'histoire - l'histoire de la Fraction à l'étranger dans le cas qui nous occupe -, c'est en tant que **militants** et non en tant que professeurs d'histoire: ce qui nous intéresse c'est le **comment** et le **pourquoi** des choses et des évolutions. Nous ne voulons pas faire passer la Fraction en jugement, pas plus que nous n'avons voulu faire le procès de l'Internationale, en dépit des graves divergences que nous avons avec elle dès ses premières années (quant à celle de l'époque stalinienne, il va sans dire que pour nous ce n'était plus l'Internationale Communiste). En dépit de ces divergences, nous avons toujours cherché à expliquer les raisons pour lesquelles certaines positions étaient prises; nous n'avons mis personne en croix, nous n'avons pas fait la chronique des individus Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev ou... Staline: ce n'est pas par hasard que parmi nos textes se trouve «*Plaidoyer pour Staline*» (2), qui est, si l'on veut, une défense de Staline - non bien sûr en tant que révolutionnaire prolétarien, mais en tant que révolutionnaire **bourgeois**.

A plus forte raison, si nous étudions l'histoire de la Fraction, nous le faisons dans l'état d'esprit suivant: chercher à comprendre ce qui s'est passé alors, sans la prétention de ceux qui, des décennies plus tard, après avoir assimilé tout ce qui a été

rétabli dans la période qui va de 52 à la mort d'Amadéo, savent tout, ont tout compris, et peuvent stigmatiser les erreurs commises, les reculs des camarades qui, tout en défendant pied à pied les principes du communisme, n'ont pu éviter les dérapages sur des questions particulières. Ce n'est pas ainsi que nous devons les regarder; il faut à l'inverse non seulement chercher à comprendre, mais **se rappeler quelle était la période** dans laquelle la Fraction a effectué son travail, une période de sang, de plomb et de feu. Il est facile aujourd'hui où le stalinisme a perdu beaucoup de sa virulence, d'oublier dans quelle ambiance ont lutté les camarades de 1927 à 1940. C'était l'époque où le stalinisme détruisait **tout ce qui représentait la force** des militants d'alors: le parti russe, l'Etat russe en tant qu'Etat de la révolution prolétarienne, l'Internationale, qui passait avec armes et bagages dans le camp de la démocratie. Dans une situation aussi difficile, les camarades peinaient à retrouver une orientation face à un stalinisme qui ne menait pas seulement une énorme campagne de bourrage des crânes prolétariens, mais aussi une campagne de destruction physique des crânes des militants d'avant-garde dans le monde entier, un stalinisme qui était le **liquidateur physique** de la vieille garde bolchévique.

Nous pouvons alors comprendre les raisons qui ont poussé des camarades dans cette situation à chercher des raccourcis, des voies meilleures que celles qui avaient été les bases fondamentales de l'Internationale Communiste. Nous pouvons comprendre pourquoi ils ont cherché des expédients, y compris théoriques, pour empêcher à l'avenir que la dictature du prolétariat se transforme en dictature bourgeoise, pourquoi la Fraction a malheureusement théorisé toute une série de choses que devrait faire constitutionnellement la dictature du prolétariat.

Non seulement nous devons comprendre pour-

quoi on en est arrivé là, mais nous devons aussi en tirer une énorme admiration - que d'ailleurs les camarades de la Fraction à l'étranger n'ont jamais demandée et qu'aucun militant ne doit demander pour lui-même - pour la capacité qu'ont eu malgré tout ces camarades à résister, à maintenir leurs positions au moment où autour d'eux tout s'écroulait et où tous pliaient en reniant leur propre passé. Ces militants **qui n'ont jamais rien renié** dans toute cette période méritent vraiment d'être donnés en exemple et non pas d'être traités avec condescendance pour exalter la supériorité de notre perspective actuelle. Ce sont des militants qui se sont battus et qui ont maintenu le fil **y compris physique** de la tradition de la Gauche dont l'importance a été inestimable pour la reconstitution du parti, surtout en France. Les camarades français ont toujours eu une très grande estime pour ces vieux camarades qui n'étaient pas les survivants de temps disparus, mais l'expression physique d'un courant qui était resté vivant pendant toute la période stalinienne et qui a transmis l'esprit avec lequel on se battait en 1922, en 1924, en 1926 - esprit qu'il est extrêmement difficile aujourd'hui de retrouver car les situations sont extrêmement moins favorables. De ces camarades nous pouvons tirer une source d'inspiration et d'animation de notre vie **militante** (et non pas de notre vie privée personnelle!).

Voilà le critère général avec lequel nous devons examiner les événements du passé, sans nous dispenser, évidemment, de distinguer et de séparer ce qu'il y a de **caduc** et ce qu'il y a de **vivant** dans l'histoire de la Fraction. Mais cela nous le faisons en tirant un bilan dans lequel même les dérapages ont leur sens, dans la mesure où nous réussissons à en tirer des enseignements utiles, des confirmations sur les moyens de les éviter ou de les surmonter.

Il est possible de relever une évolution relativement claire: la Fraction naît avec des positions très nettes, très précises; puis, vers la moitié des années trente, sous le poids de la situation extérieure, commencent à apparaître des déviations, même si certaines peuvent se deviner dans les années précédentes. Mais la Fraction continue, avec ses **mérites historiques** que nous devons revendiquer face à tous les autres - car personne, pas même Trotsky, n'est resté indemne - en maintenant une **continuité** qui a été sa force véritable.

S'il fallait synthétiser les mérites fondamentaux de la Fraction, ceux qui représentent son enseignement véritable, nous les résumerions dans les points suivants:

**Le premier point**, c'est d'abord la compréhension que la question fondamentale, celle qui changeait tout, était la question du parti. Rien n'était possible si le parti de la révolution n'était pas reconstitué, le parti guide de la préparation révolutionnaire et ensuite, évidemment lorsque la situation est plus avancée, guide de la révolution prolé-

tarienne. Mais c'est aussi et surtout la compréhension que la reconstitution du parti ne se fait pas par des expédients, par des manoeuvres et des contre-manoevres, par les compromis et la conciliation, en accouplant des organisations de nature différente, en rassemblant des morceaux de gauche socialiste avec des fragments de gauche communiste d'origine indéterminée, comme Trotsky l'a malheureusement fait au cours des années trente; la compréhension que le parti ne pourrait renaître - et il ne pouvait le faire à ce moment - que sur la base d'un seul courant historique, et non par le rassemblement de plusieurs courants différents qui ne se rapprochent que pour des raisons contingentes, voire de boutiques, et qui ne sont maintenus réunis que par la force de la personnalité d'un Trotsky.

**Le deuxième point**, qui est pour nous tout aussi fondamental, est la compréhension constamment réaffirmée que le parti ne pourrait renaître que dans une lutte tenace non seulement contre le stalinisme, non seulement contre la social-démocratie, c'est-à-dire contre ce qu'on appelait alors le centrisme et contre le réformisme classique, mais en général contre la démocratie. Il ne faut pas oublier que c'est alors la grande revanche de la démocratie; battue en 1919, 1920, 1921, 1922 dans le mouvement ouvrier, la démocratie y revient en grande Marianne avec sa robe et son bonnet phrygien et elle célèbre son triomphe avec les Fronts Populaires, la guerre d'Espagne, le passage de l'Internationale aux positions du parti français des années vingt - du parti **socialiste** français, qui ne se réclamait pas des traditions marxistes, mais des traditions de la Grande révolution, des traditions jacobines, plébéiennes, démocratiques, des traditions bourgeoises typiquement françaises. Dans cette période où tous, d'une façon ou d'une autre, se laissaient influencer par la démocratie, que ce soit dans les formes les plus obscènes chez le stalinisme, ou de façon voilée, et avec toutes les raisons que là aussi il faut comprendre, chez Trotsky, la position de nos camarades a été à l'inverse, du début à la fin, nettement **anti-démocratique**. Ils ont maintenu **clairement** et sans hésiter ce fil de notre tradition de parti, qui était aussi la tradition de l'Internationale Communiste.

**Le troisième point** est la compréhension que le problème du parti est un problème non national mais **international**; sur ce point là aussi il est possible de faire la différence avec le mouvement trotskyste. Nous y reviendrons plus loin, en mettant en évidence que Trotsky, bien qu'il ait été indéniablement un grand défenseur de l'internationalisme prolétarien, tomba dans les années trente dans une certaine restriction de son horizon international, et nous indiquerons pour quelles raisons.

Le travail pour ce rapport nous a permis d'aller au delà des informations très générales que nous avons pu donner jusque là et de dégager quelques éléments fondamentaux qui seront utiles pour comprendre l'évolution de la Fraction, liée à l'évolution

des événements à l'échelle internationale. Il faut reconnaître que nous avons toujours privilégié dans notre travail les années 20, les années glorieuses du mouvement prolétarien, au détriment des années trente où les lacunes sont nombreuses. Il faudra d'une façon ou d'une autre arriver à donner un cadre d'ensemble de cette période, et le travail sur l'histoire de la Fraction pourra servir un peu de fil conducteur pour suivre les événements qui se sont déroulés alors. Nous nous contenterons ici de donner quelques indications très rapides afin de faire comprendre aux camarades que l'évolution de la Fraction était déterminée par une situation historique bien précise, par des événements qui lui donnent la justification de sa façon d'être, **mais aussi**, malheureusement, trop souvent de **ne pas être**, suffisamment bien orientée.

### La lettre à Korsch

Mais pour cela il nous faut d'abord revenir un peu à la lettre d'Amadéo au communiste allemand oppositionnel Korsch (3), et pour une raison très simple: en 1926, à un moment où le débat dans le parti russe et, dans une moindre mesure, dans l'Internationale bat son plein, cette lettre fixe des points fondamentaux pour la question que nous traitons aujourd'hui: non l'analyse de la situation en Russie, la mesure dans laquelle elle est encore socialiste, etc., mais sur la voie que pourrait prendre la reconstitution d'un courant international de gauche. Amadéo, en polémique avec Korsch, affirme avant tout ceci: vous m'invitez à prendre l'initiative d'un gauche internationale; j'en serai très heureux s'il existait réellement une gauche internationale, si nous ne nous trouvions pas à l'inverse devant des courants qui ont des origines diverses, des traditions idéologiques diverses, des degrés de maturation divers et qui encore besoin de décanter tout un tas de positions plus ou moins précises, avant de pouvoir se confronter les uns avec les autres. Il faut éviter, poursuit Amadéo, de refaire l'erreur de l'Internationale - erreur non au sens banal, mais en tant que faiblesse historiquement déterminée, devons nous ajouter - qui a été de naître plutôt comme une fédération de partis, et de partis non homogènes, que comme un mouvement unitaire. Si un courant de gauche non lié à la contingence, mais cherchant à surmonter les hauts et les bas des situations et à tracer une ligne continue au delà des oscillations de la conjoncture, doit renaître, cela ne sera possible que comme mouvement unitaire. Que faire alors? Chacun de nous, dans les divers pays doit s'efforcer de systématiser les raisons de son opposition au stalinisme. Quand ce sera chose faite, quand dans les divers pays il y aura des forces qui auront fait leurs preuves, à la différence de 1919 ou 1920 où des partis non réellement communistes adhèrent à l'Internationale, seulement alors, quand nous serons sûrs que se sont dégagées des forces qui sont sur la ligne de Marx Engels et Lénine, il

sera possible de parler de travailler ensemble. Pour l'instant chacun de nous doit s'efforcer de se dégager de la contingence et se déterminer clairement face à une vision qui est globale; il ne peut pas y avoir une gauche allemande qui naît en 1926 pour toute une série de raisons contingentes, pour une série d'événements qui l'ont fait passer d'une position de droite à une position de gauche. Il faut remonter à toutes les causes qui ont conduit à la situation actuelle, à la dégénérescence de l'Internationale, à l'écroulement du parti russe. Ce n'est que si ce travail est fait qu'il sera possible de constituer un courant international de gauche non fictif; sinon ce ne sera pas possible, qu'on le veuille ou non.

Ensuite Amadéo, en cohérence avec son analyse de la situation en Russie - qui, **sur ce point**, était aussi celle de Trotsky et de l'opposition russe - affirme qu'il ne faut pas quitter le parti, quitter l'Internationale, y compris en **subissant** tout ce qu'il y a de mécanique, d'odieuse dans la discipline qui y est imposée. Il faut y rester parce que ce n'est que là qu'il est possible d'influencer - à condition d'en avoir la force, bien sûr - les masses qui sont substantiellement communistes. Donc ne pas rompre avec l'Internationale tant que nous n'en serons pas expulsés, ou tant qu'elle ne sera pas définitivement passée à l'ennemi, auquel cas évidemment il ne saurait être question d'y rester même si on nous demandait humblement de demeurer au sein de notre sainte-mère l'Eglise.

Nous avons voulu rappeler quelle était la position définie par Amadéo, parce c'est fondamentalement la position suivie par la Fraction par rapport à Trotsky surtout et par rapport aux constructeurs de parti en chambre, à ceux qui s'imaginent qu'il est possible de créer le parti à froid et avec des matériaux hétérogènes.

### Naissance de la «Fraction de gauche de l'Internationale»

La lettre à Korsch date de 1926; la Fraction naît en avril 1928 dans la région parisienne, plus précisément à Pantin. Les camarades de la Fraction qui étaient rentrés en Italie pendant la guerre parlaient de ce Pantin comme d'une Mecque, comme quelque chose d'extraordinaire. A la lecture, les documents apparaissent beaucoup plus modestes; mais si on les relie à notre perspective comme nous avons essayé de le dire plus haut, alors ils revêtent effectivement toute leur importance.

Au VI<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'Internationale, le dernier auquel il participa, Amadéo s'exclama dans l'une de ses interventions: vous vous en prenez toujours à Bordiga, Bordiga-ci, Bordiga-là, en réalité nous sommes un courant, pas un seul individu; nos camarades à l'étranger représentent non une minorité insignifiante mais un véritable courant, une réalité qui va bien au delà de ma personne. En un sens, l'émigration italienne est un peu comme la

diaspora juive; les camarades qui sont partis travailler à l'étranger, que ce soient des réfugiés politiques ou des ouvriers à la recherche de travail, ont continué à oeuvrer pour le communisme et à diffuser les traditions du parti communiste d'Italie (4).

Les membres de la Fraction étaient au nombre de deux cent environ, organisés en quelques sections: deux sections en France (Paris et Lyon), une section à Bruxelles, une section à Berlin dirigée par Ersilio Ambrogi jusqu'en 1934, moment où il se réfugia en Russie et où il fit partie de ceux qui capitulèrent (il n'est pas difficile de comprendre comment les gens pouvaient capituler à cette époque); nous le rappelons simplement parce de 1928 à 1934 il milita dans la Fraction. Il y avait enfin un petit groupe aux Etats-Unis.

Ce qui est intéressant pour nous, y compris à l'heure actuelle où ne pouvons pas nous vanter d'être plus nombreux que les camarades de la Fraction; ils ne représentaient certainement pas une force capable de bouleverser le monde, surtout dans la situation très défavorable d'alors. Mais ils inspiraient pourtant une peur bleue au parti italien. Le 19 avril Germanetto écrivait à Iaroslavsky, un des bras droits de Staline, une lettre dans laquelle Ercoli (Togliatti) au nom du P.C. d'I. demandait désespérément l'aide du parti frère contre ces maudits bordiguistes, contre cette peste répandue dans le monde entier. Humblement, comme il sied à tout bon bureaucrate, Germanetto et Ercoli par son intermédiaire demandaient, non l'envoi des troupes russes comme certains l'ont fait plus tard, mais au moins le bras de fer du parti russe:

*«La lutte que notre parti doit mener contre les débris de l'opposition bordiguienne qui tente d'organiser comme fraction tous les mécontents, est très difficile. Nous devons lutter contre ces gens dans tous les pays où il y a l'émigration italienne (France, Belgique, Suisse, Amérique du nord, Amérique du sud, etc). Pour nous c'est impossible de mener cette lutte si nos partis frères nous aident pas. Jusqu'à présent [et là nous tombons dans le pathétique] cette aide nous n'avons pas eu. Les Partis Communistes de France et de Belgique, qui ont traité à fer et feu ces fractionnistes, traitent avec des gants de velours les fractionnistes du P.C. d'Italie émigrés et membres des deux partis. Nous ne croyons pas qu'en URSS cela se passera dans la même manière. Si le Parti Communiste de l'URSS ne prend pas des mesures qui obligent les fractionnistes italiens à souscrire une capitulation complète, qui puisse être publiée sur notre presse ou bien communiquée à nos cellules, nos «gauchistes» diront dans tous les pays de l'émigration que le P. C. de l'URSS n'a pas voulu condamner la «gauche italienne» et que notre parti seul [allez savoir pourquoi!] sans l'appui du P.C. de l'URSS et de l'Internationale Communiste veut cette*

*lutte. Notre bataille sera beaucoup plus difficile.*

*Le P.C. d'Italie demande au P.C. de l'URSS aide pour continuer cette lutte, déjà difficile et qui peut le devenir davantage si on a des faiblesses. Notre parti n'a rien d'autre à dire. Réclame seulement qu'on use du maximum de rigueur.*

*Jusqu'ici c'est la lettre du cam. Ercoli, qui a voulu souligner la situation particulièrement difficile du travail et de la lutte contre le fractionnisme de l'émigration. (...)*» (5).

Puis il termine la lettre de la façon bureaucratique habituelle, c'est-à-dire qu'il ne se contente pas de signer seulement Germanetto, mais il ajoute: «Membre du Comité Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge et du Comité Central du Parti Communiste d'Italie». Il aligne tous les galons, toutes les distinctions pour que Iaroslavsky comprenne bien que ce n'est pas un va-nu-pieds quelconque, mais quelqu'un de haut placé qui écrit cette supplique officielle à Moscou...

Il n'est pas inutile de remarquer à quel point un petit nombre de militants pouvait épouvanter un grand parti. Nous pouvons parfaitement penser que de la même façon aujourd'hui les révolutionnaires malgré leur nombre extrêmement réduit peuvent épouvanter les gigantesques organisations avec toutes leurs relations internationales et tout l'appui de l'Etat.

### La «troisième période»

Lorsque les camarades se réunissent à la Conférence d'avril à Pantin en 1928, la scène internationale a sensiblement changé par rapport à la lettre de Bordiga à Korsch. Il est important de rappeler ce qui est arrivé entre-temps car les camarades y font continuellement référence; ils expliquent que c'est là la raison pour laquelle ils se constituent en fraction, ce que Bordiga s'était toujours refusé de faire pendant sa longue lutte au sein de l'Internationale. A la fin de l'année 1927 le XV<sup>e</sup> Congrès du parti avait vu l'expulsion de Trotsky et de tous les membres de l'opposition. Au printemps 1928, avant que se tienne la conférence de Pantin, s'était réuni le IX<sup>e</sup> Plenum de l'Internationale (*Plenum* est la nouvelle appellation qui remplace à un certain moment celle d'*Exécutif Elargi*). Il décide que désormais une des conditions d'admission à l'Internationale est le rejet officiel et solennel du trotskysme; c'est en quelque sorte une **vingt-deuxième condition d'admission**! En juillet-août va se réunir le VI<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale qui ne sera pas l'occasion de l'un des innombrables tournants connus auparavant, mais qui aura une valeur historique en ce sens qu'il clot toute une période et en ouvre une autre, même si les choses ne sont pas encore aussi clairement dites qu'au Xe Plenum (printemps 1929). Au VI<sup>e</sup> Congrès commence l'ère des «découvertes». Boukharine et surtout

Staline «découvrent» que le capitalisme n'est pas aussi stable que l'on disait précédemment, et en même temps ils «découvrent» que la social-démocratie est le «frère jumeau» du fascisme, le «social-fascisme». C'est la «découverte» que le capitalisme est entré dans une «troisième période»: selon cette chronologie, la «première période», de 1917 à 1923 avait été celle de sa «crise aiguë»; une deuxième période, dite de «stabilisation» y avait succédé, et l'on était maintenant entré dans une nouvelle période, de «radicalisation des masses». Jusqu'alors, et tout particulièrement dans la phase la plus récente, l'Internationale avait mené une politique ultra-démocratique. Elle découvre maintenant que la social-démocratie constitue non seulement un danger menaçant, mais encore un danger à mettre sur le même plan que la menace fasciste. Pour les dirigeants de l'Internationale, social-démocratie et fascisme sont substantiellement **la même chose**; ils doivent être combattus avec les mêmes armes et **abattre l'un** signifie **abattre l'autre**: renversons la social-démocratie et nous aurons du même coup abattu aussi le fascisme.

Nous n'exagérons pas: ce sont là exactement les affirmations officielles; et les directives et les indications pratiques données aux partis suivent fidèlement cette orientation. Les militants ouvriers des partis sociaux-démocrates doivent être pratiquement traités comme des militants fascistes; les organisations syndicales dirigées par des sociaux-démocrates doivent être abandonnées. Donc scissions syndicales, créations artificielles de syndicats rouges ne regroupant que de toutes petites minorités de prolétaires alors que les masses ouvrières présentes dans les syndicats traditionnels étaient abandonnées entre les mains des directions réformistes, bref une fracture ouverte au sein du mouvement ouvrier qui eut les conséquences désastreuses que l'on connaît en Allemagne. Il ne s'agit pas de reconnaître ce que nous n'avons jamais cessé d'affirmer, à savoir que la social-démocratie est une arme de l'ennemi, il s'agit de considérer les militants qui y appartiennent comme quasiment des gardes blancs contre lesquels il faut mener une lutte ouverte, une lutte au couteau.

Au cours de ses tournants l'Internationale passait naturellement d'une position à l'autre avec une extrême facilité, avec une extrême légèreté et surtout avec une extrême approximation. L'argumentation théorique, la justification des tournants se réduisait à des phrases générales, à des slogans.

Il est inévitable que les historiens, les universitaires et en général nos adversaires politiques, aient maintes fois affirmé que la politique de l'Internationale dans sa fameuse troisième période, ou au moins sa théorie du «social-fascisme», aient été des positions proches des nôtres.

La vérité est tout-à-fait différente, et ce n'est pas l'un des moindres mérites de la Fraction à l'étranger d'avoir ouvertement affirmé qu'elle était

opposée à ces orientations. Notre position était substantiellement différente de celle de l'Internationale: la reconnaissance que la **fonction** de la social-démocratie est **convergente** avec celle du fascisme, n'a jamais signifié que social-démocratie et fascisme étaient la même chose et qu'ils devaient être combattus de la même façon. Il faut noter ici que le parti italien ne se rangea aux théorisations du social-fascisme qu'avec un certain retard par rapport aux autres partis. Il y eut indubitablement en son sein une certaine résistance aux directives de l'Internationale. Mais ce fut une résistance **de droite**, liée au fait que le parti s'était tellement avancé dans l'orientation ultra-démocratique précédente qu'il lui fallut un certain temps pour accomplir le tournant, malgré toute l'élasticité d'un Togliatti. Dans les années 1927 et 1928 le parti avait mis en avant la perspective de l'*Assemblée constituante*: selon lui la situation en Italie allant déboucher sur une période démocratique, il fallait faire de l'agitation pour une constituante républicaine, tout devait tourner autour de la défense et de la renaissance de la démocratie contre le fascisme. Ce n'est qu'au dixième Plenum que le parti s'aligna sur les positions de l'Internationale; il effectua alors un virage à 180°, abandonnant toute perspective d'une étape démocratique et affirmant que la chute du fascisme ne pourrait que déboucher sur la dictature du prolétariat. Il était désormais considéré impossible qu'un régime démocratique puisse succéder au fascisme, expression suprême du capitalisme, car cela reviendrait à admettre un retour en arrière de l'histoire. Et comme le fascisme ne pourra s'écrouler que par l'action des masses prolétariennes en révolte, la dictature du prolétariat en était la conséquence assurée.

Partant de constatations sans doute justes (si nous mettons de côté la démagogie sur les luttes en Italie), ces analyses arrivaient à des conclusions on ne peut plus erronées. Notre courant avait toujours soutenu que le fascisme est le stade suprême de l'évolution du capitalisme. Mais il n'en avait jamais déduit que des retours à des formes démocratiques étaient impossibles; il avait soutenu au contraire que c'était une possibilité (et mis en garde le parti que la direction entraînait vers des alliances avec les démocrates contre cette possibilité), étant bien clair que cette démocratie reprendrait à son compte nombre de méthodes fascistes pour défendre l'ordre établi. Nous constatons malheureusement aujourd'hui à quel point la démocratie est beaucoup plus stable, beaucoup plus coriace et difficile à abattre que le fascisme.

La Fraction affirmait donc qu'il était impossible d'exclure un retour à la démocratie. Elle disait même que la pire conséquence que l'on pouvait redouter du fascisme, est qu'il engendre une telle faim de démocratie que le plus probable est malheureusement que ce soit **la bourgeoisie** elle-même qui mette fin à ce régime lorsque ses méthodes auront épuisé leur efficacité; elle recourra alors



à la démocratie, bien consciente qu'elle pourra utiliser ce système pour réussir à duper encore mieux le prolétariat. Nous allons le démontrer en citant des résolutions de la Fraction.

### Contre la théorie du «social-fascisme»

Lors du Congrès de la Fraction du premier mai 1930, il y a une note intéressante pour ce qui est de la fameuse question du social-fascisme:

*«Ayant répété que pour abattre le fascisme il n'y a que la force du prolétariat, on ne peut cependant exclure que, dans le cours du mouvement prolétarien, le capitalisme fasse de nouveau appel à la démocratie et à la social-démocratie pour empêcher que le mouvement s'oriente vers l'insurrection et pour contenir et arrêter le mouvement dans une phase déterminée, sur la base du dilemme fascisme-démocratie». C'est ce qui est arrivé vingt ans plus tard. «Il reviendra lors au prolétariat communiste d'empêcher que les sanglantes tragédies se concluent, même provisoirement, par la mascarade démocratique».*

Quelques mois auparavant, la direction du PC d'Italie, peut-être parce qu'elle avait une peur bleue des bordiguistes, envoie Tresso (dit «Blasco» qui deviendra ensuite trotskyste et sera l'un des «trois» qui formeront la «Nouvelle Opposition Italienne» - une mascarade sur laquelle nous ne voulons pas nous arrêter ici - avant d'être assassiné par les staliniens français pendant la seconde guerre) rencontrer Vercesi (6), pour sonder l'opinion des bordiguistes. Tresso, qui bien entendu n'a pas révélé le but véritable de sa venue (7), l'interroge sur divers points:

- **La guerre.** L'Internationale soutenait alors que le monde capitaliste préparait la guerre avec l'URSS. Une des raisons du prétendu «tournant à gauche», de la «troisième période», de la théorie du social-fascisme, etc., était précisément la croyance que les puissances démocratiques, dont les gouvernements incluaient souvent des sociaux-démocrates, étaient sur le point d'attaquer l'Union Soviétique. Toute la grande campagne d'exaltation du stalinisme naissant était en grande partie basée sur l'agitation contre la guerre. A cela Vercesi répond clairement que toute cette agitation n'est que de la démagogie, qu'il n'y a aucun danger de guerre immédiat; bref il montre que l'analyse de la Fraction est infiniment plus réaliste que celle de ceux qui se prétendaient concrétistes, qui accusaient les bordiguistes d'avoir un point de vue abstrait, métaphysique!

- **La situation en Italie.** De la même façon, Vercesi répond négativement à la question de savoir s'il y a de grandes agitations de masse en Italie. Le parti avait lancé une grande campagne qui peignait l'Italie dans une situation pré-révolutionnaire: masses en mouvement, grèves, etc. En conséquence de cette exaltation démagogique qui

ne correspondait pas à la réalité, de jeunes militants étaient envoyés faire de l'agitation en Italie et, invariablement, ils finissaient très rapidement en prison. Vercesi est très clair: *«Ce sont des informations en grande partie exagérées, et le parti ferait beaucoup mieux de sauvegarder ses militants et de mener une action qui corresponde aux situations objectives, non démagogiquement déformées».*

- **Le social-fascisme.** Mais c'est surtout la dernière partie de la rencontre qui nous intéresse ici. Elle peut se résumer en trois points:

1) Vercesi nie que l'on puisse parler d'une transformation de la social-démocratie en social-fascisme. Le fascisme a sa fonction, la social-démocratie a la sienne propre; ce sont sans doute des fonctions convergentes pour la défense de l'Etat capitaliste, mais ce serait de notre part une grave erreur - parce que cela signifierait donner des indications tactiques erronées au prolétariat - de croire que ces deux fonctions sont mécaniquement identifiables, de croire que la social-démocratie soit devenue un social-fascisme. Les capitalistes ont tout intérêt à désorienter les prolétaires, c'est une raison de plus pour que les communistes ne participent pas à accroître cette confusion.

2) S'il est vrai que la classe qui renversera le fascisme est le prolétariat - d'un point de vue historique, général, dans le sens qu'il l'abattra pour toujours - il est tout aussi vrai que la bourgeoisie qui hier était démocratique, aujourd'hui fasciste, demain pourra redevenir démocratique.

3) Il n'est pas possible d'exclure que le développement de la crise capitaliste en Italie permette un retour à l'emploi des méthodes démocratiques ou, pour mieux dire, à l'Etat démocratique.

C'est donc une position complètement différente de celle prise alors par l'Internationale, complètement différente de celle qui nous est reprochée: l'identification mécanique entre les deux phénomènes que nous combattons, la social-démocratie et le fascisme.

### Les causes de la fondation de la Fraction

Les résolutions de la Conférence d'avril à Pantin sont très modestes et elles correspondent d'ailleurs étroitement à la situation d'alors. La Fraction naît avant tout comme un regroupement qui défend la gauche russe, persécutée par la répression et dont les militants sont envoyés les uns après les autres en exil. En dépit des divergences qui ne sont pas minces, la Fraction n'hésite pas à prendre nettement position en faveur de l'opposition russe, envoyant non seulement des messages de protestation au parti russe et à l'Internationale, mais publiant un beau manifeste de solidarité avec les opposants. La Fraction demande en outre que le VIe Congrès de l'Internationale à Moscou soit placé sous la présidence de Trotsky (inutile de dire qu'elle se faisait peu d'illusions sur la possibilité que

cette demande soit entendue)! Voici en effet quelles sont les demandes contenues dans le recours officiel des camarades de la Fraction au futur VIe Congrès:

1) La Fraction demande que les résolutions du XV<sup>e</sup> Congrès du parti russe qui a vu l'expulsion des membres de l'opposition et celles du IX<sup>e</sup> Exécutif Elargi soient discutées au Congrès en présence des camarades de l'opposition russe et sous la présidence de Trotsky.

2) Elle exprime la condamnation la plus catégorique des dites résolutions et l'expulsion de l'Internationale de ceux qui se solidarisent avec celles-ci.

La Fraction envoie au même moment une lettre au Comité Central du parti italien qui reprend nos positions fondamentales contre les perspectives démocratiques encore soutenues par le parti et qui réaffirme la nécessité de revenir aux positions originelles du parti. Cette lettre attaque en particulier les mots d'ordre d'une «*révolution populaire antifasciste*», d'un programme de gouvernement basé sur le contrôle des banques et de l'industrie, et de la «*lutte pour la liberté*».

Le Manifeste de la Fraction de Gauche de l'Internationale contient des phrases de ce genre:

*«Les militants de la gauche russe sont les militants de votre classe et s'ils deviennent des martyrs, ce seront des martyrs de votre classe. Proletaires, appuyez l'action que mènera la Fraction de gauche, sans illusions de succès immédiats mais inlassablement et sans trêve, parce qu'en dehors de cette action ou contre elle on ne lutte pas pour la révolution, mais on favorise ou on combat pour l'ennemi. Partout où se trouve un militant communiste doit se dresser la volonté indomptable d'empêcher que la répression ait raison des bolchéviks pour le plus grand avantage du capitalisme, et de guider le prolétariat russe à la victoire.*

*Pour la révolution communiste, vive Trotsky, vive la gauche russe, vive le prolétariat russe!»*

Mais pourquoi donc nos camarades se constituent en Fraction? Quelle justification donnent-ils à leur attitude? Il n'est pas utile de multiplier beaucoup les citations, même si les documents sont nombreux, parce que l'argumentation est fondamentalement la même jusqu'à la fin de 1933 et surtout 1935 au moment d'un Congrès de la Fraction où s'expriment les résultats quelque peu différents d'une systématisation théorique en cours depuis une certaine période.

De manière générale les camarades ont les positions suivantes: tant que, malgré les oscillations et malgré les phénomènes d'opportunisme qui y mûrissent, le parti reste encore un parti de classe, il ne doit pas exister de fraction organisée en son sein, même si bien entendu, il faut affirmer ses idées. Si à l'inverse l'opportunisme s'est emparé du parti au point de poser le dilemme: ou victoire définitive de celui-ci, ce qui signifie disparition des

possibilités de victoire révolutionnaire; ou le communisme révolutionnaire réussit à battre en brèche l'opportunisme et alors les possibilités de reprise révolutionnaire sont préservées, même si les chances de victoire révolutionnaire ne peuvent pas être immédiates. Dans une telle situation, qui n'est pas complètement figée parce qu'il existe encore dans le parti des forces qui réagissent ou qui peuvent réagir aux progrès de l'opportunisme, nous devons nous constituer en fraction. Ils nous expulsent? Et bien qu'ils le fassent, nous continuerons à nous appeler Fraction du Parti Communiste d'Italie et fraction de l'Internationale Communiste, car pour nous c'est encore notre parti, notre Internationale. Nous nous battons pour que des forces à l'intérieur du parti et à l'intérieur de l'Internationale reprennent nos positions et se battent pour chasser les opportunistes déclarés.

Voilà quelle est la position des camarades, et cette position est fondamentalement juste (nous ne parlons pas des théorisations qui naîtront par la suite); en tout cas elle est liée à une analyse de la situation internationale et de son évolution qui est fondamentalement acceptable. Dans une lettre adressée à Trotsky, les camarades écrivent:

*«Nous avons examiné la situation mondiale dans le cadre du cycle historique de la crise mondiale du capitalisme et de la révolution prolétarienne. Nous avons constaté la présence d'une offensive capitaliste au sein de laquelle les événements anglais et chinois paraissent avoir une importance décisive par rapport aux situations immédiates. C'est-à-dire que nous considérons que ces événements ont renforcé la position de la bourgeoisie dans le monde entier à un point tel qu'il n'est pas possible de compter sur l'éclatement immédiat d'une nouvelle vague révolutionnaire. En même temps nous avons estimé que les événements qui ont précédé le XV<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Russe, le VI<sup>e</sup> Congrès lui-même et le IX<sup>e</sup> Exécutif Elargi ont profondément modifié le cours de la crise du mouvement communiste.*

*Alors qu'auparavant nous avions constamment lutté pour la solution de cette crise par la voie normale des discussions à l'intérieur des partis, nous avons jugé qu'il était indispensable de passer à la constitution de la Fraction parce qu'il n'était plus possible d'arriver à une solution par la voie régulière; cette solution devait au contraire se produire comme résultat de la lutte de notre fraction organisée, en correspondance avec le cours de la lutte de classe».*

La différence par rapport à Trotsky est claire: celui-ci prône le redressement des partis parce qu'il pense que ce redressement est **possible** par la voie normale des discussions de Congrès, etc. Les camarades de la Fraction estiment que la situation est beaucoup plus **grave**, que le pourrissement et la dégénérescence des partis est beau-

coup plus avancée. C'est donc pour eux par une **lutte**, conduite y compris de l'extérieur mais en direction du parti, que pourront être libérées en son sein des forces saines, prolétariennes, capables de **reconquérir**, de l'arracher à l'opportunisme. Il ne s'agit plus simplement de **redresser** les partis comme pense Trotsky, ce qui ne supposerait qu'une simple discussion interne, un référendum, un vote à un Congrès.

Les deux raisons historiques invoquées en faveur de cette analyse sont indiquées dans le Bulletin n°1 (février 1931):

*«Pourquoi la victoire de l'opportunisme?»*

*A cause du fait que la révolution russe ne s'est pas unifiée avec la victoire révolutionnaire dans d'autres centres de l'économie capitaliste, surtout en Europe, à cause de ce que, en conséquence de l'absence de victoire révolutionnaire dans les autres pays, le problème central de la définition de la politique communiste dans les pays capitalistes, non seulement n'a pas été résolu positivement, mais a été résolu uniquement par la copie mécanique de la politique suivie en Russie avant la victoire. Cette solution a été obtenue en outre à travers une lutte sans merci contre notre fraction, le seul groupe qui préconisait l'examen de ce problème fondamental et qui présentait des solutions à ce propos, problème de la tactique, de la construction des partis, question syndicale, front unique, question agraire et des partis paysans, etc.»*

On voit ici une autre différence par rapport à Trotsky. Naturellement nous sommes d'accord avec lui que nous avons à faire à un phénomène international; la dégénérescence de l'Internationale et celle du régime russe sont étroitement liées à l'absence de diffusion internationale du mouvement révolutionnaire et à l'absence d'extension internationale de la révolution d'Octobre. Mais à ce phénomène de caractère objectif, s'ajoutent pour nous des aspects de caractère **subjectif**; à savoir le fait qu'il n'y ait pas eu la force et la capacité de répondre à l'isolement progressif de la révolution russe dont nous savons tous combien le **poids énorme** a joué sur l'Internationale, par des **directives** surtout tactiques et organisatives dans les différents pays pour pouvoir remonter le courant. Le problème n'était donc pas pour nous seulement le problème de reconstituer un mouvement international capable de venir en aide à la Russie, considérée **encore** comme un Etat encore récupérable par le prolétariat; donc pas seulement la reconstitution d'un réseau communiste et international, mais un travail de réexamen, de **bilan** de toutes les défaites du mouvement prolétarien depuis 1921, de façon à pouvoir donner aux partis de l'Internationale une indication qui ne soit pas mécaniquement la copie de la tactique suivie par les bolchéviks durant la révolution russe et par la suite, dans la guerre civile. Rien de nouveau là-dedans, mais la réaffirmation

de ce que nous avons dit dans l'Internationale, à savoir que les partis communistes d'Occident avaient besoin de quelque chose de plus que de ce qui découlait de l'enseignement d'une révolution double; et qu'il était nécessaire surtout pour ces partis de faire un examen beaucoup plus approfondi des questions fondamentales de la tactique communiste.

L'une des accusations que l'on nous adresse toujours, non seulement à nous mais aussi à la Fraction et peut-être de façon particulière à la Fraction, c'est de concevoir les choses de façon passive, de s'appuyer essentiellement sur l'évolution des faits externes, objectifs, de ne pas avoir cherché à intervenir comme force agissante, d'avoir théorisé une conception fondamentalement mécanique. Ceci peut être en partie exact pour la dernière période de vie de la Fraction, mais ce n'était certainement pas vrai au début. Au départ la Fraction a une vision essentiellement militante, extrêmement combative, et que l'on pourrait même dire un tantinet activiste, de son rôle - ce qui du reste est lié au caractère de l'époque encore marquée par de grandes batailles au niveau international. L'opposition russe se bat encore, les camarades ressentent justement le devoir d'intervenir, même s'ils ont une vision tout sauf optimiste de la situation internationale, sans parler de la situation italienne.

La Fraction conçoit donc son rôle non comme seulement celui d'un laboratoire de formation de cadres - ce qui est sans aucun doute l'un de ses rôles, et qu'elle revendique - mais comme celui d'une organisation de combat, comme une école de militantisme révolutionnaire avec son élément de volonté, d'affirmation, de lutte à introduire dans les situations objectives. Cet aspect est exprimé dans une belle formule que nous pouvons entièrement revendiquer, parce qu'elle est l'indication de ce que nous devons faire, sans aucune illusion pour autant de changer par la seule volonté les situations objectives:

*«Nous, Fraction de gauche, nous pensons que nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer»:* la Fraction sait que les lendemains ne se préparent pas tous seuls, que l'avenir se prépare au travers d'une **dure lutte dans le présent**.

Une autre petite citation pour montrer que le fatalisme si souvent reproché lui était étranger:

*«La victoire révolutionnaire n'est pas le résultat de mille défaites qui seraient mécaniquement suivies par le mouvement insurrectionnel du prolétariat.»* (nous avons répété que toutes les défaites enseignent quelque chose, qu'elles peuvent être transformées en un élément utile; mais la victoire révolutionnaire ne vient pas automatiquement parce qu'après beaucoup de défaites nous aurions beaucoup appris) *«La victoire révolutionnaire est à l'inverse le résultat de la "volonté"»* (les guillemets sont là pour rappeler que ce n'est pas un fait purement volontaire) *«de*

*l'avant-garde communiste qui, si elle a été mille fois trahie, trouvera dans cette expérience la base de construction d'un organisme qui devant une situation révolutionnaire, devant une avancée des masses saura dire à celles-ci comment il faut résoudre la question de la destruction de l'appareil capitaliste et de l'instauration de la dictature du prolétariat».*

Une polémique oppose même Vercesi à un autre camarade qui soutenait des positions de type fataliste (ce sont les conditions économiques qui créent le parti, qui créent la Fraction, il n'y a rien d'autre à faire qu'à attendre que la situation objective crée automatiquement en quelque sorte l'organe-parti). Vercesi répond qu'il n'y a aucun doute que la situation objective a un rôle dans la naissance de l'organisation politique, mais qu'il y faut aussi un facteur de volonté, un facteur de **décision**, d'intervention active, qui ne doit pas être sous-évalué. Nous avons toujours dit que c'est d'ailleurs là un des éléments du parti qui est un phénomène de conscience et de volonté, qui ne peut ignorer les conditions objectives, mais qui doit leur appliquer le levier d'une intervention de nature volontaire, bien que non volontariste.

Nous pouvons lire dans une résolution de décembre 1930 - deux ans après la fondation de la Fraction, deux ans ou cours desquels elle a dû donné des réponses précises sur les événements qui se succédaient à l'échelle internationale, ainsi qu'une définition précise de sa propre nature, de sa propre raison d'être - la raison de la transformation du courant en fraction.

*«Le courant au sein du parti se transforme en Fraction quand le développement des forces étrangères et adverses a obtenu des succès tels qu'ils menacent les bases mêmes de l'organisation prolétarienne»* (ces bases sont menacées, donc elles ne sont pas encore détruites). *«Le jeu des tendances est l'écho des mouvements de classe, l'opportunisme représente la politique orientée vers la préparation de la faillite du parti face à la situation révolutionnaire. La gauche représente la politique qui veut s'appuyer sur les répercussions des mouvements de classe dans la perspective de liquider l'opportunisme pour préparer la victoire du parti dans ses objectifs fondamentaux. A la lutte entre les courants succède la lutte entre les fractions qui deviennent le reflet au sein du parti des intérêts des classes ennemies, du capitalisme et du prolétariat. L'opportunisme reflète les intérêts de la bourgeoisie, la gauche reflète les intérêts du prolétariat.*

*A la lutte entre les fractions succède la lutte pour la construction du parti quand l'opportunisme devient l'agent direct de l'ennemi dans le camp prolétarien».*

Selon la Fraction, et c'est du reste aussi l'analyse de Trotsky, nous n'en sommes pas encore là; l'opportunisme stalinien n'est pas encore un agent

direct de la bourgeoisie au sein du prolétariat et il y a donc encore une possibilité de sauver le parti, de sauver l'Internationale, par une lutte **de l'extérieur** du parti et de l'Internationale, s'il n'est plus possible de mener celle-ci à l'intérieur.

\* \* \*

Dans le même temps la Fraction donne une grande importance au **développement de la lutte syndicale**. C'est là aussi un point sur lequel la Fraction a maintenu jusqu'en 1937 les positions classiques de notre courant (en 1938 elle commence à osciller) sur la question syndicale: il faut rester dans les syndicats, il faut mener une activité intense dans les organisations de défense économique existantes. Si l'on constitue, comme c'est nécessaire de la faire, des **fractions syndicales**, cela doit être fait à l'intérieur des organisations dirigées par les sociaux-démocrates et en menant une action qui soit étroitement liée aux intérêts de vie et de travail de la classe ouvrière. Les points indiqués dans la résolution sont les suivants:

Travailler attentivement avec un ferme esprit classiste dans les syndicats; promouvoir et renforcer la formation d'une saine opposition unitaire révolutionnaire; combattre ouvertement toute les manoeuvres et les obstacles qui gênent la clarification et l'orientation classiste, ne pas accepter de partage des responsabilités dans les organes dirigeants où règne une politique de négation du développement révolutionnaire; intervenir de façon autonome dans toutes les agitations en les préparant et en les orientant vers les objectifs réels, immédiats et finaux, de la classe.

Pour comprendre la portée de ces indications, il faut se souvenir qu'à ce moment la politique de l'Internationale et donc du parti en Italie comme ailleurs, était de créer des organisations syndicales **en dehors** des grands syndicats dirigés par les sociaux-démocrates, et lorsqu'un travail était mené à l'intérieur de ceux-ci, de le faire non avec l'objectif de la reconquête du syndicat comme syndicat de classe, mais sur la base de la constitution de comités d'usine, de conseils d'entreprise, etc.; bref, dans un cas comme dans l'autre, l'action de l'Internationale se menait en dehors des organisations syndicales qui regroupaient encore les grandes masses prolétariennes.

Pour donner un petit exemple de la position très claire et très lucide prise par la Fraction face à la situation internationale, citons sa réaction sur trois points qui regardent les attitudes typiques de l'opportunisme, stalinien ou non.

Le premier point est la critique de la **conception mécaniste** des théoriciens du «tournant à gauche» de l'Internationale pour qui les crise économique doit entraîner de manière quasi-**automatique** une réponse révolutionnaire du prolétariat: comme la crise avait éclaté en 1929, il fallait donc s'attendre à ce qu'elle produise mécaniquement,

inévitablement, la lutte prolétarienne. Notre courant a très souvent été accusé de défendre une telle conception «fataliste», mécaniste, économiste, qui est une caricature de la conception déterminisme marxiste de l'histoire. La citation suivante montre que la Fraction combattait ce type de positions qui était propre à nos **adversaires**:

*«Mais, s'il est vrai que la période impérialiste est précisément celle qui doit se conclure comme période historique par la guerre ou la révolution, il est tout aussi élémentaire que pour arriver à l'une ou l'autre de ces solutions du dilemme, le facteur essentiel est représenté par l'existence d'une organisation vraiment communiste du prolétariat qui puisse faire face au bloc des organisations ennemies qui, à la veille de la solution définitive constituée par l'insurrection du prolétariat, sont dévastées par une crise qui fracasse le fonctionnement de l'appareil répressif anti-prolétarien.»*

*«L'aggravation de la situation économique, la crise, et les multiples aspects de la crise actuelle qui excluent une solution pacifique, posent de manière évident les prémisses d'une modification de l'état actuel des rapports de force. C'est-à-dire qu'ils posent les conditions pour les batailles de classe, mais ils ne déterminent pas l'issue de ces batailles; et le fait que l'économie prolétarienne est appelée à succéder à l'économie capitaliste, ne signifie pas du tout que lorsque les contradictions sur lesquelles est basée l'économie bourgeoise en arrivent au point de provoquer la faillite de l'appareil productif, la classe prolétarienne doit inévitablement gagner la bataille. Ce qui décide en définitive du sort de la bataille, c'est le parti de classe du prolétariat et sa capacité de déloger l'ennemi de la fonction qu'il défend par la violence et la corruption, de détruire son appareil de domination et d'instaurer la dictature du prolétariat, première condition indispensable pour donner au mécanisme productif la possibilité de fonctionner au rythme des forces engendrées par le développement de la technique et de l'économie.»*

Nous pouvons ajouter une phrase encore: *«Quand on dit que la situation italienne est sans issue,»* chose entendue tant de fois et que parfois nous même nous avons répété dans notre propagande, mais qui n'est pas absolument correcte du point de vue général, *«on dit une chose parfaitement juste si on veut signifier qu'il n'y a pas de possibilité de régénérer l'organisation économique, de la faire sortir du cycle vicieux où les circonstances et les rapports de forces des groupes impérialistes l'ont conduite.*

*Mais on dit une chose absolument fautive»* et cela, il nous est facile de le comprendre, nous qui

vivons dans une période de crises, *«si on veut par là arriver à la conclusion social-pacifiste que le capitalisme est en train de creuser sa propre tombe»*. Cette tombe, c'est nous qui devons la creuser, non pas en tant qu'individus ni même en tant que parti (**seulement** en tant que parti), mais c'est la **classe ouvrière** qui doit creuser cette tombe, qui, dirigée par son parti de classe, doit savoir mettre à profit les conditions objectives qui se sont créées pour renverser le capitalisme.

(A suivre)

(1) Le lecteur peut se reporter à l'étude *«Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les mots d'ordre démocratiques»*, parue sur *«Programme Communiste»* n° 84-85.

(2) cf *«Il Programma Comunista»* n°14, 18/7/56.

(3) La lettre d'Amadéo Bordiga à Karl Korsch (octobre 1926) est reproduite sur *«P. C.»* n° 68, dans le cadre de l'étude sur *«La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale»*. Le groupe *«Kommunistische Politik»* de Korsch suscitait quelques doutes en raison de ses oscillations: *«Quant aux allemands, il y a quelques divergences entre eux et nous, dont celles dont tu t'es bien aperçu. Ils mettent sans doute beaucoup de bonne volonté à se faire influencer par nous, mais ils sont trop enclins à se compromettre. Ils ont fait de curieuses manoeuvres avec le groupe de Fischer [l'ancienne dirigeante zinovéviste du PC allemand], ce que je désapprouve. Puis ils se sont précipités pour se solidariser inconditionnellement avec l'opposition russe, en reconnaissant Trotsky plus à gauche que Zinoviev, bien qu'auparavant ils le jugeaient à droite; maintenant ils sont indignés de leur soumission (contre laquelle ils voudraient un manifeste international, ou au moins que nous relevions le drapeau abandonné par eux). Je suis résolument pour une ligne d'attente»* Lettre de Bordiga à Pappalardi, 28/10/1926. cf *«A. Bordiga, Lettere 1925-1926»*, *«Quaderni Pietro Tresso»* n°14, nov. 1998. Quelques jours plus tard, à la suite d'une tentative d'assassinat contre Mussolini le 31 octobre, la répression fasciste se déchaîne; Bordiga, en fuite, est arrêté le 20 novembre, ce qui met fin évidemment aux contacts internationaux.

(4) Ces interventions au VI<sup>e</sup> Exécutif Elargi sont reproduites sur *«P. C.»* n°69-70.

(5) Lettre écrite en français. cf Michel Roger, *«Histoire de la Gauche italienne dans l'émigration: 1926 - 1945»*, p. 142, 143. Thèse de Doctorat, E.H.S.S., Paris 1981., d'où nous avons repris d'autres citations.

(6) Vercesi (pseudonyme d'Ottorino Perrone) était le principal animateur de la Fraction, après avoir été à partir de 1924 *«l'organisateur technique et l'âme de la Gauche»* dans le parti». Voir *«En mémoire d'Ottorino Perrone»*, *«P.C.»* n° 1 (oct.-déc. 1957).

(7) Officiellement la rencontre de Tresso durant l'été 1929 est motivée par une mise en garde contre les agissements d'un provocateur fasciste, mais en fait la direction du parti dont il était membre voulait avoir des renseignements de première main sur les positions des *«bordiguistes»*. En 1930, un mois à peine après avoir voté l'exclusion de Bordiga du parti, Tresso passe à l'opposition avec 2 autres dirigeants du parti; ces «trois» forment alors la *Nouvelle Opposition Italienne* qui est immédiatement accueillie dans les rangs de l'organisation trotskyste internationale et reconnue comme sa section italienne. cf *«Vita di Blasco»*, Odeonlibri 1985, p. 83. Le compte-rendu de la rencontre de Tresso avec Perrone se trouve sur les *«Annali Feltrinelli»*, 1966, p. 938, 939 et 940.

---

# Histoire de la Gauche Communiste

## LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (3)

*Nous terminons ici la publication du rapport présenté par la Fraction communiste au Congrès de Livourne du Parti Socialiste Italien (15-21/1/1921) sur l'orientation politique du parti, rédigé par Bordiga et Terracini, dont la première partie a été publiée sur le n° 95 de «Programme Communiste». Nous reproduisons en annexe au texte trois articles publiés par «Il Comunista», l'organe de la «Fraction communiste».*

*Le chapitre 5 ci-dessous retrace la trajectoire du parti socialiste en Italie afin de montrer combien est imméritée la réputation qui lui a été faite pour ne pas avoir soutenu la guerre impérialiste, à la différence de l'écrasante majorité des autres partis de la deuxième Internationale, et pour avoir adhéré à la IIIe Internationale lors de sa fondation. C'est en effet en s'appuyant sur ces mérites usurpés que le centrisme procède au sauvetage du réformisme, sous prétexte d'assurer l'unité du parti et de garantir son efficacité dans la révolution et, surtout, après la révolution. Ce chapitre et celui qui suit constituent une synthèse efficace du cours des événements dans la péninsule et de leurs retentissements sur le parti socialiste.*

### 5. Les expériences historiques de la lutte de classe en Italie.

En abordant maintenant plus directement les questions qui regardent le mouvement socialiste italien, nous nous proposons de démontrer qu'il faut tirer, des expériences propres de notre parti, les mêmes conclusions que celles qui découlent de la situation internationale.

Le mouvement des tendances et la solution des problèmes tactiques dans le Parti Socialiste Italien avant la guerre présentaient des différences notables par rapport à d'autres partis de la IIe Internationale. Jusqu'en 1911 le parti italien glissait lui aussi à toute allure sur la pente du réformisme et de la collaboration des classes, vers la participation ministérielle. Mais il existait un courant de gauche dans ses rangs: il fut en particulier galvanisé par le danger que le Parti se compromette définitivement en adhérant à l'entreprise militaire en Libye (et qui était en même temps un nuage annonciateur de la tempête guerrière qui s'épaississait sur l'Europe et que la politique italienne précipita dans les Balkans).

Au Congrès de Reggio d'Emilie en 1912 l'orientation réformiste et possibiliste était battue par la Fraction «Révolutionnaire intransigeante», qui obtenait l'expulsion des députés qui avaient commis des actes de reconnaissance du régime bourgeois monarchique et d'adhésion à la guerre de Tripoli.

Absorbé par la discussion orageuse de ces expulsions, le Congrès, après l'appel nominal, considérait comme approuvé l'ordre du jour Lerda où était synthétisée l'attitude théorique et tactique de la fraction révolutionnaire. Entre autres choses l'ordre du jour affirmait que ceux qui admettaient la participation au pouvoir dans un régime bourgeois n'avaient pas leur place dans le parti.

Mais cette formule ne fut pas appliquée.

Les réformistes possibilistes du Parti se divisaient alors en deux courants: les réformistes de droite, partisans de Bissolati, qui soutenaient la participation immédiate au pouvoir dans un ministère démocratique; et les réformistes de gauche, partisans de Turati, qui ne repoussaient pas par principe une telle tactique, mais déclaraient que dans la situation contingente d'alors ce n'était pas le moment de l'appliquer, et qu'il fallait au contraire suivre l'attitude intransigeante défendue pour des raisons théoriques par la gauche du Parti. Seuls les premiers furent exclus.

Cependant le Parti continuait son évolution à gauche lors du Congrès suivant d'Ancone en avril 1914, en étendant la tactique intransigeante aux élections municipales et aux ballottages et en affirmant l'incompatibilité de l'appartenance à la Franc-maçonnerie et au Parti Socialiste. Nous n'avons aucune intention de méconnaître ces précédents, qui mirent le Parti dans une situation avantageuse face à l'éclatement de la guerre européenne. Ils

étaient l'indice sûr d'une orientation toujours meilleure du Parti dans le sens du marxisme révolutionnaire, et ils représentaient le résultat d'une critique des idéologies démocratiques et du danger qu'elles absorbent la pensée socialiste, tandis que la lutte de classe se serait toujours plus alanguie dans une oeuvre de conservation réformiste des institutions du capitalisme.

En même temps le parti se mettait à prendre une position assez claire par rapport à la question du nationalisme et de l'impérialisme soulevée par la guerre de Libye et même par rapport à la conception du nationalisme démocratique, à travers la critique des exaltations continuelles des traditions de la renaissance nationale faites par les partis démocratiques, et à travers l'opposition à l'irrédentisme anti-autrichien.

Nous croyons qu'étant donné les expériences historiques de cette époque, le Parti Italien était assez avancé dans la critique des erreurs révisionnistes et démocratiques répandues dans la majorité de la deuxième Internationale à qui l'on doit l'attitude de celle-ci devant l'éclatement de la guerre européenne.

Pendant la position prise dans ces circonstances par le Parti Socialiste Italien ne découlait pas seulement de ces raisons. Il faut se rappeler que l'Italie ne fut pas entraînée à l'improviste dans la guerre, mais qu'elle vécut une période de neuf mois de neutralité, pendant laquelle le monde bourgeois était divisé entre partisans de l'un et l'autre regroupement mondial des Etats en conflit. L'entrée en guerre apparut de façon si évidente comme une initiative du gouvernement italien, qu'il ne lui fut pas possible de créer l'alibi bien connu de la défense nationale. En dépit de tout cela, il est sûr que si la minorité réformiste du Parti avait pu suivre ses tendances, elle aurait adopté une attitude bien différente de ce qui lui fut imposé, à travers de grands efforts, par la majorité intransigeante du Parti. Certains chefs réformistes tentèrent de proposer l'abstention au lieu du refus lors du vote des crédits de guerre au Parlement. Dans un rapport officiel de la Direction du Parti du 30 septembre 1917 signé Lazzari, il est écrit que *«nous avons réussi à convoquer, malgré l'opposition résolue d'un de nos camarades, la conférence de Zimmerwald des 6-8 septembre 1915»*. Aujourd'hui, naturellement, ils se vantent tous de leur opposition résolue... à la guerre.

Les éléments réformistes du Parti firent tous leurs efforts pour faire prévaloir la thèse du **fait accompli**, de l'oeuvre de **Croix-Rouge civile** à quoi le Parti devrait limiter son action durant la période des hostilités; à travers leur influence prédominante dans le groupe parlementaire, dans les grandes municipalités, dans les syndicats économiques, tout en multipliant les manifestations semi-patriotiques en opposition aux orientations du

Parti, ils exerçaient une pression constante sur la Direction, qui leur laissait trop d'autonomie, et la conduisaient à rectifier son tir vers la droite.

Dès le début de 1917 un courant d'opposition à la politique de la Direction résumée dans la fameuse formule: *«ni adhérer à la guerre, ni la saboter»* s'organisait dans le Parti.

Mais la Direction était influencée d'une manière toujours plus forte par la structure fondamentalement social-démocrate du Parti qui, selon les critères traditionnels de la IIe Internationale, était en réalité représenté par les *leaders* parlementaires et syndicaux. Toutes les déclarations et proclamations étaient signées de trois organismes: Direction du Parti, Groupe parlementaire, Confédération du Travail. Dans l'une d'elles, datée de Milan, le 12 avril 1917, nous pouvons lire les stupéfiantes affirmations selon lesquelles le caractère impérialiste de la guerre aurait été changé du fait de la révolution russe (vue comme une révolution démocratique en guerre contre les Empires Centraux) et de l'intervention de l'Amérique de Wilson pour accélérer la paix; l'Entente impérialiste aurait ainsi été transformée en une *«alliance d'Etats dominés par l'esprit rénovateur et démocratique russo-américain»*! Peu après, lors d'un second congrès à Milan, le Parti, en proie à une phobie qui le frappe de façon cyclique, à savoir la prévision d'un coup d'Etat réactionnaire de factions bourgeoises, lança un programme d'action ridiculement réformiste, qu'aujourd'hui encore l'extrême droite salue logiquement comme étant l'expression de sa pensée propre.

Mais, laissant de côté beaucoup d'autres choses, contentons-nous de rappeler ce qu'il advint lorsque le territoire national fut envahi par les armées allemandes après la défaite d'octobre 1917. Les parlementaires socialistes multiplièrent les manifestations patriotiques, ils exaltèrent la défense de la patrie, non seulement dans le célèbre discours de Turati, mais également dans la déclarations faites au nom du parti par Prampolini. Sans l'action énergique de la gauche du parti, ou si la situation militaire s'était un peu aggravée, la plus grande partie du groupe parlementaire aurait fait défection et aurait participé à un gouvernement de défense nationale. Cet événement, contre lequel nous avons lutté alors de toutes nos forces, aurait à l'inverse, comme le dit justement le camarade Trotsky dans son livre *«Terrorisme et communisme»* constitué une condition favorable pour le développement du mouvement révolutionnaire en Italie.

Le Parti Socialiste Italien sortait donc de la guerre avec une grande renommée internationale, mais dans une situation interne critique où ses meilleures énergies étaient destinées à s'épuiser dans les conflits continuels entre les deux mentalités opposées existant en son sein. C'était l'un des meilleurs partis de la vieille Internationale, mais ce

fait qui signifiait beaucoup en 1914, ne voulait plus dire grand chose avec l'ouverture de la période tourmentée d'après-guerre où partout se concrétisaient les nouveaux partis Communistes qui se regroupaient dans la nouvelle Internationale.

Lors du Congrès tenu à la fin de 1918 le parti sentait la nécessité d'une scission sur le problème de la **défense de la patrie**; mais la Fraction maximaliste qui soutenait cette nécessité, fut encore une fois trop faible et elle se laissa manoeuvrer par les chefs de la droite.

Le parti conserva ainsi tout au long de la guerre sa vieille structure et son attitude habituelle d'agir uniquement conformément à la pratique des anciennes conditions de vie normales du capitalisme bouleversé pour toujours par la guerre. Il est resté fondamentalement un «Parti du Travail»; dans la période troublée de l'immédiat après-guerre, sa direction extrémiste s'est réduite à un comité d'agitation politique qui devait transiger avec les encombrantes structures parlementaires et syndicales chaque fois qu'il s'agissait d'entreprendre une action quelconque. Et elle finissait par se plier au poids mort des traditions pour qui les tâches du parti, en dépit des phrases révolutionnaires, se résumaient à apaiser et à résoudre les agitations spontanées que la crise d'après-guerre suscitait parmi les masses prolétariennes.

La rénovation dans un sens révolutionnaire des valeurs socialistes provoquée par la révolution russe ne pouvait pas ne pas trouver en Italie un terrain particulièrement favorable: et en effet dans le parti comme dans le prolétariat l'enthousiasme pour la révolution russe et les mots d'ordre qu'elle lançait au monde: dictature prolétarienne, système des soviets, se propagea rapidement, même si c'était sous une forme et avec une conscience imprécise. Et en même temps, comme pour prouver qu'en réalité le mouvement socialiste italien conservait toutes les caractéristiques de celui des autres partis traditionnels, il se constitua au sein de celui-ci un courant large et très actif hostile au programme maximaliste et aux réalisations communistes de la révolution russe.

Ce courant résistait de toutes ses forces à l'acceptation du programme Communiste et à l'adhésion à la IIIe Internationale, décidées, pour la première par la Direction du Parti en novembre 1918, et pour la seconde, dans une résolution de mars 1919. L'opposition à cette orientation comprenait non seulement tout le courant réformiste, mais aussi la droite de la vieille Fraction intransigeante révolutionnaire du camarade Lazzari qui voulait s'en tenir au vieux programme de 1892, basé sur des critères sociaux-démocrates, même s'ils étaient interprétés dans le sens d'une intransigeance rigoureuse. Les manifestations d'une orientation opposée à celle du communisme international ont été fréquentes et ouvertes. Elles se sont

exprimées dans des discours parlementaires, dans de vives polémiques sur les journaux et les feuilles réformistes comme la revue de Turati la «*Critique Sociale*», et dans toute l'attitude, contradictoire avec celle du Parti, de la Confédération du Travail. De son côté, le groupe parlementaire non seulement ne montrait aucune modification de sa pratique dans un sens révolutionnaire, mais il s'orientait vers un soutien larvé au gouvernement Nitti constitué d'éléments bourgeois qui avaient été en général opposés à l'entrée en guerre. Pour revenir à la Confédération qui avait signé avec le parti une alliance stipulant qu'elle se réservait la direction des mouvements économiques et qu'elle lui laissait celle des mouvements politiques, celle-ci, qui n'a jamais abandonné son idée de fonctionner comme un véritable parti du travail, avait arrêté lors de son congrès tout un programme franchement politique social-démocrate, diffusant parmi les masses des directives anti-maximalistes, annonçant une campagne pour l'Assemblée Constituante et d'autres objectifs réformistes.

Il faut ajouter que c'est à cette époque que remonte l'appui du camarade Serrati à la politique confédérale et ses réserves face aux principes communistes peuvent se retrouver dans divers articles écrits sous des pseudonymes dans l'«*Avanti!*» lorsqu'il était encore en prison à Turin où il se déclare en faveur de la perspective de la Constituante.

Toutefois Serrati est apparu comme le chef de la fraction Maximaliste lorsque celle-ci se mesura au Congrès de Bologne (octobre 1919) aux tendances de droite. Le résultat du Congrès est connu. La fraction Maximaliste recueillit une majorité écrasante face à la motion des centristes (Lazzari) sur laquelle la droite réformiste avait habilement concentré ses voix et à une petite minorité abstentionniste. Le programme du parti était changé, l'adhésion à la IIIe Internationale était solennellement confirmée, mais le Parti conservait intégralement son unité après l'affirmation de la minorité de droite d'accepter une discipline totale dans l'action avec le programme communiste révolutionnaire.

Toute l'action ultérieure du parti a reposé sur cette équivoque initiale: prétendre résoudre par la discipline l'incompatibilité entre conceptions programmatiques opposées, ce qui est en contradiction criante avec la conception marxiste du parti comme avec le sens et la valeur de la rénovation du mouvement prolétarien dans la IIIe Internationale.

Les événements postérieurs au Congrès de Bologne confirment que la fonction du Parti Socialiste dans la vie politique italienne est restée la même. La clarification des principes communistes et leur diffusion par la propagande dans les masses se réalisèrent de façon chaotique, gênées par l'opposition constante et l'obstructionnisme de la droite du parti. Comme d'habitude celle-ci continua



a avoir une part prépondérante dans tous les moyens d'action du parti qui conservèrent donc leurs caractéristiques traditionnelles. Les élections générales politiques de novembre 1919 ramenèrent les réformistes à la tête du groupe parlementaire, même si en apparence ils n'avaient plus la majorité numérique. Aucune action sérieuse ne fut entreprise pour enlever aux réformistes la direction des grandes organisations syndicales. La Direction du parti restait aux mains des maximalistes, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de communistes d'occasion ou mus par l'arrivisme, mais quel travail révolutionnaire pouvait-elle entreprendre alors qu'elle ne pouvait contrôler sérieusement l'action des organisations syndicales et des représentants élus? Les communistes disposent d'une grande partie de la presse du parti, mais quelle est l'efficacité de celle-ci quand les principes de l'unité la contraignent à avaliser quotidiennement l'action minimaliste des politiciens et des chefs syndicaux inscrits au parti?

Dans tous les épisodes saillants de la lutte de classe, avant comme après le Congrès de Bologne, quand la crise économique poussait les masses ouvrières à des vastes agitations, l'action du parti a toujours montré les mêmes incertitudes, les mêmes hésitations causées par l'affrontement de deux tactiques opposées au cours duquel s'épuisaient les actions et se répandaient les désillusions et le dépit

parmi les masses. Au cours de ces épisodes non seulement le courant de droite était assuré de faire prévaloir son propre jeu mais il avait en outre la possibilité de déprécier ensuite la tendance maximaliste en profitant du contraste entre les affirmations verbales de celle-ci et les résultats de l'action.

Rappelons les grandes grèves de nombreuses catégories et tout particulièrement du service public contre la vie chère et la grève des 20 et 21 juillet 1919, l'agitation des ouvriers de la métallurgie piémontaise et la grande grève générale de la métallurgie en septembre: autant d'épisodes où ces caractéristiques se répétèrent. La conséquence en fut que les grandes masses prolétariennes commencèrent progressivement à perdre confiance dans le parti et se tournèrent en partie vers le mouvement anarchiste et vers le syndicalisme de l'Union Syndicale, à qui faisait cependant défaut toute possibilité de les canaliser vers une grande préparation révolutionnaire que seules les méthodes du mouvement international communiste peuvent permettre.

Le Parti Socialiste Italien donna ainsi les preuves de son impuissance révolutionnaire, et la bourgeoisie apprit graduellement à ne plus craindre les menaces, et se lança dans une audacieuse contre-attaque idéologique et matérielle contre l'«invasion du bolchévisme».

*Le chapitre suivant, consacré à la situation politique en Italie, s'arrête non pas tant sur la critique des objections réformistes aux perspectives de révolution prolétarienne que sur le fait qu'elles représentent un symptôme infaillible d'une opposition de fait à la révolution, et sur la démonstration du rôle objectif du maximalisme en faveur des positions social-démocrates et contre la préparation révolutionnaire. Il n'adresse donc pas au centrisme maximaliste le reproche banal et superficiel d'avoir «raté les occasions révolutionnaires», mais l'accusation bien plus fondée d'avoir laissé la classe ouvrière au lendemain de chacune d'elles «plus désorientée, plus désemparée et plus méfiante vis-à-vis de ses organes dirigeants». Tant que «la bourgeoisie et son gouvernement pourront neutraliser les tendances révolutionnaires par leur politique envers la droite du parti et par l'influence interposée de celle-ci», l'existence d'un schisme dans le PSI caché derrière la façade d'unité constitue «la meilleure garantie de conservation bourgeoise». D'où la nécessité pour la victoire de la révolution, d'une séparation radicale avec la droite, mais aussi avec le centre qui la protège.*

## 6. La situation politique actuelle en Italie.

A travers les événements que nous avons évoqués, le besoin d'une profonde rénovation de la politique du parti telle qu'elle était après Bologne était ressenti de plus en plus largement parmi les éléments de gauche chez qui mûrissait une conscience communiste plus nette.

Outre les communistes abstentionnistes, cette tendance se manifesta dans le mouvement formé autour des communistes turinois de l'«Ordine Nuovo», dans la jeunesse socialiste et dans des groupes épars dans tout le parti. Une première manifesta-

tion concrète eut lieu à la réunion de Milan d'avril 1920 sur un ordre du jour de Misiano, alors que les divergences s'accroissaient dans le travail parlementaire et dans celui des organisations.

Le point de vue de la gauche trouva un appui solide dans les décisions prises au Congrès de Moscou. Celui-ci s'est occupé à fond de la question sur la base d'un vaste matériel d'informations, substantiellement confirmé par les rapports et les propositions de 4 sur 5 des délégués italiens, contre la vaine opposition du seul Serrati.

C'est sur ces bases que se fonde le travail actuel de notre Fraction communiste, son analyse

des déficiences du mouvement italien et ses propositions pour le rénover.

Nous affirmons que les multiples défauts de l'action prolétarienne en Italie découlent du fait qu'en raison précisément de l'attitude prise par le parti durant la guerre, il y a eu chez nous une paralysie du processus qui conduit à un parti de classe révolutionnaire avec les caractéristiques que nous avons amplement développées plus haut. Nous affirmons que la droite actuelle de notre parti, beaucoup plus vaste que ce qui ressort des chiffres, a précisément les mêmes caractéristiques que ce mouvement social-démocrate qui dans d'autres pays a été le gérant de la contre-révolution.

Aujourd'hui nous sommes en Italie dans la première phase, où la social-démocratie essaye d'absorber le mouvement d'avant-garde des masses. Dans cette période les manifestations social-démocrates se réduisent à la critique de la méthode révolutionnaire au moyen d'arguments et d'objections communs aux réformistes de tous les pays. Mais c'est précisément la nature de ces critiques, et l'habile politique opportuniste qui les accompagne tant que le mouvement social-démocrate n'a pas la possibilité de se différencier de celui de la troisième Internationale, qui nous confirment que ce sont ces éléments qui demain, quand l'explosion révolutionnaire ne pourra plus être contenue et que la séparation se produira violemment, se révéleront être les alliés de la contre-révolution.

Ce courant réformiste conteste non seulement la nécessité, mais même la possibilité de la révolution mondiale, en falsifiant les conceptions marxistes avec son affirmation selon laquelle lorsque le mécanisme économique du capitalisme est en ruines, alors disparaissent aussi les conditions pour le développement des structures socialistes. A la veille de la guerre le réformisme niait l'existence des conditions de la révolution pour des raisons diamétralement opposées, à cause de la richesse et de la bonne santé du capitalisme!

Selon la conception marxiste de la révolution les conditions économiques qui rendent possible une économie socialiste se trouvent dans certains éléments du système capitaliste qui existent depuis longtemps et que la guerre n'a pas détruits: la diffusion des systèmes de production basés sur la technique industrielle moderne et leur supériorité par rapport aux processus qui se déroulent dans des unités productives moins complexes. Les conditions politiques qui consistent dans le degré de conscience et de force du prolétariat sont atteintes par le fait que le développement du système capitaliste provoque des contradictions et des heurts violents, de graves crises où le mécontentement pousse les masses à trouver la voie pour briser les rapports actuels de production. La situation actuelle de l'après-guerre, en Italie comme dans les autres pays plus ou moins avancés, mais entrés

dans la pleine époque du capitalisme, contient les conditions économiques pour le début de la construction d'un appareil communiste de production; et il en accélère les conditions politiques en poussant le prolétariat vers la formation de cette capacité à diriger la machine sociale que la classe dominante perd de plus en plus.

Les réformistes affirment que le prolétariat italien ne pourrait assumer le pouvoir au coeur d'un monde capitaliste qui l'étoufferait par le blocus économique et l'écraserait par l'intervention militaire. En plus de la démonstration de l'exagération de toutes difficultés, la réponse à cela est donnée par le fait que la révolution italienne s'insérera dans la révolution mondiale en représentant le point de passage de l'Orient vers l'Occident, peut-être en intégrant son apparition dans tout le centre de l'Europe; en effet s'il y a bien une situation spécifique de la révolution russe, elle se trouve dans les conditions géographiques qui ont permis de l'isoler pendant trois ans derrière une barrière insurmontable qui aujourd'hui se révèle désormais impuissante à la contenir. Mais ce qui nous importe davantage que de réfuter les objections des réformistes, c'est d'indiquer que ce sont les indices infailibles de leur opposition de fait à l'affirmation de la révolution dès qu'elle se manifesterait.

Nos réformistes opposent à la prévision d'une crise révolutionnaire inévitable, une série de perspectives en réalité complètement illusoire et utopiques, et ils avancent des propositions tout aussi caractéristiques des contre-révolutionnaires de tous les pays.

Il faut noter qu'une partie des mêmes réformistes italiens excluent la possibilité d'une solution qui ne soit pas l'acceptation négative de la dissolution bourgeoise. Ceci pourrait être, peut-être, un élément inoffensif du réformisme. A l'inverse, le gros de la fraction qui s'est rassemblée à Reggio d'Emilie a tracé son programme politique d'action dans la venue au pouvoir, sans utilisation de la violence et sans sortir des formes démocratiques. Une telle perspective est impossible en dehors du dilemme: ou on va au pouvoir contre la volonté de la bourgeoisie et alors il faut se préparer à lui limer les ongles et les dents parce que même si elle ne peut plus gouverner, elle pourrait efficacement saboter l'action de ceux qui gouvernent; ou on va au pouvoir avec l'assentiment de la bourgeoisie, donc sans toucher à son appareil de défense, et alors on ne pourra agir contre ses intérêts, mais seulement lui indiquer les solutions les plus intelligentes pour les défendre en évitant cette révolution à laquelle on est hostile et non préparé.

C'est une perspective qu'il ne vaut pas la peine de discuter puisqu'en plus de la logique et de la doctrine marxiste, elle contredit absolument toutes les expériences que nous avons universellement démontrées. Ce qui nous intéresse en parlant d'un

tel programme, c'est de rappeler que la poursuite d'un objectif absurde est historiquement caractéristique de l'opportunisme social-démocrate, et qu'elle prépare la situation où, l'éclatement de la crise faisant s'évanouir la possibilité de réaliser cet objectif, il ne reste plus du programme, que le principe de gouverner avec et pour la bourgeoisie, en s'alliant à elle dans l'action contre le prolétariat révolutionnaire.

Le courant spécifiquement social-démocrate existe donc en Italie. Il ne fait même pas mystère de vouloir réaliser son programme en gagnant à lui tout le parti, de rester dans la IIIe Internationale, mais pour la pousser à abandonner les positions acquises. Et le danger le plus grand réside dans l'existence d'une fraction du centre du parti qui se révèle insensible aux indications de cette situation, et qui prétend être cohérente avec les principes fondamentaux du communisme et de la IIIe Internationale en voulant conserver l'unité du parti.

Après tout ce que nous avons dit précédemment, il est superflu de passer en revue toutes les objections des unitaires; il est évident qu'elles sont en contradiction avec les résultats de l'expérience révolutionnaire communiste pour ce qui est des caractéristiques du développement révolutionnaire, de la tâche du parti communiste et de la nature des courants opportunistes sociaux-démocrates, questions que nous avons rappelées et qui doivent être hors de discussion entre communistes.

Ainsi l'affirmation que la scission du parti aura lieu au moment nécessaire et qu'il ne faudrait pas la précipiter aujourd'hui, signifie renoncer à la caractéristique fondamentale du parti politique de classe qui doit être de prévoir et de se préparer pour les situations futures, renoncer à son homogénéité programmatique qui seule lui donne la possibilité d'une préparation idéologique et matérielle efficace des luttes prolétariennes.

Présenter ensuite comme un danger la perspective de perdre les positions détenues par le parti actuel dans les syndicats, dans les coopératives, dans les municipalités, au Parlement, signifie ne rien comprendre à la différence qu'il y a entre la valeur de ces moyens d'actions dans la vieille activité gradualiste des partis de la IIe Internationale, et leur utilisation dynamique pour les objectifs du communisme; cela signifie faire de ces organismes et des ces activités particulières une fin en soi, et non un moyen ou une occasion pour un travail de préparation révolutionnaire; cela signifie laisser tous ces éléments à leur fonction conservatrice et stérile traditionnelle par peur d'en pouvoir utiliser trop peu pour la cause de la révolution.

Mettre en avant les préoccupations de la reconstruction économique par rapport à celles de la conquête du pouvoir politique et de sa défense contre les multiples assauts de la contre-révolution, signifie ne pas avoir encore conscience des déve-

loppements révolutionnaires propres de l'Internationale Communiste et tomber dans la grossière erreur des réalisations économiques envisagées dans leur inévitable gradualisme comme écran pour cacher la nécessité que tout le pouvoir politique passe d'un coup d'une classe à l'autre; cela signifie retomber dans le piège le plus vulgaire du réformisme.

Que dirons nous de l'affirmation selon laquelle il n'y a plus en Italie ni sociaux-démocrates ni réformistes? Ce que nous avons exposé auparavant montre qu'il s'agit là de la plus fausse des affirmations gratuites. Même s'il n'y avait plus de **socials-patriotes** - ce qui n'est pas vrai non plus - la première affirmation pour les raisons que nous avons dites, serait tout aussi fausse.

On nous attribue encore, avec une argumentation risible, l'opinion que les réformistes du parti et de la Confédération du Travail ont empêché la révolution lors des différents épisodes que nous avons rappelé, l'opinion que sans eux la révolution aurait été faite! Par des idioties de ce genre on voudrait faire passer les communistes pour des volontaristes, pour des croyants aux miracles révolutionnaires.

Notre interprétation du déterminisme marxiste nous conduit à comprendre d'une façon bien différente le rôle des communistes comme celui des sociaux-démocrates dans le développement révolutionnaire. Ce n'est pas la volonté des premiers qui crée le fait révolutionnaire, qui en établit **a priori** le jour et l'heure; mais ce n'est pas davantage la volonté des seconds qui peut empêcher l'affrontement suprême quand toutes ces conditions qui dépassent la volonté humaine l'ont provoqué.

Les communistes ont la tâche d'expliquer aux masses le caractère inévitable de la révolution, et donc sur cette base ils peuvent et ils doivent par la préparation idéologique accumuler les conditions qui augmentent les probabilités de victoire du prolétariat, qui lui permettent d'aborder la lutte suprême en étant aguerri, doté d'un parti prêt à le diriger et techniquement préparé à toutes les exigences de la lutte révolutionnaire. A l'inverse les sociaux-démocrates et les réformistes laissent le prolétariat non préparé à cette crise suprême que leur action ne peut éviter; et quand elle arrive non seulement le prolétariat se trouve à cause de leur action dans une condition qui facilite sa défaite face aux forces bourgeoises, mais de plus ils se mettent à prêter main forte à ces dernières.

Quel rôle joue un parti où les uns et les autres sont mêlés? Celui de retarder le commencement d'une sérieuse préparation révolutionnaire et de paralyser l'oeuvre de la gauche, alors que celle de la droite se trouve dans les meilleures conditions puisque elle ne consiste pas à réaliser un programme de réformes que les circonstances historiques rendent caduc, mais à opposer aux tendances

révolutionnaires une résistance passive, qui tend à se muer en résistance active quand les autres moyens ont fait faillite.

Si la méthode social-démocrate, largement et longuement utilisée dans le monde capitaliste d'avant-guerre, a indiscutablement constitué un facteur retardant la crise révolutionnaire et a prolongé les possibilités de fonctionnement du système bourgeois - et, d'ailleurs, elle en a été une phase nécessaire -, son influence est devenue impossible dans l'ambiance sociale d'après-guerre: cette méthode n'a plus d'autre application positive que dans la défense ouverte du pouvoir bourgeois, et elle assume directement la fonction qu'elle remplissait autrefois indirectement.

Mais si avant la guerre la tâche du mouvement communiste pouvait se concevoir comme essentiellement une tâche de critique, de propagande et de prosélytisme, comme nous sommes aujourd'hui dans une situation où le problème révolutionnaire est arrivé à pleine maturité, cette tâche se présente comme un problème d'action, comme la direction d'une véritable guerre entre la classe travailleuse et le pouvoir bourgeois.

Nous ne jugeons donc pas ce qu'a été l'influence du parti socialiste italien dans les derniers épisodes de la lutte de classe par la formule superficielle d'avoir raté les occasions révolutionnaires; mais par la constatation irréfutable qu'au lendemain de chacun de ces épisodes, au lieu que les conditions de préparation révolutionnaires du prolétariat se soient améliorées, ce dernier s'est trouvé plus désorienté, plus désemparé et plus méfiant envers ses organes dirigeants.

C'est ce qui est arrivé dans le dernier grand épisode de l'occupation des usines. On reproche à la Direction maximaliste du Parti de ne pas avoir accepté une certaine proposition de la Confédération du Travail de lui confier le mouvement, de ne pas avoir voulu ou su faire la révolution, et l'on ne voit pas que c'est en cela que réside la condamnation des thèses unitaires, selon lesquelles un parti comme l'actuel peut être capable d'actions révolutionnaires communistes par le seul fait d'être dirigé par des communistes, en tolérant la présence de non communistes et le maintien des rapports actuels avec les syndicats dirigés par eux.

Mais cette proposition permet de démontrer quel est l'abîme qui existe entre la conception communiste des rapports entre parti et syndicats, et la situation où nous nous trouvons en Italie; la fausseté de la fameuse thèse de la discipline des non communistes envers le parti. Celui-ci doit pouvoir diriger les masses dans l'action syndicale à travers la discipline inconditionnelle de ses membres qui dirigent celles-ci, discipline fondée sur l'identité des positions programmatiques; c'est-à-dire que ces dirigeants peuvent donner leur contribution aux décisions du parti en tant que membres

de celui-ci, mais ne peuvent refuser de les appliquer à l'action des syndicats. Naturellement quand existent de profondes divergences programmatiques, les dirigeants syndicaux au lieu de soutenir dans les syndicats la décision du parti, font en sorte que le syndicats délibèrent de manière autonome et ils s'assurent que leurs thèses, minoritaires dans le parti, y soient majoritaires. On voit ainsi combien il est utopique de vouloir discipliner l'action de ceux qui sont en désaccord avec le programme révolutionnaire et qui se sont constitué des points d'appui en dehors du parti; en se donnant l'illusion de disposer de syndicats et d'autres organisations, on prépare en fait des situations comme celle du fameux Congrès de Milan de la Confédération où le parti a été battu dans le syndicat par ses propres adhérents. L'offre de se retirer et de céder au parti le mouvement et les organisations ne peut supprimer l'indiscipline, puisqu'il est indispensable de pouvoir compter sur les dirigeants techniques des syndicats qui seuls peuvent efficacement répercuter les directives d'action.

L'objection selon laquelle on ne pouvait prétendre d'eux une action contraire à leur conscience, se réduit à l'aveu que pour le parti avoir des syndicats par l'intermédiaire de militants opposés à son orientation programmatique est la même chose que de ne pas en avoir, que de ne pas pouvoir le moins du monde commencer à en préparer le fonctionnement en faveur de la révolution. La dernière agitation prouve donc qu'une action révolutionnaire n'est pas possible sur les bases équivoques de la trompeuse unité actuelle: à travers elle le parti n'a rien pu faire pour empêcher la solution réformiste et collaborationniste de cette agitation; et la Direction du parti n'a pu trouver d'autre conséquence utile que la constatation de la nécessité de corriger les erreurs de Bologne, de séparer les deux âmes qui coexistent dans le parti.

Après que Gliotti ait pu conclure de la solution de cette crise qu'il n'existe pas en Italie de mouvement révolutionnaire, certains prétendus communistes affirment encore que la bourgeoisie tirera tout le bénéfice et un encouragement à une réaction plus ouverte, de la scission que nous évoquons.

La bourgeoisie italienne et son habile chef de gouvernement ne peuvent que se réjouir de la constatation que même un éventuel gâtisme collectif du parti traduit sous la forme onaniste d'un vote de Congrès ne pourrait empêcher: le parti prolétarien italien est réduit à l'inaction par le schisme qui existe dans ses rangs et qui est la meilleure garantie de conservation bourgeoise, tant que la bourgeoisie et son gouvernement pourront neutraliser les tendances révolutionnaires par leur politique envers la droite du parti et l'influence interposée de celle-ci.

L'oeuvre de la tendance unitaire recueille donc logiquement l'approbation de la presse bourgeoise; et la complaisance bourgeoise disparaîtra pour

toujours devant le fait que la division du parti supprimera définitivement toute espérance dans un grand coup de théâtre, dans le recours suprême de l'entrée dans un gouvernement bourgeois des chefs parlementaires du parti prolétarien lors d'une situation décisive; dans la mesure où la partie révolutionnaire du prolétariat, en se libérant des éléments collaborationnistes et en les poussant vers la bourgeoisie, reconstituera la structure de ses organes d'action en dehors du vieux piège sur lequel la

bourgeoisie compte comme son **ultima ratio**.

La réfutation de ces objections unitaires n'a qu'un seul véritable intérêt: démontrer qu'elles sont d'une nature telle que ceux qui les avancent perdent tout droit à se prétendre communistes, à entrer dans le grand mouvement de pensée, de critique, d'organisation, de préparation et de bataille qui dans le monde entier lève l'invincible drapeau du Communisme.

*De tout ce qui vient d'être dit découlent «Les tâches du Congrès National», traitées au chapitre 7 qui suit; celui-ci résume en substance les points énumérés dans la Motion que nous avons déjà reproduite sur le n° 94 de cette revue. Nous passons donc directement aux chapitres suivants. Ils traitent la réorganisation interne du Parti sur la base de critères de centralisation rigoureuse, d'homogénéité maximum et d'étroite discipline; la précision des tâches tactiques du parti dans le domaine de la propagande, de la préparation matérielle à l'issue révolutionnaire, de l'intervention dans les luttes ouvrières et dans les organisations économiques immédiates dans la perspective de leur conquête, de l'activité électorale et parlementaire; et, enfin, le programme d'action du parti communiste - non plus seulement moteur de la lutte révolutionnaire, mais défenseur et guide de l'Etat ouvrier - après la conquête du pouvoir, avec une attention particulière à la défense armée contre les attaques de la bourgeoisie internationale, au problème du Mezzogiorno (le Sud de l'Italie) et à la question agraire, dans l'esprit et selon les résolutions du IIe Congrès de l'Internationale.*

### 8. La réorganisation interne du parti.

La division du parti actuel dans ses deux parties, social-démocrate et communiste, n'est pas suffisante pour garantir la cohésion et l'homogénéité du Parti Communiste: la scission ne peut empêcher que des noyaux d'opportunistes passent inaperçus dans ses rangs.

Immédiatement après la constitution du Parti Communiste, qui ne naît pas **ex novo** mais est formé de groupes organiques préexistants à sa formation, une révision permettra l'épuration complète de ses rangs. Alors seulement le parti pourra commencer à fonctionner en ouvrant ses sections à l'inscription de nouveaux adhérents. Ceux-ci devront néanmoins être soumis à une période de candidature durant laquelle, privés de tout droit d'intervention directe dans les décisions et loin de tout poste de responsabilité, ils seront contrôlés avec un soin particulier et leur foi et leur engagement envers la cause prolétarienne seront mis à l'épreuve.

Candidature et révision périodique, alternant et se complétant, feront en sorte que le Parti Communiste sera à l'avenir homogène, agile, libéré de l'énorme ventrée d'apathiques, de timorés, d'opportunistes qui aujourd'hui déforme et alourdit le parti socialiste. Dans un parti ainsi réorganisé la discipline pourra devenir réellement la loi et la règle pour l'action. Il n'est pas possible de parler de

discipline là où se retrouvent des mentalités diverses et contradictoires: il ne peut y avoir que domination des uns sur les autres; il faut recourir à la distinction subtile entre discipline de pensée et discipline d'action.

Le Parti Communiste, auquel on adhère par libre choix, en acceptant ses conditions et ses thèses en principe, demande à tous ses membres la plus rigide observation de ses décisions et des décisions de l'Internationale de Moscou. Action et pensée sont deux formes d'activité qui concourent également à la lutte révolutionnaire; au cas où, ici ou là, devant des épisodes et des faits contingents, les volontés individuelles pourraient suggérer des solutions diverses de celles décidées par la majorité, la minorité devra accepter et exécuter en s'abstenant de toute manifestation, même seulement en paroles, qui pourrait affaiblir l'action d'ensemble du parti.

Le Parti Communiste est constitué sur la base d'une centralisation qui se manifeste dans son organisation comme dans son fonctionnement. Ainsi les fédérations provinciales qui dans leur forme actuelle sont des organismes autonomes et élus, seront transformées en centres d'action dépendant directement du Comité Central qui en nommera les secrétaires. La presse, périodique et non périodique, et toutes les entreprises d'édition du parti seront soumises à un contrôle rigoureux qui se traduira au début par la nomination et le remplace-

ment des directeurs et des rédacteurs.

Cette centralisation ne peut se traduire seulement dans une substitution de la volonté du C.C. aux volontés individuelles; mais elle se vérifiera d'autant plus que le C.C. aura la capacité de créer une mentalité, une forme de jugement, une volonté également diffusée dans le Parti. Et ceci ne peut être obtenu que par l'habitude de discuter et de commenter dans des manifestes et des appels publics tous les événements en montrant quelle position doivent adopter face à eux les communistes et comment ils s'insèrent dans le cadre général de la lutte révolutionnaire. Comme le régime capitaliste ne distingue pas dans l'exploitation l'homme de la femme, le jeune de l'adulte, de même le Parti Communiste encadre dans une organisation solide tous les communistes convaincus, sans différence d'âge ou de sexe. Le C.C. du Parti appliquera donc son autorité sur la Fédération de la Jeunesse qui continue à exister comme organisation séparée, en raison des tâches complémentaires qu'elle peut remplir.

Mais sur le terrain politique il ne peut y avoir de division et d'autonomie: comme instrument d'action le Parti Communiste affirme la nécessité à tout moment de l'unité la plus étroite du mouvement.

### 9. Les tâches tactiques du Parti Communiste en Italie.

**Propagande.** Si les prémisses matérielles de l'existence et du développement de la révolution prolétarienne existent en Italie, on ne peut en dire autant de ses prémisses idéologiques.

Le Parti Socialiste, poursuivant ses objectifs de simple organisation de masses toujours plus grandes, n'a jamais envisagé dans sa propagande les problèmes pratiques et concrets de la révolution, et les solutions qu'en donnent les principes communistes.

Mais le Parti Communiste, qui s'organise en vue de la conquête du pouvoir par le prolétariat, doit se préoccuper de mettre devant les yeux des masses les questions qui se présenteront à leur capacité organisationnelle immédiatement au lendemain de la révolution. Et tandis que la propagande continuera à se faire parmi les grandes masses laborieuses en grande partie sous la forme de meetings, un travail méthodique de culture parmi les adhérents au parti contribuera à la constitution d'une *élite* capable et instruite. L'organisation de conférences et d'écoles de culture est l'une des tâches immédiates les plus importantes du Parti Communiste qui en créant dans chaque centre prolétarien des sections du *Proletcult* donnera à son activité éducatrice ce caractère international qui doit distinguer toute action du parti de classe du prolétariat.

Toute la propagande communiste doit tendre à

une nette différenciation des principes communistes de ceux soutenus par d'autres écoles nées au sein du prolétariat: réformistes, syndicalistes, anarchistes.

La propagande communiste doit tendre à détacher la masse ignorante des chefs qui la guident dans des voies vaines et semées d'erreurs, en démontrant que c'est seulement avec la tactique et avec les méthodes communistes qu'il est possible de réaliser l'expropriation des exploités.

**Préparation matérielle.** Mais le prolétariat ne peut en finir avec le système des rapports capitalistes de production dont découle son exploitation sans renverser violemment le pouvoir bourgeois.

La lutte de classe s'est désormais changée en lutte civile. L'illégalité est désormais la forme habituelle d'action y compris de la classe dirigeante, qui, brisant et niant les principes de la légalité démocratique avec la guerre, recourt aux lois d'exception pour défendre sa domination: illégalité élevée à la hauteur d'un principe.

Dans cet effondrement le prolétariat ne peut pas ne pas organiser ses propres forces, constituer ses propres cadres. En dépit de toutes les condamnations et malgré toutes les dénégations, la lutte va désormais se transformer en un conflit armé entre les masses travailleuses et le pouvoir de l'Etat bourgeois. Dans cette optique le parti communiste, en même temps qu'il s'emploie à perfectionner sa propre préparation matérielle, fixe comme tâche primordiale la propagande révolutionnaire dans les rangs de l'armée. Celle-ci est déjà pénétrée d'esprit révolutionnaire et la maladie de la dissolution en ronge l'organisation; l'écroulement de la puissance bourgeoise coïncidera avec le démantèlement de ses forces armées.

**Les syndicats et les rapports avec la C.G.L. et les autres organisations syndicales.** Les syndicats, qui sont nés et qui se sont développés pour assurer aux travailleurs la conquête du pain, ont démontré être inadaptes à la lutte révolutionnaire ainsi qu'à la création de compétences et de capacités directives parmi les masses ouvrières. Malgré cela le parti socialiste est resté jusqu'ici lié à la C.G.L. par un pacte d'alliance qui mettait les deux organisations sur un pied d'égalité. Faisant ainsi retomber sur le parti le poids énorme de la volonté des fonctionnaires syndicaux, ce pacte a entravé son action en la soumettant aux buts réformistes de ces derniers. Il n'est pas possible de constituer une force révolutionnaire avec des formules juridiques de reconnaissance bilatérale; le parti communiste ne peut donc se lier à aucune organisation syndicale par des pactes d'alliance.

Le syndicat représente sur le plan politique une conscience moins précise et moins sûre, sur laquelle le parti doit chercher à exercer un pouvoir effectif de direction.

La constitution des Conseils d'Usine organisés

dans un but de contrôle sur la production peut offrir au parti communiste le moyen de se mettre en rapport plus direct avec la masse, de briser les liens hiérarchiques traditionnels des permanents syndicaux, de renouveler à tout instant les cadres dirigeants (1).

La constitution en même temps des groupes communistes d'entreprise et des groupes communistes des syndicats donne au parti communiste la possibilité de conquérir la majorité dans les organisations économiques prolétariennes, et par cet intermédiaire la direction de la CGL.

Le parti communiste fera tous ses efforts pour faire adhérer à celle-ci toutes les organisations qui se trouvent encore à l'extérieur de ses rangs: l'unité prolétarienne constitue une condition du succès de la lutte révolutionnaire.

Donc non seulement le Parti Communiste ne constituera pas une nouvelle organisation syndicale nationale, en invitant les prolétaires qui le suivent à abandonner la Confédération Générale du Travail [CGL - Ndt], mais il adressera un appel cordial à l'Union Syndicale Italienne, au Syndicat des Cheminots, pour qu'ils adhèrent à la Confédération.

Il faudra mener une campagne pour parvenir, malgré les pièges existant dans les statuts actuels de la Confédération, à en gagner la majorité, en formant une solide opposition aux dirigeants dès le prochain Congrès, avec l'objectif d'assurer aux révolutionnaires communistes le contrôle du mouvement ouvrier italien.

### 10. Programme d'action du Parti Communiste après la conquête du pouvoir.

Puisque le problème de la conquête intégrale du pouvoir en Italie ne s'était jamais présenté au parti socialiste, celui-ci n'a jamais senti l'urgence de se donner un programme d'action après la conquête du pouvoir. C'est ce qui doit faire au contraire rapidement le Parti Communiste puisqu'il s'organise en vue de la bataille ultime.

En effet la tâche du Parti Communiste ne se termine pas avec la conquête du pouvoir par le prolétariat, elle change seulement: de moteur de la lutte révolutionnaire le parti devient défenseur et guide de l'Etat ouvrier.

Après la destruction de l'appareil étatique de la domination bourgeoise, le prolétariat organisera son Etat sous la forme de la dictature du prolétariat, en basant la représentation électorale sur la seule classe productive, sous la forme typique des Conseils des Travailleurs.

L'Etat ouvrier devra rapidement mettre sur pied sa défense armée contre les attaques des bourgeoisies internationales; ce travail de préparation militaire devra résoudre les problèmes posés par la distribution irrégulière en Italie des centres industriels, des citadelles révolutionnaires, et des

vastes régions peu fournies en centres urbains ouvriers.

La question méridionale, insoluble dans le cadre de l'Etat bourgeois (2), dominera l'activité initiale de l'Etat des Conseils, en se reliant à la question militaire, à la question agraire, à la question commerciale.

La question industrielle posera à l'Etat ouvrier le problème des industries créées artificiellement par le capitalisme italien à des fins spéculatives et la nécessité de leur abolition. Ceci provoquera de grands déplacements de masses ouvrières et le phénomène de retour à la campagne de phalanges ouvrières que l'expansion industrielle consécutive à la guerre a attirées dans les villes.

Mais bien plus que d'autres la question agraire demandera en Italie, pays agricole, l'attention et les soins de l'Etat des Conseils.

Il devra être clair que, sans aucune infraction aux principes et au programme marxistes, la solution de la question agraire présente des aspects très différents de la question industrielle. Dans la grande industrie moderne règnent la spécialisation technique, la division du travail, la production collective; le processus révolutionnaire transfère la propriété des produits de la personne du capitaliste à la collectivité.

Un processus analogue n'est possible dans l'agriculture que lorsque l'implantation technique des exploitations s'est développée et **industrialisée** au point d'avoir produit de grandes unités comprenant de nombreux ouvriers agricoles, employés à des fonctions techniques différentes.

Quand la technique agricole est encore arriérée au point de maintenir l'exercice individuel ou familial de la terre, chaque paysan accomplit sur la même petite superficie cent fonctions successives au long des diverses phases des cultures. C'est une caractéristique fondamentale qui ne doit pas être masquée par la superposition à cette réalité de la grande propriété au sens juridique du terme: bien que celle-ci permette à un seul propriétaire foncier d'exploiter de nombreuses familles paysannes, elle ne constitue pas une grande entreprise du point de vue marxiste. Dans ce cas, parler de la supériorité immédiate de la production collective par rapport à la production individuelle ne signifie pas évoquer un principe communiste, mais renverser complètement l'analyse marxiste du problème.

Ces données élémentaires sont celles d'où part l'analyse communiste et révolutionnaire du problème agraire. Le parti communiste doit traiter la question agraire en traçant sa propre ligne de conduite de façon à tendre à attirer à soi la partie pauvre de la population agricole, en la rendant solidaire de la classe ouvrière révolutionnaire.

L'existence d'un réseau de Ligues paysannes, de coopératives et de fermages collectifs; le retour à la terre des masses déjà pénétrées d'esprit

révolutionnaire qui avaient ces dernières années quitté les champs pour les usines; la tradition parmi les travailleurs des campagnes de profonds et larges mouvements de grève parfois accompagnés d'affrontements et de violences, sont des éléments qui favoriseront l'action de l'Etat Communiste lors de ses premières tentatives de donner une base nouvelle à la production agricole.

Cette action devra tendre dans un premier temps à briser toutes les formes de propriété capitaliste pour empêcher tout retour offensif de la classe expropriée. Ce n'est que par la suite, lorsque tout danger contre-révolutionnaire aura été écarté, que le problème agraire pourra trouver sa solution

---

Nous avons reproduit presque intégralement le rapport Bordiga - Terracini, non seulement pour tirer de l'oubli un instrument de bataille politique et de formation théorique qui conserve encore aujourd'hui toute sa valeur, mais aussi parce que c'est sur cette ligne, en conservant le même large point de vue et la vision internationale, que se placèrent les diverses interventions des rapporteurs à Livourne. Il est caractéristique que ce document, (comme la Motion et le Programme) se base ouvertement sur des principes affirmés non seulement **permanents**, mais confirmés dans cette invariance par des bilans historique de nature **locale ni individuelle**: ce sont ces bilans et ces principes qui **imposent** la constitution du parti, qui en déterminent l'orientation, qui en définissent la structure. La justification de sa naissance n'est pas cherchée dans les limites géographiques d'un pays ou les limites temporelles d'une époque; elle est tirée d'un ensemble de **constantes** dans l'histoire de la lutte des classes, que la doctrine a découvertes et élevées une fois pour toutes au statut de **lois**. Ces lois ou, si l'on préfère, ces principes permettent de s'orienter dans les «conditions particulières» des différents pays en tenant compte dans l'application pratique des postulats tactiques généraux, mais **ils ne sont pas déterminés par celles-ci**: de même que le parti n'est que la **section** géographiquement nationale d'une organisation **programmatically et historiquement internationale**, de même son programme est seulement du point de vue formel le sien propre; en réalité il est la traduction dans un langage donné de principes non liés à aucune nationalité particulière et à aucune langue particulière.

Ce n'est donc pas par hasard que le parti de Livourne ne s'appelle pas «italien», ni que son Programme ne fait aucune allusion, même en passant, à des particularités italiennes; et si sa Motion constitutive et le rapport contiennent bien sûr l'analyse des traits essentiels de la situation du pays, c'est pour arriver à l'application la plus

définitive, orientée vers une production plus grande et plus efficace.

Ces questions et beaucoup d'autres encore (instruction, assistance, etc.) constituent le programme d'action après la prise du pouvoir; ils seront mis à l'ordre du jour des prochains Congrès du Parti Communiste, qui, uni et homogène, pénétré d'une conscience et d'un enthousiasme uniques, pourra leur donner les meilleures solutions qui, sans s'écarter des enseignements marxistes et des décisions de l'Internationale, s'adapteront aux conditions et aux nécessités particulières de l'environnement italien.

---

précise de critères tactiques et organisatifs **généraux et permanents**, et non pour déduire ceux-ci de données particulières tirées de cette analyse. Le PC d'I naît **programmatically fermé** précisément pour **s'ouvrir** vers l'extérieur sans perdre ses traits distinctifs et, dans les limites permises par la situation objective, pour agir comme **facteur** et non plus seulement comme sujet de l'histoire.

Le «*parti nouveau*» de Togliatti et, encore avant, de Gramsci, naîtra exactement à l'opposé: **programmatically ouvert**, donc voué à **subir** les situations en se laissant dicter par elles non seulement les grandes lignes tactiques mais aussi le programme, les principes et jusqu'aux objectifs finaux; éclectique **parce que** national; non seulement **nouveau** par rapport à ses origines, mais **constamment en rénovation**, selon d'où soufflent les vents de la conjoncture historique; et, pour toutes ces raisons, parti de **réforme** et non de révolution.

Pour notre courant, la rupture avec le passé et donc avec l'amalgame réformiste et centriste du PSI avait donc la valeur non d'un épisode de circonstance, mais d'une **condition d'existence**, d'un **principe vital**. Elle ne pouvait être marchandée pour des motifs d'opportunité et d'habileté manoeuvrière, elle exigeait de ne jamais être remise en discussion. La scission réglait les comptes avec le passé: les rouvrir signifierait que l'on considèrerait comme **hypothétiques** les principes et **variable** le programme. Peu nous importe de savoir combien parmi la Fraction communiste étaient réellement conscients de l'ampleur de ces implications; sans aucun doute c'était le cas de nos camarades. C'est à leur ténacité (manifestée par leur refus de dissoudre la fraction avant la fin du Congrès) que l'on doit que cette scission se réalisa le plus à gauche possible (dans les conditions **objectives** et donc la perspective **réelle** de l'époque). Aller plus loin ne dépendait pas d'eux; il dépendait d'eux d'empêcher qu'on soit allé **moins loin**. Seul l'avenir pouvait dire si, et jusqu'à quand,



il était possible d'éviter ainsi la **dénaturation** du parti et, comme le prévoyait le plus cohérent de tous les réformistes, le «retour à Turati».

Dans les pays de vieille tradition démocratique et parlementaire, l'obtention de la plus grande homogénéité théorique, programmatique et tactique, du degré le plus élevé de centralisation et de discipline organisationnelle, se heurtaient à des obstacles quasi-insurmontables: le style et la méthode de travail devaient être non seulement modifiés, mais complètement **renversés** par rapport aux habitudes de la IIe Internationale. C'était un argument **de plus** en faveur d'une coupure la plus radicale possible avec le passé, au prix de rester dans un premier temps en minorité: ce n'est qu'ainsi qu'il était possible ensuite de relever l'échine non tant d'une infériorité numérique, mais d'une influence politique et organisationnelle encore modestes parmi les grandes masses. Une fois adopté ce critère indispensable à la constitution d'un parti qui ne soit pas la copie du PSI, il ne fallait plus l'abandonner ni en mesurer les effets avec le seul mètre du nombre d'adhérents de la nouvelle organisation.

C'est cela que, dans les mois et surtout les années qui suivirent, l'Internationale eut du mal à comprendre, parce que - soi dit en sa faveur - elle ne s'était pas rendue compte de tout le poids des habitudes et des traditions social-démocrates (ou simplement démocratiques) sur le mouvement ouvrier européen. Aujourd'hui les mêmes historiens qui déplorent le «sectarisme» sur le plans théorique, programmatique et tactique de notre courant, saluent parfois son «organisativisme» quand il dirigeait le PC d'I, avec l'argument qu'il était rendu nécessaire par la contre-offensive bourgeoise; mais ils ne comprennent pas que la rigueur organisationnelle n'était que l'autre face de la rigueur programmatique et politique et que pour le marxisme l'une et l'autre ont une validité **permanente**, même s'il est évident que les différentes situations peuvent leur conférer une dimension plus ou moins globale.

Rétrospectivement il faut reconnaître que la tentative inaugurée de manière splendide fut, au bout d'un peu plus de deux ans, **arrêtée** avant d'avoir pu donner tous ses fruits. C'est en partant de là, donc, qu'il faudra se remettre en marche.

### Epilogue: la Fraction et l'Internationale

Au seuil de Livourne, l'accord avec l'Internationale était encore complet. Zinoviev qui le 3 novembre lors d'une séance de l'Exécutif donnait pour assurée une majorité de 75-90 % des sections du PSI en faveur des communistes, déclarait à la séance du 9 janvier: «il est possible que nous restions en minorité», sans y voir rien de catastrophique (3). C'est à cette occasion qu'a été approu-

vée la lettre du Comité Exécutif, signée de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Losovsky, Bela Kun, Varga, Rosmer et 11 autres représentants du communisme international, envoyée par télégraphe à la direction du PSI. Voici comment la rapporte le compte-rendu sténographique du Congrès:

«*Camarades,*

*Les tentatives faites par nos représentants Zinoviev et Boukharine pour participer à votre Congrès n'ont pas eu le résultat espéré et certainement pas par leur faute. Puisque les camarades Serrati et Baratono, qui voulaient venir discuter avec nous ne sont pas venus (4), nous vous adressons par ce télégramme nos vœux fraternels et nous vous communiquons ce qui suit: nous avons suivi avec attention sur vos journaux la lutte qui s'est déroulée durant les derniers mois entre les diverses tendances du vieux Parti. Malheureusement l'action de la Fraction des communistes unitaires a vu les prévisions les plus défavorables se réaliser, au moins pour ce qui concerne les chefs. Au nom de l'unité avec les réformistes, les chefs des unitaires sont de fait prêts à se séparer des communistes et donc aussi de l'Internationale communiste.*

*L'Italie connaît actuellement une période révolutionnaire, et c'est cela qui explique que les réformistes et les centristes de ce pays paraissent plus à gauche que ceux d'autres pays. Il nous apparaît chaque jour plus clairement que la fraction constituée par le camarade Serrati est en réalité une fraction centriste, à qui seules les circonstances générales révolutionnaires donnent l'apparence extérieure d'être plus à gauche que les centristes des autres pays.*

*Avant de savoir quelle sera la majorité qui se constituera dans votre Congrès, le comité exécutif déclare officiellement et de façon absolument catégorique au Congrès:*

*Les décisions du IIe Congrès mondial de l'Internationale communiste obligent tous les partis adhérents à cette Internationale à rompre avec les réformistes. Celui qui refuse de réaliser cette scission, viole une décision essentielle de l'Internationale communiste, et **par ce seul acte se met en dehors des rangs de l'Internationale.***

*Tous les unitaires du monde n'obligeront pas l'Internationale à croire que la rédaction et les inspireurs de la revue archi-réformiste «Critique Sociale» sont favorables à la dictature du prolétariat et à l'Internationale communiste.*

*Aucune diplomatie ne nous convaincra que la Fraction de concentration est favorable à la révolution prolétarienne. Ceux qui veulent fai-*

re entrer les réformistes dans l'Internationale communiste veulent en réalité la mort de la révolution prolétarienne. Ils ne seront jamais des nôtres.

*Le Parti communiste italien doit être créé à tout prix. Nous n'en doutons pas. Et les sympathies des prolétaires du monde entier et le soutien chaleureux de l'Internationale iront à ce parti.*

*A bas le réformisme! Vive le Parti communiste italien!*

La lettre mettait un point final à 4 mois de polémiques et d'échanges épistolaires, d'où Moscou avait tiré la conclusion que désormais rien ne pouvait faire revenir les maximalistes sur leur soumission à la droite caché derrière le paravent de l'unité, et que de l'autre côté rien n'aurait affaibli la décision de la Fraction communiste de constituer **coûte que coûte** le Parti. Si l'Exécutif n'avait pas été convaincu que le chapitre Serrati et cie était, au moins pour le moment, terminé, par la coléreuse polémique menée au cours des derniers mois par le directeur de l'«Avanti!», les rapports des émissaires de Moscou dont les relations avec les chefs maximalistes étaient arrivées au point de rupture, tendaient à la même conclusion. Le dernier de ces envoyés, Kabaktchev, avait déjà pu s'entretenir avec les dirigeants de la Fraction, et il partageait totalement leur jugement sur les possibilités de «rénovation» du vieux parti (5).

Le gouvernement italien pouvait bien refuser leurs visas à Zinoviev et à Boukharine; ni leur présence, ni un nouveau «revolver sur la tempe» sous forme de télégramme-ultimatum, n'étaient nécessaires pour décider l'issue du Congrès. Tout ce que nous avons exposé démontre en effet que, contrairement aux Congrès de Halle et de Tours, et sur des bases autrement plus solides, la naissance du parti communiste était en Italie était irrévocablement tracée (6).

---

(1) Ce paragraphe illustre à quel point les positions conseillistes du groupe de l'*Ordine Nuovo*,

vo, contre lesquelles *Il Soviet* avait combattu, s'étaient évanouies.

(2) La question du *Mezzogiorno*, le sud de l'Italie bien moins développé que le nord industriel, existe encore aujourd'hui, après des décennies de «développement» capitaliste et d'«aides» de l'Etat. Pour une mise au point sur cette question, voir, dans cette même revue, en «note» à «Propriété et Capital»: «Le prétendu féodalisme méridional».

(3) Le compte-rendu se trouve sur les n° 15 et 16 de *Kommunistische Internationale*, 1920-21, pp. 403 et 428, et de *L'Internationale Communiste*, 1920, pp. 3293 et 3706. Il n'est pas douteux que Moscou espérait une scission, disons, moins minoritaire; mais le point important était autre: la possibilité et l'utilité immédiate qu'il en soit ainsi.

(4) Zinoviev et Boukharine n'avaient pu avoir leur visa. Le chef maximaliste Serrati avait demandé à rencontrer les dirigeants de l'Internationale et Zinoviev l'avait accepté dans une lettre arrivée en Italie le 25 novembre, en demandant de fixer une date. Finalement le voyage ne se fit pas, peut-être parce qu'un si long voyage de leurs chefs à si peu de temps du Congrès et sans même être sûr de revenir à temps, aurait pu affaiblir les maximalistes dans la lutte interne au parti.

(5) C'est ce qui ressort d'une brève note parue sur l'organe de la Fraction communiste, *Il Comunista* du 26/12/1920.

(6) Christian Kabaktchev et Mathias Rakosi, l'autre émissaire de Moscou, tentèrent à plusieurs reprises en marge du Congrès de convaincre Serrati et les autres chefs maximalistes d'abandonner leur position «unitaire» (c'est-à-dire d'union avec les réformistes contre les communistes). Même le dirigeant allemand Paul Lévi, qui aurait préféré une scission bien plus large, devait reconnaître que la résistance de la majorité à rompre avec les réformistes était «inexcusable»; bien entendu il critiquait également le «scissionisme» de la gauche. Voir «Die gründung der Kommunistischen Partei Italiens», Hambourg 1921, pp 51 et suivantes, pour le témoignage de Kabaktchev, et le rapport de Lévi à Moscou, reproduit sur «*The Comintern: Historical Highlights*», Londres - New-York, 1966, pp. 275-282.

---

# Annexes à «Histoire de la Gauche Communiste»

---

## Les abstentionnistes et la fraction communiste: la valeur de la discipline («Il Comunista» n°3 - 28/11 /1920)

*Cet article traite de la question de la discipline du point de vue marxiste, c'est-à-dire en fondant celle-ci sur la seule base qui lui permet d'être autre chose qu'un artifice mécanique, un moyen de contrainte, qui donne les seules garanties de son efficacité: l'homogénéité politique du parti. Les centristes «maximalistes», «unitaires» accordent - de façon rhétorique - d'autant plus de valeur à la discipline formelle, qu'ils se refusent à oeuvrer pour l'unité programmatique du parti. Toutes choses égales par ailleurs, quelques années plus tard les centristes à la tête de l'Internationale et des partis donneront une valeur absolue à la discipline - cette fois-ci, dans la pratique - pour surmonter les oppositions à leur abandon progressif des orientations programmatiques communistes.*

Il est bien connu que la Fraction Abstentionniste du PSI adhère formellement et totalement à la Fraction Communiste constituée après le Congrès de Moscou et en fait aujourd'hui partie intégrante - à travers l'intervention du sous-signé à l'élaboration du Manifeste-programme, et par une délibération du Comité central de Naples, unanimement respectée par tous les groupes adhérents.

La fraction abstentionniste s'est constituée officiellement après le congrès de Bologne d'octobre 1919, au cours duquel sa motion a recueilli les voix de 67 sections représentant environ 3500 membres. Le Comité central a son siège à Naples, et son organe de presse est *Il Soviet*, qui se trouve aujourd'hui naturellement parmi les journaux du Parti qui défendent le point de vue de la Gauche.

Au Congrès International de Moscou nous avons soutenu notre thèse de l'incompatibilité pour les communistes de la participation aux élections des organes représentatifs de la démocratie bourgeoise, dans la période révolutionnaire actuelle et pour les pays de vieux régime démocratique. Comme il était prévu, ces thèses ne furent pas acceptées par le Congrès, qui a approuvé les thèses de Boukharine en faveur de la participation électorale et parlementaire dans un sens et avec une perspective révolutionnaires, contre une faible minorité, qui se divisa encore puisque les syndicalistes-anarchistes, anti-parlementaires, n'ont pas voté et ne

pouvaient pas voter pour nos conclusions en raison de leur caractère nettement marxiste. Celui qui écrit déclara à Moscou que les anti-électoralistes d'Italie et d'autres pays acceptaient sans discuter et de façon disciplinée ce résultat.

Toutefois, lorsqu'elle a adhéré en Italie à l'initiative de la gauche, notre fraction n'a pas décidé de se dissoudre ni de modifier sa ligne de conduite négative par rapport aux élections municipales, ainsi qu'il en a été délibéré lors de la Conférence Nationale de Florence des 8 et 9 Mai 1920.

Certains - pas les camarades de la gauche communiste, avec lesquels notre accord sur la ligne politique ne pourrait être plus complet, plus loyal, plus chaleureux - ont voulu spéculer sur cette attitude en soutenant qu'elle contredisait notre déclaration et notre affirmation de principe que le Parti Communiste et la 3e Internationale doivent être fondés sur une discipline de fer. Cette objection a été faite au soussigné dans des réunions du Parti où il soutenait au nom du Comité de Bologne la position de la gauche communiste. Certains ont voulu ainsi trouver un argument de circonstance contre les thèses sécessionnistes que j'ai ardemment défendues, en voyant dans l'orateur l'abstentionniste *indiscipliné* au Parti et à la Troisième Internationale et en prétendant le prendre en faute dans ses affirmations en faveur de l'homogénéité du Parti et de la rupture définitive avec l'équivoque

unité actuelle.

Avant de justifier l'attitude des abstentionnistes, disons quelques mots sur le zèle improvisé des unitaires pour la discipline **de fer, militaire, féroce**, et sur leur thèse selon laquelle ils sont ainsi aussi extrémistes et orthodoxes que nous, et même davantage que nous.

La résolution de leur sophisme contient, je crois, des éléments utiles de discussion pour les camarades de notre tendance, elle peut être utile et pas seulement pour la défense de la légitimité du comportement passé et présent des abstentionnistes.

Les *unitaires* exagèrent formellement le concept de discipline afin de le **déformer en substance**. Ils en font un argument spécieux pour conserver dans le parti les anti-communistes en soutenant que grâce à la discipline envers la majorité et les organes centraux, il sera possible de les faire travailler dans un sens communiste et d'utiliser leur action pour les objectifs révolutionnaires auxquels ils ne croient pas subjectivement.

À l'inverse, du point de vue théorique du marxisme comme du point de vue des critères pratiques d'organisation suivis par l'Internationale Communiste, avant de poser la question de la discipline dans l'action, il faut résoudre au préalable la question du programme.

La discipline ne peut avoir de sens que dans un parti programmatiquement homogène, un parti dans lequel **tous** les adhérents sont en accord sur les positions de principe générales et sur les buts programmatiques - non seulement dans le sens de partager un lointain but final, ce qui pourrait suffire pour un regroupement de partisans d'une doctrine non fondée comme la nôtre sur l'histoire et la dialectique - mais dans le sens précis d'accepter une vision commune du processus historique révolutionnaire. C'est pourquoi il ne suffit pas pour être communiste d'admettre tendanciellement le communisme des biens et des moyens de production; il est nécessaire d'accepter les différentes phases du développement historique: lutte de classe, utilisation de la violence armée contre le pouvoir bourgeois, dictature du prolétariat, système des conseils.

La Troisième Internationale est constituée sur ces bases, dans le sens que chacun de ses membres doit accepter en principe ces fondements programmatiques. C'est une position très équivoque que de dire: un parti a adopté à la majorité le programme communiste, il est donc en règle avec la Troisième Internationale. Non: le programme n'est pas la pensée d'une majorité mais la base constitutive de l'organisation du Parti, la pensée commune à chacun de ses composants. La minorité qui suit d'autres programmes opposés - même si elle prend l'engagement absurde de la **discipline** - doit être éloignée du Parti. La **discipline** n'a rien à voir avec la question du programme: c'est là l'ambiguïté qu'il

faut dissiper (1). Voilà la signification précise de la vingt-et-unième condition d'admission à l'Internationale, si valent quelque chose le témoignage de celui qui l'a proposée, ainsi que les déclarations éminemment autorisées faites à Halle par le camarade Zinoviev, qui a tiré de ce Congrès un argument pour démontrer la justesse de cette proposition, en évoquant la «*séparation des esprits*», à savoir la scission des partis encore divisés sur le contenu du programme (2).

Le problème de la discipline se pose après la résolution de ce point fondamental: étant entendu que tous les membres du Parti sont communistes de par leur libre acceptation du programme (c'est-à-dire **volontairement, subjectivement**, non pas dans le sens, chers amis unitaires, qu'ils soient libres de... ne pas l'accepter et de rester «**disciplinés**» envers le Parti), une fois ceci établi - et la scission du congrès n'est qu'un premier pas vers cette rénovation intime du parti - il reste inévitablement, utilement, des divergences sur les questions de **tactique**. Si nous sommes d'accord sur la conception générale du processus historique révolutionnaire, déterminé d'une façon générale par l'action des grandes forces historiques supérieures aux volontés et aux consciences des individus, ces forces elles-mêmes déterminant les consciences et les volontés collectives, comment s'insère dans ce processus **l'action, la préparation** du parti révolutionnaire de classe? Quels sont les points d'application de ses efforts? Quelle est l'intensité de ceux-ci sur les différents points? Quels sont donc les mouvements et les initiatives des forces encadrées par et dans le Parti?

À ces questions il y a des réponses générales - scission ou non des syndicats jaunes, abstentionnisme ou électoralisme, et ainsi de suite - fournies par la **majorité** lors des congrès, l'autorité suprême étant les congrès **internationaux**; ou des réponses contingentes - est-ce le moment de lancer une attaque ou d'attendre, etc... - fournies par les décisions des organes centraux. Cela vaut aussi pour les **interprétations** controversées des résolutions des congrès, les décisions du Comité Exécutif International devant l'emporter. Celui-ci cependant - comme Zinoviev l'a déclaré - ne prétend pas donner le signal d'actions nationales, l'obstacle en étant avant tout d'ordre **technique**.

Voilà les rouages, le mécanisme de la discipline, de la centralisation dans l'action, qui doit être de fer, qui doit avoir un caractère militaire comme les structures de commandement d'une armée, la lutte de classe étant aujourd'hui de fait une guerre ouverte.

Mais aucune discipline n'est concevable ou applicable là où fait défaut l'homogénéité programmatique du Parti.

Ce n'est pas tout: il faut dire que notre manière de poser le problème est en fait la seule qui respecte

la liberté d'opinion. L'autre, celle absurde des unitaires, si elle pouvait dans la pratique ne pas se dissoudre dans le **je m'en foutisme** de la minorité, serait l'étouffement de cette liberté.

Le principe de la liberté d'opinion n'a aucune valeur du point de vue marxiste. Le prolétariat au pouvoir le niera à ses adversaires de classe, tandis que sa lutte et son travail prépareront le seul principe qui a un sens communiste : le droit à l'existence, à travers la disparition des classes, qui permettra l'épanouissement de rapports spirituels supérieurs. Mais ces rapports supérieurs, en dehors de toute formulette petite-bourgeoise, peuvent et doivent vivre dans le Parti, tel que nous le concevons. Une fois les adversaires du programme communiste mis à la porte - afin qu'ils puissent jouir **momentanément** de la liberté de parole et de propagande... anti-révolutionnaire -, le parti connaîtra le respect des opinions et des tendances et de leurs féconds débats internes, parallèlement à l'**obéissance absolue dans l'action**: obéissance aux décisions de la majorité, aux organes centraux. C'est pourquoi Moscou dit: **centralisme démocratique**. La «démocratie», dans l'absolu, ne peut exister dans la société hétérogène divisée en classes; elle peut et doit vivre à l'intérieur du véritable parti **de classe** - ceci en dehors du fait que, dans le **sens historique**, «démocratie» signifie le **mensonge** de l'égalité des droits dans une société divisée en classes; et qu'elle doit être dépassée dans le système de représentation de classe, la dictature du prolétariat, avant même l'apparition des nouveaux rapports de vie de la société future.

Les **unitaires** veulent garder dans le parti ceux qui ne doivent ni ne peuvent y être parce qu'ils ne veulent ni ne peuvent agir dans le sens communiste; et pour y arriver ils comptent sur la **discipline**. Ainsi s'explique leur zèle à vanter celle-ci, en paroles, mais en déformant en réalité toute la question.

Après avoir montré du point de vue théorique l'inconsistance de leur point de vue, ajoutons que les démonstrations de son caractère fallacieux existent aussi dans la pratique. Nous ne les trouvons pas seulement dans l'histoire instructive de toutes les scissions des partis étrangers, mais aussi dans les péripéties de notre mouvement.

L'équivoque unitaire, avec son argument boiteux de la discipline, l'a emporté à Bologne. Les résultats fournissent la preuve expérimentale de ce que nous avons exposé sur le plan théorique. La minorité de droite, après avoir rejeté le programme et accepté **librement** (!) la discipline, resta dans le parti: elle y a fait de la manière la plus éhontée **un travail opposé au programme même du parti**, sans que ne servent à rien les freins de la Direction maximaliste. Au contraire elle a fait capituler le maximalisme en dépit de toute sa puissance numé-

rique, dans tous les épisodes de l'action parlementaire et syndicale et des luttes politique en général.

C'est pourquoi nombreux sont ceux qui, après avoir été pour l'unité à Bologne, sont aujourd'hui d'accord avec nous, les abstentionnistes, sur la nécessité de la scission.

\* \* \*

Venons en maintenant à la question des abstentionnistes. Après ce qui précède nous pourrions dire: nous admettons la discipline inconditionnelle dans l'Internationale; nous l'admettrons dans le Parti Communiste; nous ne l'admettons pas dans le parti-minestrone actuel, où ses conditions logiques sont absentes.

Mais il y a plus. Les thèses qui ont prévalu à Moscou sur l'action électorale, si elles ont condamné l'abstentionnisme et la tactique du boycottage des élections - tactique que d'ailleurs nous n'avons pas mise en application, ni avant ni après, précisément par discipline - sont telles qu'elles **condamnent aussi implicitement l'électoralisme pratiqué par le Parti Socialiste Italien dans son ensemble**, dans les élections générales comme dans les élections municipales actuelles. Cette condamnation a été en outre explicitée dans de nombreux documents du Congrès International connus par les lecteurs, et dans la 17<sup>e</sup> thèse sur les tâches de l'Internationale (parue récemment en intégralité dans l'«*Avanti!*»). De très nombreux commentaires de non abstentionnistes l'admettent aussi.

Même en admettant la discipline envers un parti **non** communiste, il n'est pas possible d'en arriver à accepter par discipline une action politique **non communiste**. Cela conduirait à inverser la fonction et les buts de la discipline: **la mise en oeuvre de la tactique décidée au Congrès International**.

Quand en Italie le Parti Communiste mettra en oeuvre cette tactique sur le terrain électoral, les abstentionnistes les plus convaincus donneront l'exemple d'une discipline absolue.

Jusqu'à aujourd'hui, sans saboter en aucune façon les élections, ils ont travaillé aux buts vers lesquels les élections auraient dû, mais **n'ont pas été** orientées: l'affirmation des principes communistes, l'application des résolutions de la Troisième Internationale. Ils ont du toupet, ces messieurs qui invoquent la discipline pour éluder habilement les décisions internationales qu'ils doivent respecter en matière d'unité du Parti - et qui ensuite prennent au sérieux les décisions de Moscou contre lesquelles ils ont fait tant de bruit, mais uniquement pour défendre un électoralisme, que ce fait seul suffit à démontrer qu'il n'est **pas inspiré par les buts du communisme!**

Notre petite fraction a un autre mérite: avoir

maintenu dans le Parti de nombreux éléments qui sans elle seraient partis vers l'anarchie ou le syndicalisme: en ne laissant pas à ces courants le monopole de la lutte contre le réformisme de la droite du Parti et l'opportunisme du centre, et aussi en démasquant leurs erreurs programmatiques avec les arguments marxistes qu'aujourd'hui les unitaires répètent hors de propos comme des perroquets, avec un esprit d'avocassiers.

C'est pourquoi, nous les abstentionnistes, nous nous sentons à notre place non seulement dans la IIIe Internationale où nous pouvons et pourrons librement soumettre nos thèses (quand nous l'avons fait, ou étaient les représentants de la **droite** qui prétendent y adhérer avec des divergences **programmatisques** autrement plus importantes ?), mais aussi dans la fraction communiste du Parti, dans le Parti Communiste naissant, à travers la collaboration effective, sereine, cordiale à la définition toujours meilleure des orientations qui assu-

reront la victoire éclatante du prolétariat d'Italie.

(1) La question des rapports entre programme et discipline avait déjà été traitée par la Gauche à travers la voix d'Amadeo Bordiga au IIe Congrès de l'Internationale: « *En matière de programme il n'existe pas de discipline; ou on l'accepte, ou on ne l'accepte pas, et dans ce dernier cas on quitte le Parti. Le programme est une chose commune à tous, non une chose établie par une majorité de militants* ». Voir « *Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste* » sur *Programme Communiste* n° 43-44.

(2) Le Congrès de Halle des *socialistes indépendants* (USPD) en octobre 1920 où Zinoviev était présent, avait vu la majorité accepter les conditions d'admission à l'Internationale. Voir *Programme Communiste* n° 86 pour le chapitre de l'Histoire de la Gauche communiste sur ce sujet.

## L'opportunisme international («Il Comunista» n° 9 - 9/1/1921)

*Cet article met en évidence que l'opportunisme, éternel défenseur des «particularités nationales» et autres «conditions locales spéciales» qui rendraient selon lui impossible une ligne d'action valable pour tous les pays et rendraient nécessaire le maximum de liberté, de souplesse et d'autonomie d'action aux partis nationaux, suit en réalité la même ligne d'action et avance les mêmes arguments dans tous les pays et dans toutes les circonstances. Les lecteurs d'aujourd'hui pourront en outre constater que l'argument de Zimmerwald (action de Lénine avec des éléments non bolchéviques), était déjà utilisé pour combattre le «sectarisme» de la Gauche...*

A Moscou Serrati ne faisait que répéter à Lénine: nos réformistes, les Turati, Treves, D'Aragona, Dugoni, ne sont en aucune façon comparable à vos *menchéviks*. Vous ne devez pas croire qu'ils soient ou qu'ils puissent devenir les saboteurs de la révolution. Les camarades russes pensaient au contraire, comme nous, qu'il n'y a aucune différence entre les uns et les autres.

Voilà qu'il en tombe sous les yeux une nouvelle preuve:

La *Justice* de Reggio du 24 décembre a publié un rapport du Comité central du parti menchévik, adoptée le 12 mai 1920 au sujet de la reconstruction de l'Internationale. La *Justice* déclare souscrire à «*la plupart des affirmations théoriques faites par les menchéviks*» avec une seule réserve sur la proposition de constituer la IVe Internationale. «*Il faut au contraire entrer dans la IIIe Internationale pour travailler en commun accord à ce que les décisions prises au second Congrès soient modifiées, permettant à l'Internationale de regrouper toutes les forces socialistes en un seul faisceau*».

Ce programme de l'opportunisme mondial, c'est-à-dire pénétrer dans la IIIe Internationale pour lui ôter son vrai caractère et son contenu historique, qui réside dans la sélection sévère des «forces socialistes», serait certainement accepté également par les menchéviks, si la porte ne leur avait pas déjà été claquée au nez. Laissez la *Justice* recevoir un tel traitement et vous verrez qu'elle aussi sera pour la IVe, ou la II et demi, Internationale; comme du reste cette note de la *Critique Sociale* que nous avons donnée dans le numéro précédent (1).

Mais une coïncidence de pensée entre opportunistes italiens et russe est particulièrement intéressante.

La *Justice* s'enthousiasme pour la déclaration menchévique selon laquelle «*le processus du développement révolutionnaire suit et suivra dans chaque pays son chemin propre suivant le degré de développement, etc...*». Elle ne voit pas, la *Justice* myope, la saveur que prend cette affirmation quand elle est dans la bouche des **droites** russes. Ceux-ci, d'accord avec les opportunistes

du monde entier, affirment que **l'Internationale Communiste veut imposer à tous les pays la copie de la tactique révolutionnaire russe**. Mais ces Messieurs découvrent ingénument leur propre jeu, dans la mesure où ce sont eux qui en Russie, précisément en Russie, se sont opposés à la tactique révolutionnaire en prétendant qu'elle est inapplicable dans un pays si arriéré. Et à leur tour les réformistes occidentaux découvrent leur jeu, en reprenant aux menchéviks ce prétexte des conditions nationales, mais en l'appliquant à l'inverse, contre la méthode révolutionnaire soutenue par les communistes de leurs propres pays.

Les fameuses *particularités* n'empêchent pas que dans tous les pays naissent et se développent chaque jours davantage les partis communistes, mais elles n'empêchent pas non plus que dans chaque pays fleurisse le même opportunisme, fort des mêmes arguments équivoques - et qu'une caractéristique infaillible des opportunistes soit précisément la fameuse thèse des **différences d'environnement** et en conséquence des nécessaires **autonomies** dont tous les partis devraient se servir pour approuver toutes les révolutions, sauf celle dans son pays; pour conserver le droit d'accepter les principes communistes et la dictature prolétarienne et se dresser contre elle au moment suprême, simplement parce que ce n'est pas le lieu ni le moment!

Confrontez le raisonnement des réformistes de Reggio avec ceux des menchéviks, et il apparaît très clairement cette conclusion: ils agissent tous les deux de façon à pouvoir être contre la tactique révolutionnaire communiste, pour des raisons contingentes ou locales, mais en évitant toute déclaration précise et de principe anti-révolutionnaire. C'est en cela que consiste l'**opportunisme** - en attendant que l'on trouve pour cet intéressant phénomène historique un mot plus exactement approprié.

\* \* \*

Autre remarque importante. Les opportunistes du centre italien (socialistes communistes unitaires) reprennent aussi la thèse des différences de situations et de conditions nationales. Mais dans leur cas aussi on constate que leurs arguments spécifiques contre une application rigide des décisions de l'Internationale, sont identiques aux arguments des opportunistes des autres pays. Cela a été noté plusieurs fois. Mais en voici un autre exemple.

Il est connu qu'un cheval de bataille des communistes unitaires est l'argument Zimmerwald - Kienthal transformé dans une légende que dans ce même numéro un article de C.N. réduit à ses véritables proportions (2). Un autre est le mérite d'avoir «*défendu la Révolution russe*». En bien, écoutez comme le *Populaire* de Paris, organe anti-

communiste de Longuet et des autres expulsés aujourd'hui de l'Internationale, spécule lui aussi sur le même motif polémique, pour vanter la conférence tenue à Berne par les «*reconstructeurs*» (3):

«*L'assemblée était hautement représentative des meilleurs éléments socialistes du monde entier, d'hommes dont certains dans la grande épreuve de 1914 à 1918 n'ont pas plié un seul instant, de militants qui au milieu d'universelles défaillances, ont tenu haut et fort dans la tourmente le drapeau rouge du Socialisme Révolutionnaire international, qui furent les organisateurs des conférences de Zimmerwald et de Kienthal et les premiers défenseurs de la Révolution russe*».

Et vlan pour les **différences**! Ceux qui en sont les partisans dans les différents pays, chantent en fait en parfait accord international la même rengaine anticommuniste. Et c'est la meilleure preuve de la valeur **universelle** ce qui constitue le pilier de notre méthode, la résultante de la période historique actuelle; le processus révolutionnaire marxiste avec la révolution violente et la dictature du prolétariat; le passage à la défense de la bourgeoisie et à la contre-révolution par le socialisme de droite qui conteste ce processus; la division nette entre les communistes de la nouvelle Internationale et les éléments qui, suivant les traditions de la vieille, même quand ils le nient en parole, servent de soutien au capitalisme chancelant. Tout cela est un fait de tous les pays; et c'est dans un esprit marxiste véritable, travaillant sur une masse de faits incontestables fournis par l'histoire contemporaine de toutes les nations, que le Congrès International a élaboré les normes générales qui servent **partout** à garantir l'organisation des communistes des pièges de l'opportunisme.

Les expériences ultérieures - et notamment les oppositions et les **réserves** proposées aux conditions d'admission - confirment que cette mesure était vitale et indiscutable; et ils nous fournissent les éléments pour instaurer un rigueur toujours plus grande à l'avenir - à mesure que les contradicteurs de tous les pays s'enfoncent sous nos yeux dans le tourbillon inexorable qui mène au centre de la contre-révolution.

---

(1) La *Critique Sociale* du 1-15/9/1920 reproduisait un discours de Turati où il disait espérer de tout coeur l'avènement de la «*IVe Internationale, la dernière, la véritable, la synthétique, la définitive*».

(2) Article de Carlo Niccolini, «*Zimmerwald-Kienthal*».

(3) Par opposition à ceux qui prônaient la constitution d'une nouvelle Internationale et de nou-

veaux partis, les «*Reconstructeurs*» dont Longuet était le chef de file, défendaient les vieux partis et la vieille Internationale dont ils ne critiquaient - très mollement - que les aspects les plus outranciers de

leur politique d'union nationale durant la guerre. La constitution du PCF venait - malheureusement seulement en apparence - de les laisser sur le carreau.

## Les Unitaires ne sont pas communistes

( «Il Comunista», n° 7 - 26/12/1920 )

*Ce court article a l'intérêt tout particulier d'énoncer une série de points très importants, comme le fait que l'opportunisme (indépendamment des réserves que fait l'article sur ce mot, aux connotations imprécises et de type moral) n'est pas un phénomène **psychologique** individuel, ou que l'une des caractéristiques fondamentales du parti de classe est sa capacité de **prévision** de situations, outre son thème central: sur le plan politique et vis-à-vis des réformistes, on ne peut être unitaire et communiste à la fois.*

Au Congrès de Halle, devant les tergiversations des hommes de la droite, selon qui les 21 conditions d'admission à l'Internationale étaient inacceptables, Zinoviev leur demanda d'indiquer comment auraient dû être formulées les conditions pour qu'ils les trouvent acceptables; après leur réponse il a démontré dans un éloquent discours que la droite repoussait en réalité les principes mêmes de la IIIe Internationale et du Communisme par leurs objections aux conditions d'admission; et que nous ne trouvions donc non pas devant un problème d'application ou d'interprétation d'un froid formulaire, mais devant celui de la séparation de deux âmes politiquement et historiquement antithétiques.

Les mêmes positions s'appliquent avec une analogie évidente à l'attitude de la fraction communiste socialiste unitaire. Ses responsables déclarent qu'ils se basent sur les principes communistes et sur le programme de la IIIe Internationale, mais qu'ils ont des réserves à faire aux conditions d'admission.

Eh bien, la nature de ces réserves est telle qu'elle nous permet d'affirmer et de prouver qu'avec celles-ci les communistes unitaires se placent en dehors et contre les axes fondamentaux du communisme; que dans la mesure où ils sont **unitaires**, ils cessent d'être **communistes**.

Les tendances de droite du mouvement prolétarien ont une façon particulière d'argumenter et de propager leurs thèses: ne jamais mettre en évidence leur véritable position politique, mais se placer sur un autre terrain, pour, derrière des concessions apparentes aux principes soutenus par la gauche, amoindrir ceux-ci et les remettre en cause par mille moyens et mille critiques polémiques dans le but de semer la confusion et de troubler les masses. Les situations historiques ultérieures montrent ensuite la véritable nature anti-révolutionnaire de ces cou-

rants, camouflée sous mille équivoques, mais qui se révèle aux moments décisifs de la lutte prolétarienne. Dans ce phénomène qui n'est pas de nature personnelle et subjective et ne se réduit pas à une manoeuvre, mais qui découle des lois dialectiques supérieures qui règlent la formation, dans certaines situations historiques, de la conscience des mouvements collectifs, réside cette maladie que désignent les communistes avec ce mot qui n'est pas très exact d'**opportunisme**, et dont le IIe Congrès de l'Internationale a fait un brillant diagnostic pour tous les pays, en prescrivant le remède puissant, mais peut-être pas suffisamment héroïque, de l'**ordonnance** des 21 conditions.

Mais ce n'est pas de ces considérations - très importantes et sur lesquelles nous insisterons, y compris face aux thèses erronées qui proposent de se fier pour la sélection du parti aux seules déclarations individuelles d'acceptation ou non du bagage d'idées et de méthodes de l'Internationale -, ce n'est pas de cet argument que nous voulons nous servir pour prouver que les unitaires sont contre le communisme, mais bien des raisons qu'ils avancent eux-mêmes, et des définitions qu'ils donnent eux-mêmes de leur divergence avec nous.

Leurs réserves, qui leur semblent peu de chose, détruisent en réalité toute la valeur des conceptions marxistes et communistes du rôle du parti et de l'Internationale.

Selon eux, le PSI est un parti qui pour être communiste, pour être de plein droit dans l'Internationale communiste, ne doit que se centraliser et se discipliner un peu plus, et éventuellement exclure certains éléments chroniquement indisciplinés de l'extrême droite, quand le moment sera venu.

Le caractère communiste du parti serait démontré par le fait qu'il aurait résolu de façon



radicale deux questions que tous les partis de la IIe Internationale n'ont pas surmontées: la question de la **collaboration de classe** (comprise dans le sens des alliances électorales et du ministérialisme) et celle de l'attitude face à la **guerre**.

Mais il est à l'inverse fondamental que la IIIe Internationale historiquement ne s'est pas construite sur ces deux questions; elle est la réunion des partis que l'expérience de la grande crise guerrière ont conduit sur le terrain: 1) de la négation de la **défense de la patrie**; 2) de la négation de la possibilité pour le prolétariat de s'émanciper par la voie démocratique, c'est-à-dire sans révolution violente et dictature du prolétariat.

Il y a au contraire dans le PSI des partisans de la défense nationale, il y a des adversaires de la violence et de la dictature du prolétariat - et il y a même encore en vérité des **partisans de la collaboration ministérielle avec la bourgeoisie**, puisqu'à Reggio d'Emilie en 1912 seuls ceux qui préconisaient l'application immédiate de cette collaboration ont été exclus, tandis que restaient les **réformistes de gauche**, les **partisans de Turati**, qui, niant l'opportunité contingente, admettaient le principe de la **collaboration**, et l'admettent encore aujourd'hui sous la nouvelle appellation de la montée au pouvoir, comme je l'ai démontré dans un article précédent.

Prétendre que le PSI est en harmonie avec le caractère historique de la IIIe Internationale, signifie donc travestir et nier le caractère de celle-ci dans ce qu'elle a de plus fondamental et général, de moins accidentel et propre seulement aux conditions de tel ou tel pays.

Mais, ajoutent les unitaires, nous voulons garder dans le parti les éléments de droite, à condition que dans l'action ils soient disciplinés envers le programme communiste.

Une telle conception du parti lui ôte ce caractère d'homogénéité programmatique sans lequel il n'est plus le **parti de classe** de Marx, dépositaire d'une conscience critique et théorique, d'une vision exacte des évolutions historiques qui se préparent, il n'est plus l'organisation des forces qui sont inspirées par le seul objectif des conquêtes finales et maximales révolutionnaires.

La IIIe Internationale a redonné sa valeur à cette organisation et à ce rôle du parti de classe, alors que dans la période de la IIe Internationale le parti était devenu toute autre chose: une structure bureaucratique toute consacrée à l'action syndicale corporatiste et à l'action parlementaire et réformiste. Le parti ne voyait plus ni ne représentait plus la mission historique du prolétariat, mais les petites aspirations fragmentaires et immédiates de groupes ou groupuscules de prolétaires.

Le PSI conserve encore ce caractère ouvriériste, labouriste et électoraliste dans le mécanisme de sa constitution et de sa fonction. Moins, si l'on veut,

que d'autres partis de la IIe Internationale, mais il le conserve tout de même.

Les unitaires ne veulent pas le supprimer, et cela découle non seulement de leur a priori unitaire, mais aussi de leur argument fondamental selon lequel il ne faut pas perdre les municipalités, les sièges au parlement, les Ligues et toutes les autres organisations dirigées par le parti. Ces institutions et ces formes d'action, au lieu d'être utilisées pour y mener le travail politique révolutionnaire du parti comme l'indiquent le Manifeste des Communistes et les thèses de l'Internationale, deviennent des fins en soi, comme c'était le cas dans la tactique révisionniste de la vieille Internationale.

Les unitaires disent autre chose encore: nous reconnaissons qu'une partie du parti soit s'éloigner; mais nous croyons que le moment n'est pas encore venu, et nous demandons que Moscou ne nous l'impose pas maintenant.

Pour raisonner ainsi, il faut en réalité ne pas comprendre la conception communiste du parti. Du point de vue marxiste, la valeur du parti réside dans sa capacité à **prévoir** les situations historiques dans laquelle se présentera la lutte de classe et dans sa capacité à préparer les masses à ces situations; et surtout - et c'est là la raison d'être historique de la nouvelle Internationale - dans sa capacité à utiliser les expériences révolutionnaires riches d'enseignement de cette période de guerre, pour paralyser l'action anti-révolutionnaire que mènent les **socialistes** de droite dans les situations révolutionnaires décisives.

Au Congrès de Bologne le Parti Socialiste Italien a adhéré à la IIIe Internationale et il s'est donné un nouveau programme qui glissait sur la règle déjà bien connue de la Ier Congrès de l'Internationale selon laquelle il fallait se séparer de sociaux-démocrates. L'Internationale n'avait pas alors de mécanisme organisationnel pour contrôler les adhésions. Le IIe Congrès a pourvu à cela en constatant que, parmi les autres partis, le parti italien n'était pas dans les conditions historiques de faire partie de la IIIe Internationale.

L'heure de la sélection est déjà passée depuis un an et demi, l'Internationale n'a fait qu'en prendre acte, et les unitaires prétendent qu'il s'agit d'une demande improvisée, inattendue, envoyée en toute hâte de Moscou!

Tout ceci démontre que parmi la grande majorité qui se déclarait maximaliste à Bologne, une bonne partie n'avait pas compris le caractère historique de la nouvelle Internationale et la nouvelle fonction que devait assumer le Parti; ce maximalisme de l'apparence s'est peu à peu différencié de ce qui s'est regroupé de communiste dans le parti, et aujourd'hui il est possible de distinguer à l'oeil nu ces deux courants, séparés par le problème de l'unité et de l'attitude devant les décisions du Congrès International.

Derrière la formule contradictoire dans ses termes mêmes de **communisme unitaire** se rassemblent les éléments (l'expression n'indique pas seulement des **hommes**, mais des **groupes**, des **forces**, des **rappports**) **non communistes** du parti qui en sont restés à une conception et une activité historiquement dépassées, antithétique à celle de la IIIe Internationale.

Cela ne veut pas dire que tous les effectifs de la fraction unitaire ne sont constitués que de camarades non communistes. Cela veut dire que dans ses

positions et dans son action, cette fraction reprend et met au premier plan précisément tout ce que notre Parti a d'ouvriériste, de social-démocrate, d'attaché par routine aux formes de la vieille Internationale, tout ce dont les communistes doivent à tout prix se séparer, tout ce dont les communistes doivent se libérer dans un suprême effort - ce qui n'exclut pas que beaucoup de partisans actuels de l'erreur et de l'équivoque unitaire soient attirés dans l'orbite communiste, quand l'équivoque sera brisée avec toute l'énergie et tout le courage qui sont nécessaires.

---

*Nouvellement aux Editions Programme*  
**« Qu'est-ce que le Parti Communiste International ? »**

Cette nouvelle brochure de 108 pages en russe contient les articles suivants:

- *Qu'est-ce que le Parti Communiste International?*
- *Révolution et contre-révolution en Russie.*
- *Critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré.*
- *Programme du Parti Communiste International*

Réalisée grâce à l'aide militante de lecteurs russes, cette brochure, comme celles qui suivront, a pour but de faire connaître aux militants d'avant-garde en Russie les thèses fondamentales de notre courant, et, par conséquent, de contribuer à la reconstitution du mouvement communiste authentique dans le pays de la révolution d'octobre. Objectif rien moins que proche, mais qui nécessite la compréhension correcte de la nature de la révolution, de la contre-révolution en Russie et de l'Etat qui s'y édifié. Contrairement à ce qui pourrait sembler, la fin officielle du mensonge du socialisme soviétique n'a pas rendu caduc le travail d'élucidation et d'analyse marxiste des événements gigantesques qui se sont déroulés en Russie, travail qui a nécessité et qui s'est accompagné de la restauration des positions marxistes véritables; aujourd'hui comme hier il constitue un acquis qui reste fondamental pour rompre avec la contre-révolution et aller vers la constitution du futur parti international de la révolution communiste.

Et ceci est particulièrement vrai dans la Russie actuelle où toute la gamme des néo-staliniens se présentent comme les seuls défenseurs des ouvriers, les seuls opposants au régime et les seuls héritiers de la révolution d'octobre.

**PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL**

Le Proletaire Programme Communiste  
И Комуниста El Programa Comunista

**ЧТО ТАКОЕ  
ИНТЕРНАЦИОНАЛЬНАЯ  
КОММУНИСТИЧЕСКАЯ  
ПАРТИЯ**

---

# Ouvrages reçus à la rédaction

## Notes de lecture

### «Aufheben» n° 8

(automne 1999)

Brighton & Hove Unemployed Workers  
Centre, 4 Crestway Parade, Hollingdean,  
BRIGHTON BN1 7BL (GB)

Ce n° de la revue britannique «Aufheben» contient des articles sur la guerre au Kosovo, sur la politique sociale du gouvernement britannique (la dite «troisième voie») et, ce qui nous intéresse plus directement, sur l'analyse de l'URSS par les «communistes de gauche».

On peut ranger «Aufheben» dans le courant communément (mais pas très exactement) appelé «ultra-gauche»: en fait, bien qu'ils se réclament hautement de Marx les «ultra-gauches» trahissent leurs penchants libertaires irrépressibles par leur rejet de la notion marxiste de parti (soit en refusant tout rôle au parti, soit en réduisant son rôle à celui d'un simple éclaireur des consciences prolétariennes) à laquelle ils opposent la **spontanéité** et l'**autonomie** des masses. De la même façon que les libertaires, en voulant priver le prolétariat de son organe révolutionnaire qu'est le parti de classe, ils le condamnent, qu'ils le veuillent ou non, à l'impuissance face à la bourgeoisie. C'est bien pourquoi Lénine estimait avec raison qu'ils étaient en réalité une «fausse gauche».

Lénine, justement, «Aufheben» tout comme ses collègues ne l'aime guère peut-on constater en lisant l'article intitulé «Le communisme de gauche et la révolution russe» qui entend exposer les théories des gauches communistes russe, allemande et italienne. Selon la revue, le tort de Lénine était d'être «fidèle aux orthodoxies de la deuxième Internationale». Il avait sans doute, concédait-elle, un «côté révolutionnaire» qui s'affirma dans son opposition résolue à la guerre et lui permit de s'allier «avec la gauche communiste européenne - la gauche de Zimmerwald», mais cette alliance s'effondra en raison de «son refus de travailler avec ceux qui refusaient le droit à l'auto-détermination des nations».

Surtout Lénine a seulement «semblé» en 1917 (dans ses «Thèses d'avril») abandonner «la ligne marxiste classique (suivie à la fois par les bolchéviks et les menchéviks) selon laquelle la Russie était mûre seulement pour une révolution démocratique bourgeoise» et adopter les positions de la gauche communiste d'une révolution socialiste en Russie, avant de revenir ensuite à l'«orthodoxie» après la révolution. La paix de Brest-Litovsk serait la démonstration de ce retour car, selon «Aufheben» cette paix signifiait

l'«abandon de la révolution mondiale au profit d'une "construction socialiste" nationale»; et les communistes de gauche russes qui refusaient alors l'accord de paix et préconisaient la guerre révolutionnaire contre l'Allemagne auraient été en tant que tels «les premiers tenants de l'idée que le socialisme dans un seul pays est impossible» - comme si Lénine pendant des années et des années n'avait pas combattu précisément l'idée qu'il était possible d'instaurer le socialisme en Russie!

Il serait difficile d'entasser en si peu de lignes plus de contre-vérités historiques. Voyons un peu:

- Lénine et ses partisans représentaient au moment de la guerre et à Zimmerwald non seulement l'**essentiel** de la gauche socialiste (le terme communiste n'étant pas encore remis à l'honneur par les bolchéviks) européenne, mais surtout le courant le plus conséquent, **le seul** solidement ancré sur les positions révolutionnaires marxistes, qui s'est efforcé d'organiser les rares forces révolutionnaires, hésitantes ou confuses d'Europe dans cette gauche de Zimmerwald: bien autre chose qu'une «alliance» avec une (malheureusement inexistante) gauche communiste européenne! Si en septembre 1915 à Zimmerwald cette gauche autour de Lénine était ultra-minoritaire (1), l'année suivante à Kienthal elle était presque majoritaire. Mais par la suite il devint de plus en plus évident pour les bolchéviks qu'il était nécessaire de rompre avec le «bloc de Zimmerwald» rassemblant pêle-mêle des révolutionnaires marxistes authentiques, des sociaux-pacifistes et des opportunistes soucieux de se refaire une virginité politique à l'approche de la fin de la guerre, et de travailler résolument et directement à la fondation de la IIIe Internationale. C'est la constitution de celle-ci en 1919, à la chaleur de la révolution russe, qui fut l'événement décisif non pour l'«alliance» d'une prétendue gauche communiste européenne avec les bolchéviks, mais pour la **renaissance de l'organisation révolutionnaire internationale du prolétariat**. Nous avons souvent souligné que la fondation de l'Internationale peut être considérée comme la plus haute conquête de la révolution d'Octobre. Qu'a à dire «Aufheben» de ce fait? Rien...

- Nous ne nous attarderons pas sur le fameux «tournant» des **Thèses d'avril** 1917 de Lénine, que les opposants à celui-ci dans le parti dénoncèrent comme un ralliement à Trotsky (et non à une gauche communiste menée par Boukharine qui n'existait pas encore), sinon pour rappeler ce que nous avons expliqué d'innombrables fois: ces Thèses qui ouvraient la voie à la lutte pour le pouvoir,

n'étaient pas l'abandon de la position marxiste classique, mais sa **réaffirmation**. Elles n'étaient pas un ralliement à l'idée absurde que la Russie arriérée était devenue, au moins en partie, mûre pour le socialisme, mais le rappel éclatant que le monde capitaliste, lui, était mûr pour le socialisme et que la révolution russe était le coup d'envoi de la **révolution socialiste internationale**. Si en avril 17 il y eut bel et bien un tournant décisif, c'est par rapport à la ligne conciliatrice vis-à-vis du gouvernement provisoire suivie par les dirigeants bolchéviques qui se trouvaient en Russie: sous la pression de la vague petite-bourgeoise (pour reprendre la formule de Lénine), les chefs du parti hésitaient, au point de discuter même d'un éventuel soutien au gouvernement des menchéviques et des bourgeois!

Dans ses Thèses d'avril Lénine ne trace pas la perspective «inattendue», «non-orthodoxe», de passer de la révolution bourgeoise accomplie en février à la transformation socialiste, mais de passer de la tactique menchévique, opportuniste, dans la révolution démocratique-bourgeoise russe, à la tactique prolétarienne, communiste, **dans cette même révolution**, tactique qui implique aussi de donner l'impulsion maximum à la révolution communiste internationale, qui seule pourra à son tour permettre à la Russie arriérée et paysanne de brûler les étapes en direction du socialisme. La perspective reste fondamentalement celle tracée par Marx et Engels: «Si la révolution russe [bourgeoise - NdlR] donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective de Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste» (1882); cette révolution russe anti-tsariste «donnera encore au mouvement ouvrier occidental une nouvelle impulsion et de meilleures conditions de lutte, autrement dit elle hâtera le triomphe du prolétariat industriel moderne sans lequel la Russie d'aujourd'hui ne peut dépasser ni la commune [paysanne- NdlR], ni le capitalisme pour se diriger vers la transformation socialiste» (1894) (2).

La révolution d'Octobre 17 ne s'est pas faite «contre le Capital» comme l'écrivit le futur conseiller Gramsci, ou contre «l'orthodoxie» marxiste comme le répète «Aufheben», mais sur la voie indiquée par le marxisme, défendue par les bolchéviques contre les menchéviques et retrouvée par le parti en avril 17 après une période de confusion grâce aux thèses de Lénine.

• Suivant les positions habituelles du courant auquel elle appartient, «Aufheben» voit dans la **paix de Brest-Litovsk** «dans laquelle le gouvernement bolchévique accepta l'annexion [cette formule fait partie de l'arsenal classique anti-bolchéviques, car elle permet de les accuser d'être...

favorables aux annexions!] par l'Allemagne d'une grande partie du territoire où la révolution avait éclaté, y compris les Etats Baltes, l'Ukraine et une partie de la Russie Blanche», un abandon de la révolution internationale et une action qui oppose fondamentalement l'orthodoxe Lénine aux communistes de gauche. Il est vrai que toute une fraction du parti bolchévique se constitua alors, avec Boukharine comme principal porte-parole, pour s'opposer à la signature de la paix avec l'impérialisme allemand. Ces «communistes de gauche» dénonçaient, comme les petits-bourgeois du parti Socialiste Révolutionnaire, les termes «honteux» du traité de paix, et ils étaient partisans du déclenchement d'une «guerre révolutionnaire» contre l'Allemagne. La suite montra que ce «romantisme révolutionnaire» où les sentiments platement patriotiques n'étaient pas toujours étrangers, n'était pas du tout partagé par les soldats, qui attendaient du parti qu'il mette fin à la guerre. Lénine répliqua sèchement: «Celui-là n'est pas un socialiste qui ne comprend pas que pour vaincre la bourgeoisie, pour assurer le passage du pouvoir aux ouvriers, pour **déclencher** la révolution prolétarienne internationale, on ne peut et on **ne** doit s'arrêter devant aucun sacrifice, y compris celui d'une partie du territoire, celui qu'imposent de lourdes défaites infligées par l'impérialisme. Celui-là n'est pas un socialiste qui n'a pas prouvé par des **actes** qu'il était prêt à consentir les plus grands sacrifices de «sa» patrie, pourvu que la cause de la révolution socialiste progressât effectivement» (3).

Il n'est pas sans intérêt de signaler que les militants de la Gauche en Italie, malgré la rareté des informations fiables, prirent alors parti pour Lénine et contre les tenants de la «guerre révolutionnaire». Dans un long article publié sur le quotidien central du Parti Socialiste Italien, l'«Avanti!», sur la reprise de l'offensive allemande après la rupture des négociations de paix de Brest-Litovsk, Bordiga se solidarisa avec la tactique suivie par le parti bolchévique. En voici quelques extraits:

«(...) Il s'agit d'établir si (...) le gouvernement prolétarien russe prépare une contre-attaque militaire contre les Empires centraux, fait qui ne pourrait pas ne pas avoir une influence importante sur l'attitude des partis socialistes des autres pays, et surtout du nôtre [en effet le parti italien, à la différence de la plupart des autres, avait refusé de soutenir la guerre impérialiste, attitude qui serait devenue alors intenable - NdlR]. (...) Il est significatif de constater que les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires sont à peu près tous des partisans enthousiastes de la "guerre sainte révolutionnaire", qui, pour dire nettement notre opinion, appartient au royaume de la légende.

### *L'action des maximalistes.*

La ligne historique le long de laquelle les socialistes maximalistes russes [c'est-à-dire les bolchéviks - NdIR] ont mené et mènent leur action, depuis le moment où, pourchassés et exilés, ils luttèrent contre le tsarisme, est la mise au premier plan du facteur historique de la lutte de classe, pilier du marxisme révolutionnaire. Ils sont restés fidèles à leurs conceptions et à leurs méthodes après l'éclatement de la guerre européenne, après la chute de l'autocratie russe, après le grand succès obtenu par la conquête du pouvoir par les Soviétiques. Dans les négociations de Brest-Litovsk, tout le travail des négociateurs russes tendait précisément à mettre en évidence la dynamique des énergies prolétariennes de classe dans tous les pays, pour arriver à briser l'atroce mécanisme de la guerre. Ils parlaient aux diplomates allemands non pas au nom de l'efficacité militaire d'une armée, mais en faisant levier sur les forces latentes dans la situation politique des empires. L'action pratique menée par les Russes au cours de ces discussions historiques cadre parfaitement avec les conclusions typiquement socialistes de la situation mondiale actuelle. Selon cette analyse le cataclysme de la guerre ne s'explique pas par l'existence du "militarisme" dans un Etat qui agresse les autres, mais par l'existence de deux systèmes militaristes analogues dans deux groupes d'Etats ennemis. Dans chaque pays le gouvernement obtient le consentement et l'adhésion des masses par une méthode pratiquement identique: en agitant l'épouvantail de la menace de l'agression et de l'invasion ennemie. Ce cercle infernal s'était bien serré autour de l'Europe dans le fatal août 1914 à cause de l'admission par les socialistes du sophisme qui légitimait la guerre de "défense nationale" aux yeux des masses.

### *L'effort des révolutionnaires russes*

L'effort des révolutionnaires russes tendait à ouvrir une brèche dans ce cercle terrible, pour aller du renversement du menaçant militarisme tsariste à la défaite de l'impérialisme des empires centraux, en dévoilant sa politique néfaste aux yeux de la classe laborieuse allemande. Sur cette ligne adoptée résolument, les événements se sont précipités. Ses propositions ayant été rejetées, le gouvernement des Soviétiques rompit les discussions avec les gouvernements de la quadruple entente en faisant un suprême appel à la révolution socialiste en Allemagne et en Autriche, et par une décision extrême mais

logique, il démobilisa son armée (...).

### *Les fauteurs de la résistance*

L'argument des fauteurs de la résistance, selon lequel la "guerre sainte" - indépendamment de ses chances de réussite - aurait été une véritable lutte de classe du prolétariat russe contre l'impérialisme capitaliste tombe devant la constatation que les armées de l'impérialisme sont constituées de prolétaires; et elle équivaut à embrasser la thèse interventionniste qui met le peuple allemand au ban de l'Internationale et du Socialisme. L'adoption de telles opinions devrait modifier notablement y compris l'orientation suivie par notre parti en Italie. Tout nous incite au contraire à penser que les révolutionnaires russes informés des multiples circonstances qui permettaient à l'impérialisme allemand de compter **jusqu'à une certaine limite** sur la soumission du prolétariat, ont laissé les bataillons allemands arriver jusqu'à cette limite, en acceptant les conditions de paix "sans même les discuter", pour conserver la possibilité d'attendre la "conversion" du peuple allemand qui inévitablement supprimera les traités impériaux et corrigera, s'il ne les abolit pas complètement, les frontières imposées.

La tactique de la "guerre sainte" aurait à l'inverse creusé le fossé entre les deux peuples et lié le peuple allemand au char de ses dirigeants, en dressant des obstacles insurmontables entre la révolution russe et son développement historique futur, condition indispensable de son existence; et elle aurait troublé le processus social interne d'élimination des institutions capitalistes, préparant la voie à un néonationalisme russe qui aurait asphyxié le socialisme (...)» (4).

Cet article témoigne qu'à l'époque tous les révolutionnaires ne se trompaient pas sur la nature internationaliste et prolétarienne de la tactique suivie à Brest-Litovsk, en dépit des clameurs de la propagande bourgeoise contre la honteuse «paix séparée»; et il montre à l'inverse les effets désastreux qu'aurait eu la tactique de poursuite de la guerre préconisée par les Socialistes-Révolutionnaires et les opposants «de gauche» dans le parti bolchévik. C'est bien pourquoi notre courant a toujours revendiqué la ligne, suivie à Brest-Litovsk, de **rupture du front de guerre** et de **destruction de la guerre impérialiste**.

\* \* \*

Dans la suite de son article, «Aufheben» passe en revue les positions des communistes de gauche russes sur le plan économique en saluant bien sûr

leur exaltation de la «*créativité des masses*» et de «*l'autonomie des ouvriers*» et leur opposition à la politique soutenue par Lénine dont le «*capitalisme d'Etat*» était l'objectif, comme si la Russie très majoritairement paysanne était effectivement mûre pour passer directement au socialisme pourvu qu'on laisse s'exprimer cette «*créativité*» et cette «*autonomie*» ouvrières (ce qui ne cadre pas du tout, soit dit en passant, avec la description de ces éléments comme étant les premiers à s'opposer à la possibilité du socialisme en Russie). La polémique contre les analyses erronées de ces éléments est intéressante, car elle permet à Lénine de faire une analyse précise de la nature réelle de l'économie et du pays, de réfuter les rêves d'un passage au socialisme en l'absence de victoire de la révolution internationale en montrant que le passage à un capitalisme d'Etat contrôlé par le pouvoir prolétarien serait déjà un énorme pas en avant. Dans ses travaux notre courant a souvent cité ces textes de Lénine, et nous n'y reviendrons pas ici.

L'article expose ensuite les analyses de la Gauche communiste germano-hollandaise d'une façon critique, pour finir par reconnaître que la «*Gauche communiste italienne*» a su donner une meilleure explication de la nature économique-sociale de l'URSS et de son évolution.

Rassurons tout de suite le lecteur: le coup de chapeau à la «*théorie de Bordiga*» se limite à la démonstration de la nature capitaliste de l'URSS et elle cache mal les divergences fondamentales avec les positions de principe de notre courant, qui ne sont pas le fruit des cogitations d'un grand penseur, mais qui sont tout simplement les positions du marxisme authentique, **orthodoxe** (horreur!). Voulant faire le tri dans les positions de la Gauche dite italienne, «*Aufheben*» essaye de donner une explication qui excuse ses coupables penchants léninistes:

*«Voyant que la tendance générale dans le Komintern était en faveur [de son groupe], Bordiga s'employa même à renforcer les mesures disciplinaires de telle façon que l'obéissance aux directives données par le Komintern soit une condition d'adhésion. En conséquence le Deuxième Congrès [du Komintern] se révéla fortement utile pour eux dans leur bataille contre le centre/droite, et donc dans leurs efforts pour forger un véritable parti révolutionnaire communiste en Italie. Ils revinrent renforcés dans leur lutte au sein du PSI par l'autorité de Lénine, et pensèrent que leur lutte pour un parti révolutionnaire était en convergence avec les Bolchéviks. En conséquence, les idées qui commençaient à émerger dans la Gauche Allemande - que les prescriptions des Bolchéviks pour le prolétariat occidental n'étaient pas nécessairement appropriées; qu'il pouvait même y avoir une contradiction entre le Bolchévisme*

*et la politique révolutionnaire; et que le sort de la Révolution Mondiale était sacrifié aux besoins nationaux de l'Etat russe - non seulement ne trouvèrent aucun écho dans la Gauche Italienne, mais ce fut tout le contraire qui sembla le cas».*

Bref, si l'on suit le raisonnement de l'article jusqu'au bout, l'accord avec les bolchéviks s'explique parce que «*Bordiga et son groupe*» étaient essentiellement mus par des motifs étroitement nationaux: ils auraient été ainsi plus ou moins les premiers tenants des voies nationales au socialisme, de fieffés opportunistes qui faisaient dépendre leurs positions politiques et programmatiques, et les intérêts mêmes de la Révolution Mondiale, des intérêts immédiats de leurs manoeuvres organisationnelles!

Ce n'est pas une excuse mais une accusation, et qui serait particulièrement grave si elle pouvait être prise au sérieux. Mais en réalité ce raisonnement en dit long sur «*Aufheben*» en révélant un dilettantisme foncier vis-à-vis de la théorie, du programme, des principes - comme de la vérité historique. L'accord de fond entre la Gauche italienne et les Bolchéviks sur ces points en dépit des désaccords ouvertement affirmés dès le début, dès ce IIe Congrès, avec certaines orientations tactiques qu'ils préconisaient, n'était pas fortuit, contingent, mais avait une **valeur historique fondamentale**, celle de l'appartenance au même courant politique, le marxisme révolutionnaire et du travail en commun pour constituer sur cette base le parti international de la révolution communiste. A l'inverse, les divergences de la Gauche germano-hollandaise avaient leur racine dans des désaccords avec certaines positions cardinales du marxisme: adversaire de la conception marxiste du parti, comment celle-ci aurait-elle pu oeuvrer à la construction de l'Internationale communiste?

«*Aufheben*» est bien incapable de comprendre que c'est précisément parce qu'elle mettait au premier plan les intérêts **internationaux** de la révolution prolétarienne, que la Gauche italienne, qui ne se voulait surtout pas une opposition **nationale**, ne ménagea pas ses critiques à l'orientation de l'Internationale, tout en valorisant la discipline internationale et en combattant les «*exceptions nationales*», les «*voies nationales*» qui deviendront par la suite la règle.

Nous avons dit que «*Aufheben*» reconnaît la supériorité de l'analyse «*bordiguiste*» de l'URSS sur celle de la Gauche germano-hollandaise (qui avait fini par y voir, sous la plume de Paul Mattick, une nouvelle forme de production, post-capitaliste, non prévue par le marxisme et où les crises économiques seraient devenues impossibles!). Mais c'est pour conclure qu'elle s'est limitée à «*l'apparence des formes*», et que cette analyse est tombée dans une «*ridicule position anti-matérialiste*», «*niant*

*la subjectivité de la classe ouvrière», en prétendant que «le communisme pourrait être représenté par la ligne politique correcte du parti au pouvoir gérant des rapports sociaux capitalistes», «en prétendant que ce qui comptait, ce n'était pas les relations sociales dans un pays, mais les intentions subjectives de ceux au pouvoir (une parfaite justification de la répression basée sur la notion que "c'est pour leur propre bien qu'ils ont été massacrés"). Et c'est sous cet aspect que la Gauche italienne n'avait pas complètement rompu avec le partitisme/politisme de la Deuxième Internationale».*

Il semblerait que ce soit une condamnation définitive de notre courant pris en flagrant délit d'anti-marxisme et qu'on pourrait bien ranger après ça aux côtés du stalinisme ou du maoïsme le plus débridé (la nature sociale d'un pays change selon la bande qui est au pouvoir). Eh bien, non: «Aufheben» estime sans sourciller que, tant la Gauche italienne que la Gauche germano-hollandaise, ont réussi à maintenir une «*perspective politique correcte*»! Comprenez qui pourra...

Quelle est cette perspective correcte commune à ces deux courants, l'article ne se hasarde en effet pas à le dire, préférant jouer au maître d'école qui distribue souverainement les bons et les mauvais points à ses élèves pas très doués: c'est ainsi que selon la revue les deux courants n'ont pas réussi à se libérer complètement «*du dogmatisme de la Deuxième Internationale*», et qu'ils ont échoué à donner une explication scientifique du type de société existant en URSS. Si la gauche italienne est arrivée à une «*notion plus adéquate du contenu du communisme*», «*c'est la Gauche germano-hollandaise qui devait fournir la forme à travers laquelle l'émancipation pourrait être atteinte*»; et si Bordiga a évité les erreurs de la Gauche allemande sur le capitalisme d'Etat, «*c'est Mattick qui a exposé la question de la façon la plus consciente*».

Quant à la solution du problème, le maître d'école nous la donnera, c'est promis, au prochain n°. Les cancre ne perdent rien pour attendre...

(1) La déclaration de la gauche réunit 6 voix sur une quarantaine de participants. cf J. Humbert-Droz, «*L'origine de l'Internationale communiste*», Neuchâtel, 1968, p. 144.

(2) Ces citations sont tirées de la postface de 1894 d'Engels à sa brochure «*Les problèmes sociaux de la Russie*». cf «*Marx Engels. La Russie*», U.G.E. 1974, p. 262 et suivantes.

(3) «*Lettre aux ouvriers américains*», 20/8/1918. cf Lénine, «*Oeuvres*», tome 28, p. 61.

(4) «*Les directives de la révolution russe dans une phase décisive*», «*Avanti!*», 25/5/1918. cf «*Storia della sinistra comunista*», tome 1, p. 321 et suivantes, ou «*Amadeo Bordiga. Scritti 1911-1926*», tome 2, p. 426 et suivantes.

## Marc Laverne et le Courant Communiste International

Tome II

*Une conception classique de l'organisation révolutionnaire*

Cet ouvrage en vente dans deux librairies parisiennes (*L'Herbe Rouge*, 1, bis rue d'Alésia, dans le 14e et la *Librairie Papiasouannou*, 77 rue Brancion, dans le 15e) est le deuxième volume de textes de Marc Chirik, le fondateur et le principal animateur de «*Révolution Internationale*» et du C.C.I. jusqu'à sa mort en 1990. Ces textes ont été rassemblés par Pierre Hempel, militant jusqu'à une date récente du CCI. Le premier volume, épuisé, n'avait été diffusé qu'à l'intérieur de cette organisation.

Hempel présente ces textes comme l'illustration d'une «*conception classique de l'organisation*», «*dépouillée des interprétations "léninistes", "trotskystes" ou "bordiguistes"*». Cependant le lecteur qui voudrait y chercher des théorisations un tant soit peu complètes sur ce point (ou sur d'autres), comprendre quelle est cette conception, sera déçu: il s'agit essentiellement de textes de circonstance, relatifs à des polémiques internes dont la plupart du temps il est difficile de saisir la portée, voire même le thème. Cela ne signifie pas que toutes les tares théoriques du CCI n'apparaissent pas à chaque page. Par exemple on pourra trouver à propos du parti et de son rôle quelques perles de la plus belle eau anti-marxiste, comme ce qui suit, dans un texte sur les Soviets:

«*Toute l'histoire du mouvement ouvrier est marquée par ce faux dilemme: parti ou classe. Nous trouvons ainsi des formules vagues et même ambiguës concernant ce problème capital dans l'oeuvre des grands penseurs et même chez Marx. Ainsi dans le "Manifeste communiste": "le prolétariat organisé en classe, donc en parti politique" (formulation bien ambiguë et que les bordiguistes utilisent à fond pour démontrer que c'est le parti qui est la classe) et l'autre formule: "l'émancipation de la classe ouvrière sera l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même". Entre ces deux formulations, la deuxième ne parle pas du tout de la question du parti, la première ne parlant pas de la classe, parlant surtout de la formation du parti dans la classe» («*Sur les conseils ouvriers en Russie*», p. 279). Suivent trois pages pour réfuter le rôle du parti (qui aurait par nature un rôle conservateur, retardant sur les masses, etc.) en prétendant effrontément s'appuyer sur la révolution russe, sur Trotsky, sur Lénine, sur Luxemburg (qui auraient «*déjà insisté sur le fait que le parti porte en lui des tares du monde d'où il vient, des tares du monde capitaliste*»): il s'agit de limiter le rôle de cette organisation semi-bourgeoise à une tâche*

purement idéologique de «*déblayer la conscience du prolétariat des entraves de l'idéologie bourgeoise*».

La formule de Marx n'est ambiguë que pour ceux qui ne sont pas d'accord avec elle: elle a été répétée, expliquée, commentée d'innombrables fois par les marxistes. On la trouve sous cette forme dans un texte aussi fondamental (dans tous les sens du terme) que les Statuts de la Première Internationale (A.I.T.): «*Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême: l'abolition des classes*». Dans une lettre du 18/12/1889, Engels expliquait à un correspondant: «*Le prolétariat ne peut instaurer sa domination politique, qui est le seul accès à la nouvelle société, sans une révolution violente, nous sommes bien d'accord là-dessus. Et afin que le jour décisif, le prolétariat soit assez fort pour vaincre, il est nécessaire - comme Marx et moi-même n'avons cessé de l'affirmer depuis 1847 - qu'il se constitue en parti autonome, distinct de tous les autres, un parti de classe conscient de l'être*».

Quant aux leçons de la révolution russe et à la substitution du parti à la classe dont les «bordiguistes» seraient coupables, laissons Trotsky répondre: «*On nous a accusé plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du parti. Et cependant on peut affirmer sans risque de se tromper, que la dictature des soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti: grâce à la clarté de sa vision théorique, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail. Dans cette "substitution" du pouvoir du parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit, et même, au fond, il n'y a là aucune de substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à l'époque où l'histoire met à l'ordre du jour ces intérêts dans leur totalité, les communistes deviennent les représentants reconnus de la classe ouvrière dans sa totalité*» («*Terrorisme et communisme*», Ed. Prométhée, p. 119).

Ambiguë, la formule de Marx? Sans blague! Elle a une position centrale, cruciale, dans la conception marxiste classique, comme nous le confirme Engels. Ceux qui ne sont pas d'accord avec elle n'ont aucun droit à se prétendre marxistes: s'ils ont une «conception classique de l'organisation révolu-

tionnaire», ce ne peut être qu'au sens d'une conception classiquement non-marxiste, d'une conception classiquement libertaire, classiquement démocratique.

L'ouvrage contient en outre quelques documents sur la scission des internationalistes en France en 1945, scission causée fondamentalement par l'attitude à avoir par rapport au *Partito Comunista Internazionale* existant en Italie, qualifié d'«opportuniste» et comparé aux Menchéviks par Hempel qui met cette scission sur le compte de machinations bordiguistes. Laverne, opposé à la constitution du parti, mène campagne contre les positions sans aucun doute fausses de Vercesi (repli sur une action humanitaire) en l'accusant d'être devenu partisan de l'anti-fascisme démocratique, et accuse Bordiga, sur la foi des bobards de la propagande alliée, d'être devenu, à la façon des trotskystes, partisan du soutien à l'Armée rouge: il est exclu de la «Fraction italienne» pour «indignité politique» (quelques temps après cette scission, Laverne, craignant l'éclatement imminent de la troisième guerre mondiale, émigra au Venezuela, d'où, croyant à l'éclatement proche de la révolution, il revint en 1970 pour fonder «Révolution Internationale»).

L'ouvrage contient aussi que quelques dizaines de pages consacrées à un règlement de compte vis-à-vis d'un autre ancien militant du CCI, coupable de crime de lèse-Marc Laverne.

\* \* \*

Pierre Hempel est aussi l'auteur d'un autre livre: «*LA RÉACTION FASCISTE EN EUROPE*» où il exprime son point de vue sur la question, donne son avis sur différents textes (comme notre brochure «*Auschwitz...*», «*mal fagotée*» et qui mérite selon lui «*une critique actualisée du point de vue du prolétariat*»: chiche!), vitupère contre «*les sectes fossilisées*», affirme contre nous à propos des nazis que la «*machine [capitaliste] rationnelle devient irrationnelle parce que la bourgeoisie est (...) prisonnière de la logique de mort qu'elle a mise en branle*», etc. Dans l'intention sans doute de s'opposer aux campagnes démocratiques antifascistes, il affirme qu'une nouvelle phase fasciste n'est historiquement plus possible: «*la bourgeoisie ne peut plus avoir recours au fascisme qui était une hérésie économique et un abîme de contradictions*», écrit-il, oubliant que justement le fascisme était une tentative de la bourgeoisie de surmonter les violentes contradictions qui la tenaillaient, et au tout premier chef les contradictions sociales; «*et puis, continue-t-il, c'est surtout le prolétariat qui n'en veut plus du fascisme*!» Le prolétariat italien, le prolétariat allemand, le prolétariat espagnol en voulaient-ils? La superficialité de l'analyse laisse rêveur...



Si la méthode démocratique, douce, pacifique, consensuelle, est sans doute celle qui convient le mieux au fonctionnement sans heurt du capitalisme, encore faut-il que la bourgeoisie ait les moyens et la possibilité d'assumer les frais de ce consensus. La position marxiste est que la bourgeoisie, même dans les grandes métropoles impérialistes, ne pourra pas éternellement maintenir ce consensus démocratique et que, tôt ou tard, elle aura recours aux méthodes violentes, aux méthodes de la dictature et de la terreur (même si elle trouvera une autre appellation que celle, usée, de *fascisme*) pour maintenir sa domination de classe, de la même façon que la paix impérialiste débouche inévitablement sur la guerre impérialiste - si le prolétariat ne réussit pas, avant, à se lancer dans la lutte révolutionnaire acharnée pour abattre le capitalisme.

Voilà ce dont il faut avertir les prolétaires, au lieu d'accréditer l'absurde mensonge démocratique que leur simple volonté désincarnée, qui aujourd'hui ne peut se manifester autrement que dans les bulletins de vote ou les sondages d'opinion, suffit à imposer à la bourgeoisie la façon de diriger la société.

Les lecteurs intéressés trouveront cet ouvrage dans les librairies citées ci-dessus.

---

## «(Dis)continuité» n°7

(Juillet 1999)

### Divers textes

La revue «(Dis)continuité» a pris la suite de la revue «*Invariance*» dont, au début des années 90, après plusieurs années d'interruption, une nouvelle série a commencé à paraître; cette série était en grande partie consacrée à la publication en français de traductions d'écrits de Bordiga, qui étaient à l'époque parus anonymement comme textes du Parti Communiste International: les articles de la série des «*Fils du Temps*» entre autres; ainsi que d'autres écrits, soit de notre courant (certains articles de «Bilan» par exemple), soit de courants différents, surtout anarchistes, végétariens, etc.

«*Invariance*» était née d'une scission en 1966 de militants qui prétendaient défendre contre notre parti la véritable continuité marxiste. Mais, comme l'écrivit un jour son responsable, «rien de plus variant qu'*Invariance*»: très rapidement la revue rejeta les positions de notre courant, puis tout le «vieux mouvement ouvrier», puis le marxisme, puis la révolution, etc...

Si «(Dis)continuité» s'est séparée d'«*Invariance*», elle partage les mêmes orientations, en particulier son hostilité à la «*théorie du prolétariat*» et à la révolution: «*Il n'y a donc plus*

*de classe révolutionnaire - ni de classe tout court - et le capital est lui-même révolution permanente (comme Marx l'a écrit). Il n'y aura plus de révolutions, ce que nous ne regrettons pas puisque les révolutions n'ont jamais servi qu'à impulser, renforcer et développer le capital. (...) Il n'y a plus de classe révolutionnaire, le rêve est fini, il n'est plus possible non plus pour nous d'opérer en fonction de l'apport théorique de Marx et de Bordiga, les deux penseurs les plus conséquents selon nous de la théorie du prolétariat, et ce même si nous restons persuadés que leurs travaux restent primordiaux pour comprendre la dynamique de ce monde.*

(...) *La théorie prolétarienne communiste a fait faillite, les groupes qui s'y rattachent ne peuvent que se changer en sectes despotiques délirantes - guère plus dérisoires que les diverses sectes indiennes et leurs gurus occidentaux - et sombrer dans la psychose - invention d'un monde fictif dans lequel vit le malade; cette théorie avait capitulé depuis longtemps (très vite chez Marx) en laissant hors de son champ d'investigation d'immenses aires d'études, ce qui avait permis notamment au fascisme et aux courants nationaux-socialistes de prospérer (problèmes de la nature, de l'alimentation, de la communauté, des rapports entre les sexes et les générations, de la pensée, etc.) en acceptant les représentations dominantes (science, thérapeutique, etc.)» Sans commentaire.*

\* \* \*

Dans ce dernier n° de «(Dis)continuité» sont rassemblés des écrits effectivement bien divers, tant pour ce qui est de leur intérêt que de leur orientation politique: des articles anarchistes y côtoient des fragments de textes de notre courant (la deuxième partie de «*Trajectoire et catastrophe de la forme capitaliste dans la classique et monolithique construction théorique du marxisme*», le chapitre supplémentaire aux *Thèses de Lyon* de 1926 écrit en vue du Congrès du PCF), des textes de scissionnistes de notre courant, des articles de communistes oppositionnels des années trente (Treint, ancien dirigeant du PCF; «*Communisme*», scission de gauche des trotskystes) ou extraits de textes d'écrivains, le tout dans un ensemble parfaitement hétéroclite qui ressemble à un fond de tiroir.

Les n° précédents contenaient la suite des «*Fils du temps*», des textes divers de Bordiga d'avant 1914 et de 1915 à 1966, des articles de critique de la dite «conquête spatiale», etc.

Les sommaires détaillés sont disponibles à l'adresse de la revue: F. Bochet, 27 rue d'Erment, 95210 Saint Gratien.

# AUX EDITIONS PROGRAMME

## EN FRANÇAIS

### Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme	épuisé
2. Parti et classe	20F
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste	épuisé
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme »)	15 F
6. Force , violence , dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste ( 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours )	50F
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS )	30F
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe )	60F
10. Eléments de l'économie marxiste	60F
<b>Brochures « le prolétaire »</b>	
5. Question féminine et lutte de classe	6F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	6F
7. La grève des nettoyeurs du métro ( leçons et bilan)	6F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	6F
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	6F
11. Auschwitz ou le grand alibi	6F
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	6F
13. Le marxisme et l'Iran	6F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	6F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	6F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	10F
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	6F
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	6F
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	3F
21. Lénine sur le chemin de la révolution	10F
22. Marxisme et science bourgeoise	10F
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerres réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme (1999)	10F
<b>Suppléments au « prolétaire »</b>	
- Mouvements revendicatifs et socialisme	6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	6F
- Pour un anti-racisme prolétarien	6F
- Révolution et contre-révolution en Russie	6F
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	3F
<b>Série «Les cahiers d'el-Oumami»</b>	
1. Le syndicalisme en Algérie	6F
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	6F
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	6F
<b>Revue théorique « Programme communiste »</b>	
- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	15 à 20F le numéro
- Numéros 51 à 57	15F
- Numéro 58 (112 pages)	25F

- Numéros 59 à 88	15F
- Numéro 89	20F
- Numéros 90 à 94	25F
<b>Série des éditions Prométhée</b>	
- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	50F
<b>EN ITALIEN</b>	
- Storia della Sinistra Comunista:	
vol. I ( 1912-1919 )	100F
vol. I bis (racolta di scritti 1912-1919)	30F
vol. II ( 1919-1920 )	120F
vol. III ( 1920-1921 )	épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	150F
- Classe Partito Stato nella teoria marxista	10F
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé
<b>I testi del partito comunista internazionale</b>	
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario	15F
2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé
3. Elementi dell'economia marxista	
- Sul metodo dialettico	épuisé
4. Partito e classe	15F
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	15F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni	15F
<b>Quaderni del Programma Comunista</b>	
- Il mito della pianificazione socialista in Russia	10F
- Il «rilancio dei consumi sociali » ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo.	
Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	10F
- Il proletariato e la guerra	10F
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell' Internazionale	10F
<b>Reprint « il comunista »</b>	
- Marxismo e scienza borghese	15F
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	10F
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	40F
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	30F
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	15F
- Abaco della economia marxista	15F
- Lotta di classe e questione femminile	15F
- La teoria marxista della moneta	15F
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	10F
- Antimilitarismo di classe e guerra	25F
<b>Altri opuscoli</b>	
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10F
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	10F
- Il marxismo e l'Iran (1980)	10F
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	15F
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	10F
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10F
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	10F
<b>EN ANGLAIS</b>	
- The fundamentals of Revolutionary Communism	30F
- Party and Class	30F
- Communist Program Ns 1 to 7	20F
- The Party's Programme	10F
<b>EN ESPAÑOL</b>	
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	25F
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	25F
3. Partido y clase	épuisé
<b>El Programa Comunista</b>	
- n°1 à 38, n°40	15F
- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	25F
- n° 41, 42	20F

- La epopeya del proletariado boliviano ( la lucha de clase en Bolivia hasta 1981 )	10F	révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	10F
<b>EN ALLEMAND</b>		- Les fedayins et la question de l'Etat	5F
1. Die Frage der revolutionären Partei	20F	<b>EN GREC</b>	
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	20F	- Parti et classe	20F
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	15F	<b>EN DANOIS / SUEDOIS</b>	
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	20F	1.Marxismens grundtraek-Partiets karakteristike tesar	20F
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	25F	2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistika Partiet	20F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	20F	<b>AUX EDITIONS « ISKRA »</b>	
<b>Kommunistisches Programm</b> (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	20F	Amadeo Bordiga:	
<b>EN ARABE</b>		- Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.)	60F
- Pour le parti ouvrier indépendant	5F	- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.)	40F
- Thèses caractéristiques du parti	10F	- Imprese economiche di pantalone (153 p.)	40F
- Les communistes et la question de la liberté politique	10F	- Proprietà e capitale (202 p.)	40F
- Manifeste du P.C. International	15F	- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.)	60F
- Ce qui distingue notre parti	5F	- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95 ) (130 p.)	40F
<b>EN PORTUGUAIS</b>		- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.)	40F
1. Teses características do partido	10F	- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	60F
2. Lições das contra-revoluções	10F	- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	40F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10F	- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	60F
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10F	<b>AUX «EDIZIONI SOCIALI»</b>	
<b>ENTURC</b>		- Dialogato con Stalin - A.Bordiga	30F
- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	10F	- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5F	- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
- Bulletin <b>Enternationalist Proleter</b> (3 nos parus)	5F	- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione	50F
<b>EN HOLLANDAIS</b>			
- Het demokratisch principe	5F		
<b>EN POLONAIS</b>			
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10F		
<b>EN PERSE-</b>			
- Retour au programme communiste			

## PROGRAMME COMMUNISTE

(Revue théorique du parti communiste international)

### Sommaire des numéros parus

#### No 1 (octobre-décembre 1957)

Présentation de la revue / **Les fondements du communisme révolutionnaire** / Les grands tournants du capitalisme russe / En mémoire d'Ottorino Perrone.

#### No 2 (janvier-mars 1958)

La paix des spoutniks / **Le marxisme devant la Russie** / Physionomie sociale des révolutions coloniales / Triviale résurrection de l'illuminisme / L'Est européen dans la perspective révolutionnaire / **Eléments de l'économie marxiste.**

#### No 3 (avril-juin 1958)

En marge de notre appel / **Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste** / A propos de Marcel Cachin / **Eléments de l'économie marxiste (2) / Le principe démocratique.**

#### No 4 (juillet-sept. 1958)

L'enfant légitime de la démocratie / **Les causes historiques du séparatisme arabe** / La question nationale: un premier bilan / La tactique du Komintern de 1926 à 1940 (1) / Chronique syndicale: réponses à certains confusionnistes / «L'expérience polonaise» des conseils ouvriers / La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929? / **Eléments de l'économie marxiste (3).**

#### No 5 (octobre-décembre 1958)

Le capitalisme français au tournant / La question algérienne / Le rôle du parti dans la révolution russe (1) / **Eléments de l'économie marxiste (4)** / Notes d'actualité.

#### No 6 (janvier-mars 1959)

Editorial / La déchéance du parlementarisme / A propos de la polémique russo-yougoslave / Le rôle du parti dans la révolution russe (2) / Notes d'actualités.

#### No 7 (avril-juin 1959)

Edito / Droit au travail? pouvoir sur le capital! / Particularités de l'évolution historique chinoise / Le rôle du parti dans la révolution russe (3) / **Eléments de l'économie marxiste (5)** / Notes d'actualités (Aspects de la révolution africaine / Sidérurgie, pétrole et sous-développement / etc) / Notes de lecture

#### No 8 (juillet-septembre 1959)

**Dialogue avec Staline**

#### No 9 (octobre-décembre 1959)

Edito / Qui fait les frais de la grandeur nationale? / Remarques sur la question nationale / Le rôle du parti dans la révolution russe (4) / **Sur la méthode dialectique** / Notes d'actualités.

#### No 10 (janvier-mars 1960)

Edito / Antagonisme dans les rapports de classe en Russie (1) / **Formulaire économique** / La longue impasse algérienne / Notes d'actualités

#### No 11 (avril-juin 1960)

Edito / Paix sociale et guerre impérialiste / Le communisme et les partis algériens (1) / Antagonismes dans les rapports de classe en Russie (2) / **Les 3 phases du capitalisme** / Notes d'actualités

#### No 12 (juillet-septembre 1960)

Edito / **Lénine sur le chemin de la révolution** / Les staliniens et la religion / Le communisme et les partis algériens (2) / Notes d'actualité / Notes de lecture.

#### No 13 (octobre-décembre 1960)

L'Afrique devant l'ONU / La vocation politique du pacifisme anticolonialiste / Le communisme et les partis algériens (3) / La dissolution de la morale bourgeoise est l'oeuvre du capitalisme / **Cours historique du mouvement prolétarien** / Notes d'actualité / Notes de lecture.

#### No 14 (janvier-mars 1961)

L'équivoque / Bien creusé, vieille taupe! Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat? Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques / Notes d'actualité / Notes de lectures.

#### No 15 (avril-juin 1961)

Retour à la légalité, victoire du capital (Belgique) / **Mouvements revendicatifs et socialisme** / Le marxisme contre l'utopie / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (1)** / Bases et perspectives économico-sociales du conflit algérien / Notes d'actualité.

#### No 16 (juin-septembre 1961)

Victoire et misère de l'opportunisme / A bas le programme de l'opportunisme / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (2)** / Notes d'actualité.

#### No 17 (octobre-décembre 1961)

Tous fils: de la Sainte Eglise, de la Propriété et du Capital / Quand nos «communistes» défendent la petite propriété / La société communiste / **La tactique du parti communiste (Thèses de Rome) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (3)** / Notes d'actualité

#### No 18 (janvier-mars 1962)

«C'est généreux la France» / Au XXII<sup>e</sup> congrès les fossoyeurs du communisme avouent / Tous contre les monopoles / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (4)** / Notes d'actualité.

#### No 19 (avril-juin 1962)

La Paix? / La galère / Marché commun et «Europe unie» / Le néo-capitalisme n'arien de neuf / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (5)** / Notes d'actualité.

**No 20 (juillet-septembre 1962)**

Proletariat et expansion / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (6)** / La révolution algérienne est-elle une révolution? / Révolution et contre-révolution en Chine (1) / A propos de l'Europe unie / Notes d'actualité.

**No 21 (octobre-décembre 1962)**

Il n'y aura pas de désarmement / La révolution algérienne est-elle une révolution? (2) / Le développement historique de la production capitaliste / Notes d'actualité / Révolution et contre-révolution en Chine (2).

**No 22 (janvier-mars 1963)**

Kennedy est grand et Kroutchev est son prophète / Petits contre gros / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1) / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (7)** / Notes d'actualité.

**No 23 (avril-juin 1963)**

La grève des mineurs / **Le principe démocratique / Dictature prolétarienne et parti de classe / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (8)** / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (2) / Syndicalisme révolutionnaire ou vulgaires réformistes?

**No 24 (juillet-septembre 1963)**

La grande idylle Kremlin-Vatican / Thorez invoque Lénine et imite Kautsky / La planification démocratique / «Compétition pacifique» et pays sous-développés / Gaspillage capitaliste et communisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (3) / Notes d'actualité / Nos tracts.

**No 25 (octobre-décembre 1963)**

Communistes des temps meilleurs / **Bases pour l'adhésion au Parti communiste internationaliste (programme communiste)** / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (4) / Notes de lecture / Notes d'actualité.

**No 26 (janvier-mars 1964)**

Mort au service du capital / «La Chine fara' da se» / **La légende du Piave** / Invariance de l'opportunisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (5) / Notes d'actualité.

**No 27 (avril-juin 1964)**

Le marxisme n'est pas à vendre / **Le mouvement social en Chine (1)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Eléments d'orientation marxiste** / Invariance de l'opportunisme (2).

**No 28 (juillet-septembre)**

La croissance économique, pourquoi faire? / **Le mouvement social en Chine (2)** / Les leçons de la polémique russo-chinoise / Textes du marxisme révolutionnaire: **Parti et classe / Histoire de la gauche communiste** / Alfred Rosmer.

**No 29 (octobre-décembre 1964)**

Un siècle après / **Les leçons de la polémique russo-chinoise (2)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière / Histoire de la gauche communiste (2)** / A propos d'une brochure sur la «naissance du parti communiste français».

**No 30 (janvier-mars 1965)**

L'Inde bourgeois, poudrière de l'Asie / **Le mouvement social en Chine (3)** / **Les leçons de la polémique russo-chinoise (3)**.

**No 31 (avril-juin 1965)**

Bilan de faillite du «socialisme au détail» / **Le mouvement social en Chine (4)** / Hegel, Staline et... les machines à coudre / **Organisation et discipline communiste / Histoire de la gauche communiste (3)** / Enseignements de la scission de Tours.

**No 32 (juillet-septembre 1965)**

Textes du marxisme révolutionnaire: **Force, violence et dictature dans la lutte de classe** / A bas l'anti-impérialisme bourgeois! (**Thèses sur la question chinoise**) / **Histoire de la gauche communiste (4)** / Le 35<sup>e</sup> congrès de la CGT: les dernières coquetteries de la «vielle dame».

**No 33 (octobre-décembre 1965)**

La question parlementaire dans l'Internationale communiste / **Le mouvement social en Chine (5)** / **Histoire de la gauche communiste (5)**.

**No 34 (janvier-mars 1966)**

Le parti, sa nature, sa fonction, son organisation.

**No 35 (avril-juin 1966)**

La philosophie du «dialogue» / Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie (copie de la «Charte du travail» fasciste) / **Le mouvement social en Chine (6)** / **Sur un autre chapitre inédit du «Capital»** / Le XXII<sup>e</sup> congrès du PC russe.

**No 36 (juillet-septembre 1966)**

L'Europe, aujourd'hui citadelle du capital, demain base de la Révolution mondiale et de la guerre / **Questions de l'impérialisme / Matérialisme ou idéalisme?** (A propos de la «Critique de la raison dialectique» de J.-P. Sartre).

**No 37 (octobre-décembre 1966)**

Wall Street-Moscou, via Turin / Socialisme ou proudhonnaiseries? / **L'impérialisme dans la critique marxiste / Le mouvement social en Chine (fin)**.

**No 38 (avril-juin 1967)**

L'impérialisme et le Vietnam / Impérialisme et militarisme / Comment ils fêteront le 50<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre 17 / **Thèses de la Gauche au III<sup>e</sup>**

**congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926)** / Vie du parti.

**No 39 (juillet-septembre 1967)**

Mensonges progressistes et réalité capitaliste / **Révolution culturelle: révolution bourgeoise** / Les thèses d'avril 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie / Vie du parti / A une lectrice algérienne, partisan de la stratégie anti-impérialiste de «Che» Guevarra / Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien? / Du droit démocratique à l'inconséquence.

**No 40-41-42 (octobre 1967-juin 1968)**

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917, **BILAN D'UNE REVOLUTION**.

**No 43-44 (janvier-juin 1969)**

Le «parti de la peur» / Le «gauchisme» n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit frères: «le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme») / **Théorie marxiste de la monnaie** / Marxisme et science bourgeoise / **Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste**.

**No 45 (juillet-septembre 1969)**

Luttes partielles et lutte générale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (1)** / **Théorie marxiste de la monnaie**.

**No 46 (octobre-décembre 1969)**

Parti et organisation de classe dans la tradition de la gauche communiste / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (2)** / La méthode du «Capital».

**No 47 (juillet-septembre 1969)**

Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte / Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM. Baran et Sweezy) / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (3)** / Bilan de l'automne chaud en Italie.

**No 48-49 (avril-septembre 1970)**

A bas la démocratie salariale et hiérarchique! / L'opportunisme à l'épreuve des luttes / Bilan politique du gauchisme / Impérialisme et sous-développement / **Economie marxiste: principaux résultats du Livre I du «Capital» / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (4)** / Le stalinisme, cet anti-communisme / Amadeo Bordiga: une vie exemplaire au service de la révolution.

**No 50 (octobre 1970-mars 1971)**

Guerre impérialiste ou révolution mondiale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (5)** / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (1)**.

**No 51-52 (avril-septembre 1971)**

**La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses partisans ont voulu qu'elle soit** / Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes / En Angleterre aussi, le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise / Trotsky et la Gauche italienne / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (2)**.

**No 53-54 (octobre 1971-mars 1972)**

Textes de la gauche: **Invariance historique du marxisme / Fausse ressource de l'activisme / Le parti devant la question syndicale** / Marxisme et sous-développement / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (3)** / Gorter, Lénine et la Gauche.

**No 55 (avril 1972)**

**Textes de la gauche: Pour mettre les points sur les i** / Marxisme et classes moyennes / M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution (4)** / A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne

**No 56 (juillet 1972)**

L'antifascisme démocratique: un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves / Sur Anton Pannekoek: Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la gauche sur le chemin de la révolution (5)**.

**No 58 (avril 1973)**

La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme / Sur «Le hasard et la nécessité»: comment M. Monod terrasse la dialectique / **Histoire de la Gauche communiste: la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international (6)**.

**No 59 (juin 1973)**

Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats / **Histoire de la Gauche communiste: le II<sup>e</sup> congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (7)**.

**No 60 (septembre 1973)**

**Histoire de la Gauche communiste: le II<sup>e</sup> congrès de l'International communiste: un sommet et une croisée des chemins (8)** / Sur Paul Mattick: l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

**No 61 (décembre 1973)**

La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (1) / **Cours de l'impérialisme mondial (1)** / Note de lecture: les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

**No 62 (mars 1974)**

Crise et révolution / La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (2) / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-proléta-

rienne mondiale (1) / **La Gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.**  
**No 63 (juin 1974)**

Trajectoire du travaillisme / **Leçons des contre-révolutions** / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (2) / Les «réformes agraires» des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la «révolution» tunisienne / Inflation, profits et salaires.

**No 64 (octobre 1974)**

L'heure des petits-fils de Staline / The historical path of british Labourism / Cours de l'impérialisme mondial (1) / **Marx - british Commerce / Marx - Le commerce britannique / Sur le fil du temps: Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes** / Les lauriers de la social-démocratie autrichienne: Otto Bauer ou la révolution chez les autres / The International Communist Party. Some publications of the I.C.P.

**No 65 (décembre 1974)**

A bas l'ancien et le nouveau contrat social. / Party and Class / **Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne** / Le long du fil de l'histoire: sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations / Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 1. La question de l'autodétermination / The conditions of admission to the Communist International Party / **Cours de l'impérialisme mondial: les développements de la concentration capitaliste (2).**

**No 66 (avril 1975)**

Encore sur crise et révolution / «Proletarian Dictatorship» and «Socialist Society» in the new chinese Constitution / Stratégie et tactique dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 2. Guerres impérialistes et guerres nationales / Parlamentarism at the second Congress of the Comintern / Inde: la révolution verte annonce la couleur / Note de lecture: Gramsci, Bordiga et ... «Lotta Continua»

**No 67 (juillet 1975)**

**Cours de l'impérialisme mondial (3) / Projet de programme d'action du P.C. d'Italie, 1922 / Portugal: du 25 avril à l'austérité / Mise au point à propos de certains «dépasseurs du marxisme».**

**No 68 (octobre 1975)**

Le mythe portugais du double pouvoir / Le marxisme et la Russie / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (1): Introduction; lettre de A. Bordiga à K. Korsch (oct. 1926), etc.** / La «relance de la consommation populaire» ou l'élixir du Dct. Marchais.

**No 69-70 (mai 1976)**

1926-1976: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous / La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (2); Le VI exécutif élargi de l'IC: Introduction; intervention de A. Bordiga (février-mars 1926)** / En marge du Xè plan quinquennal. Le mythe de la «planification socialiste» en Russie.

**No 71 (septembre 1976)**

Après les élections italiennes: polarisation ou convergence? / La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (1)** / Vérité et mensonges dans la constitution cubaine  
**No 72 (décembre 1976)**

Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (2) / Cours de l'impérialisme mondial (4).**

**No 73 (avril 1977)**

Shangai, avril 1927: le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (3) / Idole de la «compétitivité», religion du taux de profit.**

**No 74 (septembre 1977)**

La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (4) / Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il Soviet» (3) / Parti révolutionnaire, ou cénacle de «marxologues»?**

**No 75 (décembre 1977)**

L'internationalisme des flics au travail / **Sur le fil du temps: Espace contre ciment** / Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine / En mémoire de «Che» Guevarra / Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

**No 76 (mars 1978)**

**Sur la voie du parti compact et puissant de demain / L'Afrique, proie des impérialismes (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (5) / Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie - l'Irlande / Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.**

**No 77 (juillet 1978)**

L'agression française en Afrique aura son retour de flamme / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1) / **L'Afrique, proie des impérialismes (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (6) / Sur la révolution en Amérique latine**

**No 78 (décembre 1978)**

Pathologie de la société bourgeoise - nécessité de la révolution communiste

/ Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe (2) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (7) / Cours de l'impérialisme mondial (5) / Parole du trotskisme dégénéré: la IVè Internationale et la dictature du prolétariat. Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.**

**No 79 (avril 1978)**

Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (8) / L'Afrique, proie des impérialismes (3) / Nouvelles des faux socialismes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?**

**No 80 (juillet 1979)**

L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste / Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale / **Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires** / La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient / Les «revendications transitoires» dans la tactique communiste (1) / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: La guerre révolutionnaire prolétarienne - Le roman de la guerre sainte. Etat prolétarien et guerre.**

**No 81 (décembre 1979)**

Souviens-toi des deux guerres impérialistes! / Les revendications transitoires dans la tactique communiste (2) / **L'Afrique, proie des impérialismes (4) / Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratism / Marcuse, prophète du bon vieux temps**

**No 82 (avril 1980)**

L'Ère des guerres et des révolutions / Le rôle de la nation dans l'histoire / **L'Afrique, proie des impérialismes (5) / L'Ulster, dernière colonie anglaise.**

**No 83 (juillet 1980)**

La lutte de classe est plus vivante que jamais! / **La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au Vè congrès de l'IC) / Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine / La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde» / Note de lecture; Léon Trotsky: terrorisme et communisme - P. Frank manipule l'histoire.**

**No 84-85 (mars 1981)**

La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti / **Les perspectives de l'après-guerre** / Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) / Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» / L'extrême-gauche «antisioniste» et la question palestinienne / Un mythe usé: le socialisme à l'Est.  
**No 86 (août 1981)**

Mitterrand président / La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial / **Cours de l'impérialisme mondial (6) / Les bases du militantisme communiste / Histoire de la Gauche communiste: le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (1. le PCA) / Les «trotskistes» contre Trotsky.**

**No 87 (décembre 1981)**

La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe / Les populations immigrées en Grande-Bretagne / **Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le PCF) / Après l'assassinat de Sadate / A propos de la révolution sandiniste / Dernière minute: l'état de siège en Pologne.**

**No 88 (mai 1982)**

Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale? / La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne / Cronstadt: une tragique nécessité / Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 / Aperçus de la situation au Brésil.

**No 89 (mai 1987)**

«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / **Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982** / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

**No 90 (septembre 1988)**

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1) / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.**

**No 91 (juin 1990)**

A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / **Cours de l'impérialisme mondial (7) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2) / Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.**

**No 92 (novembre 1991)**

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / Le capitalisme soviétique en crise / **Points sur la question de la lutte immédiate et**

**des organismes prolétariens indépendants (1) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).**  
No 93 (mars 1993)

Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés / Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste / Vers le parti communiste / **Le capitalisme soviétique en crise (2) / Points sur la questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2)** / La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista

No 94 (mai 1995)

Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale / **Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1) / Le capitalisme soviétique en crise (Fin)** / C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire / A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador / Sur le fil du temps: La batrachomyomachie

No 95 (mai 1997)

Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de demain / **Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (2) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (2)** / Sur le fil du temps. Parodie de la praxis / Question Kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne / Mysticisme florentin / Notes de lecture

No 96 (Octobre 1998)

La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation: Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise / Les grandes questions historiques de la révolution en Russie. La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine (Synthèse des rapports de Bologne, Naples et gènes) / Repli et déclin de la révolution bolchévique / Annexe. Co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925) / Sur le fil du temps. Danse des fantômes: de la conscience à la culture / **La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà, déc. 92) (fin)** / Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964) / Les trotskystes et la nature de l'URSS. La charlatanerie des Spartacistes / Notes de lecture. Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista

### «Marxisme et science bourgeoise»

Sous ce titre vient de paraître une nouvelle brochure qui contient les articles suivants: - **Marxisme et science bourgeoise**, rapport à la réunion générale du parti de Turin (avril 68). - **Relativité et déterminisme** (à propos de la mort d'Einstein), article d'Amadeo Bordiga de 1955. - **Religion, science, marxisme**, article de 1959.

Brochure «Le Prolétaire» n° 22 (36 pages): 10 FF

### «ÉLÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

Le 10e n° de la série des «Textes du Parti Communiste International», «**Éléments de l'économie marxiste**» vient de sortir. Il s'agit d'un texte écrit par Amadeo Bordiga en 1929, lorsqu'il était «relégué», avec d'autres prisonniers politiques du fascisme, sur l'île de Ponza. Ce texte, qui s'intégrait dans les cours de formation politique organisés par les déportés communistes, a été écrit pour faciliter l'étude du «Capital» de Marx dont il résume et ré-expose le Premier Livre. Publié dans les années cinquante sur les premiers n° de «Programme Communiste», il était depuis longtemps inaccessible en français.

En appendice aux «*Éléments...*» nous avons ajouté deux autres textes postérieurs: «*Sur la méthode dialectique*» et «*Le formulaire économique*».

PRIX DEL'EXEMPLAIRE: 60 FF

**PAIEMENT : Par mandat ou chèque à l'ordre de: *DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.***

Commandes à notre adresse: **Editions Programme**

**3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)**

*FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)*

**AVERTISSEMENT: LES TEXTES ÉPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.**

### Auschwitz OU LE GRAND ALIBI

*Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont **co-responsables** de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).*

Brochure «Le Prolétaire» n°11 - 6 FF.

### L'ANTI-FASCISME DÉMOCRATIQUE: UN MOT D'ORDRE ANTI-PROLÉTARIEN QUI A FAIT SES PREUVES

*Sous ce titre est réédité une article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature **contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne** de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: **dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.***

Une brochure de 17 pages: 3 FF.

# Programme du Parti Communiste International

**Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):**

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

\* \* \* \* \*

**La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:**

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers

de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.